

# JOURNAL OFFICIEL

## DU BURKINA FASO

*Paraissant le jeudi de chaque semaine*

Vu  
[Signature]

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
<b>BURKINA FASO ET AFRIQUE</b> Toute voie 6 mois 1 an 13.250 26.500  <b>AUTRES PAYS</b> Voie aérienne exclusivement 6 mois.....15.600 1 an .....31.200  <b>Vente de numéro</b> Année courante.....500 Année antérieure.....600	les abonnements et insertions seront adressés au Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres 01 BP. 3924 OUAGADOUGOU TEL. 50-32-63-61 / 50 32-60-19  Les lettres demandant réponse devront être accompagnées d'un timbre pour l'affranchissement.  <b>ISSN 07966-5206</b>  Les abonnements et les annonces sont payables d'avance	Association à but non lucratif et avis autre que de constitution de sociétés commerciales..... <b>12.500 F CFA</b>  Avis de constitution de sociétés commerciales..... <b>24.000 F CFA</b>  Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT

##### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION REGIONALE

**4156** 31 déc ... Décret n°2008-937/PRES/PM/MAECR/MEF/MFPRE portant approbation des statuts de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI).

08 mai... Décret n°2009-276/PRES/PM/MAECR/MEF portant ouverture d'un consulat honoraire du Burkina Faso à Luanda, en République d'Angola.

08 mai... Décret n°2009-277/PRES/PM/MAECR/MEF portant nomination d'un consulat honoraire du Burkina Faso à Luanda, en République d'Angola.

##### MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'HYDRAU- LIQUE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

**4164** 08 mai... Décret n°2009-278/PRES/PM/MAHRH/MEF portant nomination

d'Administrateurs au Conseil d'administration de la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS.)

08 mai... Décret n°2009-279/PRES/PM/MAHRH/MEF portant nomination du président du conseil d'administration de la Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (SONAGESS.)

##### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**4165** 07 mai... Décret n°2009-271/PRES/PM/MEF portant adoption de la politique nationale de développement des centres secondaires.

08 mai... Décret n°2009-274/PRES/PM/MEF/SGG-CM portant dissolution du fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique

08 mai... Décret n°2009-275/PRES/PM/MEF portant transfert des compétences, des ressources et des archives du fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique.

##### MINISTERE DE LA DEFENSE

**4204** 07 mai... Décret n°2009-272/PRES/PM/DEF portant annulation des dispositions du décret n°2008-702/PRES/PM/DEF du 14/11/2008 portant mise à la retraite d'officiers des forces armées nationales atteignant la limite d'âge de leur grade au cours de l'année 2009 en ce qui concerne le lieutenant DRABO Seidou.

07 mai... Décret n°2009-273/PRES/PM/DEF  
portant renouvellement de la disponibilité d'un  
officier des forces armées nationales.

#### **MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITO- RIALE ET DE LA DECENTRALISATION**

08 mai... Décret n°2009-  
280/PRES/PM/MATD/SECU portant ouverture de  
la campagne électorale en vue du scrutin municipa-  
l dans la commune rurale de Béguédo.

05 jan... Arrêté n°2009-  
01/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC portant auto-  
risation d'exercer au Burkina Faso de l'association  
dénommée : « WORLDWIDE GOOD NEWS  
CRUSADES »

05 jan... Arrêté n°2009-  
02/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC portant auto-  
risation d'exercer au Burkina Faso de l'association  
dénommée : « Santé de la Reproduction pour une  
Maternité sans Risque », en abrégé ONG  
SRMSR-DIMOL.

19 jan... Arrêté n°2009-  
03/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC portant auto-  
risation d'exercer au Burkina Faso de l'association  
dénommée : « ONG la Voix de L'Afrique de  
L'Ouest », en abrégé VAO.

20 jan... Arrêté n°2009-  
05/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC portant auto-  
risation d'exercer au Burkina Faso de l'association  
dénommée : « Marie Stopes International »

27 jan... Arrêté n°2009-06/MATD/CAB portant  
organisation, attributions et fonctionnement du  
secrétariat technique permanent de la conférence  
nationale de la décentralisation.

#### **MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DU DESENCLAVEMENT**

08 avril ... Décret n°2009-174/PRES/PM/MID  
portant organisation du Ministère des infrastruc-  
tures et du désenclavement.

#### **MINISTERE DU COMMERCE DE LA PROMOTION DE L'ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT**

16 avril... Décret n°2009-  
203/MATD/PRES/PM/MCPEA portant nomina-  
tion d'un secrétaire général.

#### **PARTIE NON OFFICIEL**

#### **ANNONCES**

#### **PARTIE OFFICIELLE**

#### **ACTES DU GOUVERNEMENT**

#### **MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION REGIONALE**

*DECRET N° 2008-937/PRES/PM/MAECR/MEF/MFPRE  
du 31 décembre 2008 portant approbation des statuts de  
l'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI).*

#### **LE PRESIDENT DU FASO, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

**VU** la Constitution ;  
**VU** le décret n° 2007349/PRES du 4 juin 2007 portan  
nomination du Premier Ministre ;  
**VU** le décret n°2008-138/PRES/PM du 23 mars 2008  
portant remaniement du Gouvernement ;  
**VU** le décret n° 2007424/PRES/PM/SGG-CM du 13  
juillet 2007 portant attributions des membres du  
Gouvernement ;  
**VU** la loi n° 013/2007/AN du 30 juillet 2007 portant loi  
d'orientation de l'Education ;  
**VU** la loi n° 032/2000/AN du 8 décembre 2000 portant  
création de la catégorie d'établissement public de l'Etat à  
caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT) ;  
**VU** le décret n° 2002-557/PRES/PM/MFB du 27 novem-  
bre 2002 portant statut général des établissements publics de  
l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT) ;  
**VU** le décret n°2003-372/PRES/PM/MFB du 29 juillet  
2003 portant conditions de création, de gestion et de suppres-  
sion des établissements publics de l'Etat ;  
**VU** le décret n°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005  
portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
**VU** le décret n° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai  
2005 portant régime juridique applicable aux comptables  
publics ;  
**VU** le décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai  
2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs  
de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;  
**VU** le décret n° 2007-724/PRES/PM/MEF/MCPEA du 7  
novembre 2007 portant modalités de désignation des mem-  
bres des organes d'administration et de gestion des établis-  
sements publics et des sociétés à participation majoritaire de  
l'Etat ;  
**VU** le décret n° 2008-404/PRES/PM/MAECR du 10 juil-  
let 2008 portant organisation du Ministère des Affaires étran-  
gères et de la Coopération régionale ;  
**VU** le décret n° 2008-735/PRES/PM/MEF/MAECR/MFPRE

du 17 novembre 2008 portant création de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI) ;

**Sur** rapport du Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 4 août 2008 ;

### **DECRETE**

**ARTICLE 1** : Sont approuvés les statuts de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI) dont le texte est joint en annexe au présent décret.

**ARTICLE 2** : Le Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale, le Ministre de l'économie et des finances et le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 31 décembre 2008

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Tertius ZONGO**

**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Le Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, assurant l'intérim du Ministre de l'économie et des finances

**Minata SAMATE/CESSOUMA**

la coopération régionale, chargé de la coopération régionale assurant l'intérim du Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale

**Seydou BOUDA**

Le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

### **STATUTS DE L'INSTITUT DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES (INHEI)**

#### **TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1** : Les missions et attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI) sont régis par les dispositions des présents statuts.

**Article 2** : L'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI) est un établissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT), doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, administrative et scientifique.

L'Institut est un établissement d'enseigne-

ment supérieur professionnel et de recherche intervenant dans les domaines de la diplomatie et des relations internationales.

**Article 3** : L'Institut est une structure rattachée au ministère chargé des Affaires étrangères qui en assure la tutelle technique. Il est placé sous la tutelle financière du ministère chargé des Finances.

**Article 4** : Le ministre chargé des Affaires étrangères veille à ce que les activités de l'Institut s'inscrivent dans le cadre de la politique étrangère du Burkina Faso et qu'elles tiennent compte des priorités nationales en matière de formation, d'enseignement et de recherche, notamment dans les domaines de la diplomatie et des relations internationales. Il s'assure de l'insertion de l'Institut dans le système éducatif national.

La tutelle du ministère en charge des Affaires étrangères s'exerce conformément à l'organisation de ce département.

**Article 5** : Le ministre chargé des Finances veille essentiellement à ce que les activités de l'Institut soient exécutées conformément aux règles financières et budgétaires en vigueur. Il s'assure de la gestion financière et comptable saine, transparente et efficace de l'Institut.

#### **TITRE II : MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

**Article 6** : L'Institut des Hautes Etudes Internationales a pour mission la formation et le perfectionnement des cadres supérieurs en diplomatie et en relations internationales au profit des administrations publiques, du secteur privé et de la société civile, ainsi que la promotion de la culture de l'international et la recherche prospective dans les domaines de la diplomatie et des relations internationales. A cet effet, il est chargé de :

la formation professionnelle initiale et continue de cadres supérieurs en matière d'analyse et de prospective en diplomatie et en relations internationales au profit des administrations publiques, du secteur privé et de la société civile ;

la promotion de la culture de l'international, notamment par l'organisation de conférences, de séminaires et de colloques, et par la diffusion des résultats de la recherche auprès de la communauté scientifique et diplomatique ;

le perfectionnement dans le domaine international des cadres de l'Etat, des collectivités territoriales, du secteur privé et de la société civile intervenant dans la gestion de dossiers internationaux ;

la recherche et l'analyse prospective dans les domaines de la diplomatie et des relations internationales, non seulement sur

leurs dimensions classiques, mais aussi sur leurs dimensions nouvelles et futures ;

la promotion de l'excellence dans les domaines de la diplomatie et des relations internationales, notamment par la mise en place d'un Centre d'excellence et l'accueil de programmes régionaux ou internationaux spécifiques en rapport avec cette mission.

**Article 7 :** L'Institut reçoit dans ses programmes de formation et de perfectionnement des jeunes diplômés désireux de s'engager dans une carrière diplomatique ou internationale, ainsi que des agents des administrations publiques désireux d'améliorer leurs connaissances en diplomatie et en relations internationales ou d'acquérir une promotion professionnelle.

Les conditions et modalités d'accès aux programmes de formation et de perfectionnement de l'Institut sont fixées par arrêté du Ministre chargé des Affaires étrangères, après consultation des ministres chargés de la Fonction publique et du Travail.

**Article 8 :** L'Institut peut, contre paiement des frais de formation et de perfectionnement, recevoir dans ses programmes de formation et de perfectionnement des auditeurs à titre individuel ou présentés par des institutions privées ou de la société civile, ainsi que des auditeurs de pays étrangers.

Les conditions et modalités d'application de l'alinéa ci-dessus sont précisées par délibération du Conseil d'administration de l'établissement.

**Article 9 :** Aux fins d'exécution de ses missions définies dans l'article 4 ci-dessus, l'Institut peut conclure des accords de collaboration avec des structures nationales ou étrangères ayant des missions analogues.

**Article 10 :** Dans le cadre de ses activités de formation et de perfectionnement, l'Institut crée et confère des diplômes conformément à la réglementation et aux conventions en vigueur.

### **TITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

**Article 11 :** Les organes d'administration et de gestion de l'Institut sont :

le Conseil d'administration ;  
la Direction générale ;  
le Conseil scientifique.

**Article 12 :** Nonobstant les dispositions de l'article 11

ci-dessus, l'Institut peut, en tant que de besoin, créer des organes techniques placés sous son autorité et chargés de l'exécution de missions spécifiques.

## **CHAPITRE I : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **SECTION I : COMPOSITION**

**Article 13 :** L'Institut est administré par un Conseil d'administration de douze (12) membres répartis ainsi qu'il suit :

trois (03) représentants du ministère chargé des Affaires Etrangères ;  
un (01) représentant du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ;  
un (01) représentant du ministère chargé de la Fonction publique ;  
un (01) représentant du ministère chargé des Finances ;  
un (01) représentant du ministère chargé de la Défense ;  
un (01) représentant du ministère chargé de l'Environnement ;  
un (01) représentant des universités ;  
un (01) représentant du personnel enseignant ;  
un (01) représentant des élèves et des auditeurs ;  
un (01) représentant du personnel administratif, technique et de soutien.

**Article 14 :** Le Secrétaire général de l'Institut assure, sous la supervision du Directeur général, le secrétariat des séances du Conseil d'administration.

L'Agent comptable et le Contrôleur financier assistent aux réunions du Conseil d'administration à titre d'observateur.

Le représentant du service chargé de la gestion et du suivi des Etablissements publics de l'Etat de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique assiste en qualité d'observateur aux réunions du conseil d'administration.

**Article 15 :** Les membres représentant l'Etat au Conseil d'administration sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des Affaires étrangères, pour un mandat de trois ans renouvelable une seule fois.

**Article 16 :** Le président du Conseil d'administration est nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des Affaires étrangères pour un mandat de trois ans renouvelable une seule fois.

**Article 17 :** Les représentants du personnel administratif, technique et de soutien, les représentants des auditeurs, des enseignants et des élèves sont proposés et désignés par leurs instances respectives suivant les règles propres à

chaque structure. Ces désignations sont entérinées par décret pris en Conseil des ministres.

## SECTION II : ATTRIBUTIONS

**Article 18 :** Le Conseil d'administration assure la haute responsabilité de l'Administration de l'Institut et délibère sur la définition de son orientation générale.

**Article 19 :** Le Conseil d'administration délibère sur toute question d'importance touchant au fonctionnement et à la gestion de l'Institut et statue notamment sur :

l'examen, l'approbation du projet de budget, les comptes administratifs et de gestion et les conditions d'émission d'emprunts ;  
l'autorisation du directeur général à contracter des emprunts ;  
les délégations, transferts de créances, subrogations ;  
la prise ou le don à bail de tous biens meubles et immeubles, l'acquisition de biens et droits immobiliers, le consentement de gages, les nantissements, les hypothèques ou autres garanties ;  
les conditions et modalités de recrutement du personnel administratif de l'Institut.

**Article 20 :** Le Conseil d'administration peut faire appel à toute personne dont la compétence peut éclairer ses délibérations et qui participe à ses travaux avec voix consultative.

**Article 21 :** Le Conseil d'administration est obligatoirement saisi de toutes questions pouvant influencer la marche générale de l'Institut. Il contrôle le fonctionnement administratif, technique, et financier de l'Institut.

## SECTION III : FONCTIONNEMENT

**Article 22 :** Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son président ou à la demande d'au moins un tiers de ses membres statutaires.

**Article 23 :** Les délibérations du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix. Le Conseil d'administration peut délibérer valablement lorsque plus de la moitié de ses membres statutaires sont présents.

**Article 24 :** Toutefois, si une séance est ajournée faute de quorum, le Président peut convoquer le Conseil d'administration à huit jours d'intervalle ; les délibérations sont dès lors valables quel que soit le nombre de

membres présents, à condition cependant que la deuxième séance porte sur le même ordre du jour que la séance ajournée.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

**Article 25 :** Les délibérations du Conseil d'administration sont transcrites dans des procès-verbaux consignés dans un registre spécial. Elles sont signées par le président et le secrétaire de séance.

**Article 26 :** Le président du Conseil d'administration est tenu de transmettre aux ministres de tutelle, pour observation et dans un délai maximum d'un mois après chaque réunion du Conseil d'administration, une copie du procès-verbal de délibération.

**Article 27 :** Les délibérations du Conseil d'administration deviennent exécutoires, soit après un avis de non-opposition des ministres de tutelle, soit à l'expiration d'un délai de vingt et un (21) jours à partir de la date de dépôt desdites délibérations aux cabinets des ministres de tutelle.

Les délibérations relatives à l'émission d'emprunts et au placement des disponibilités ne peuvent toutefois devenir exécutoires qu'après approbation expresse du ministre chargé des finances.

**Article 28 :** Le Président du Conseil d'administration est tenu d'adresser aux ministres de tutelle :

– dans les trois (03) mois suivant le début de l'exercice :

- . les comptes prévisionnels de recettes et de dépenses ;
- . le programme de financement des investissements ;
- . les conditions d'émission des emprunts.

– dans les trois (03) mois suivant la clôture de l'exercice :

- . le compte de gestion ;
- . le compte administratif ;
- . un rapport annuel sur les problèmes de fonctionnement rencontrés.

**Article 29 :** En cas d'irrégularité, de mauvaise gestion ou de carence imputable au Conseil d'administration, celui-ci peut être dissout par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des Affaires étrangères.

**CHAPITRE II : DE LA DIRECTION GENERALE**

**Article 30 :** L'Institut est dirigé par un Directeur général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des Affaires étrangères.

**Article 31 :** Le Directeur général est chargé de la conduite et de la supervision de l'ensemble des activités et programmes de l'Institut. Il s'assure de son bon fonctionnement et veille à la réalisation de ses objectifs.

Le Directeur général représente l'Institut devant la Justice et devant les autorités administratives. Il agit en son nom et rend compte de sa gestion au Conseil d'administration.

Il dresse, chaque année, un programme d'activités et un rapport d'activités qui sont soumis à l'appréciation du Conseil d'administration et transmis, par ses soins, au ministre chargé des Affaires étrangères.

**Article 32 :** Le Directeur général détient les plus larges pouvoirs pour agir au nom du Conseil d'administration. Il a notamment les pouvoirs suivants:

Il est l'ordonnateur principal du budget de l'Institut. A ce titre, il peut déléguer sous sa responsabilité, des pouvoirs aux directeurs et/ou chefs de services, à l'exception toutefois de l'agent comptable ;

Il assure en dernier ressort la responsabilité de la direction administrative, technique, financière et pédagogique de l'établissement, qu'il représente dans les actes de la vie civile ;

Il prépare les délibérations du Conseil d'administration et en exécute les décisions ;

Il signe les actes concernant l'Institut. Il peut toutefois donner toutes délégations nécessaires sous sa propre responsabilité ;

Il fixe, dans le cadre des tarifs généraux établis par le Conseil d'administration, conformément à l'article 8 ci-dessus, les conditions particulières à consentir à chaque catégorie d'élèves ;

Il nomme et révoque le personnel conformément aux textes en vigueur ;

Il assure la discipline au sein de l'Institut et veille au respect du règlement intérieur fixé par arrêté du ministre chargé des Affaires étrangères ;

Il prend, dans les cas d'urgence qui nécessitent un dépassement de ses attributions, toutes mesures conservatoires nécessaires, à charge pour lui d'en rendre compte au président du Conseil d'administration, dans les plus brefs délais.

**Article 33 :** Le Directeur général peut, par écrit et sous sa responsabilité, réquisitionner l'agent comptable, lorsque celui-ci a suspendu le paiement d'une dépense ; il en rend compte au ministre chargé des Affaires étrangères dans un délai maximum de sept (7) jours.

Toutefois l'agent comptable doit refuser de déférer à l'ordre de réquisition lorsque la suspension du paiement est motivée par :

l'absence de justification de service fait ;  
le caractère non libératoire du règlement ;  
le manque de fonds disponibles.

**Article 34 :** Le Directeur général exerce le pouvoir hiérarchique sur l'ensemble des personnels de l'Institut. Il exerce le pouvoir de nomination et le pouvoir disciplinaire sur le personnel à l'égard duquel ces pouvoirs n'ont pas été confiés à une autre autorité.

**Article 35 :** Le Directeur général dispose d'un cabinet comprenant un secrétariat particulier et des conseillers techniques, au nombre de trois (03) au maximum, nommés par ses soins et chargés de lui apporter un appui-conseil dans l'organisation des activités de formation, de perfectionnement et de recherche.

**Article 36 :** En cas d'absence du Directeur général, son intérim est assuré par un directeur désigné par note de service du ministre chargé des Affaires étrangères. Lorsque l'absence du Directeur général dépasse une période d'un mois, le ministre désigne l'intérimaire par voie d'arrêté.

**Article 37 :** La Direction générale comprend les structures ci-après :

le Secrétariat général ;  
la Direction des Etudes ;  
la Direction de la Recherche ;  
la Direction des Relations extérieures et de la Communication ;  
la Direction de l'Analyse et de la Prospective ;  
la Direction des Affaires Administratives et Financières.

**SECTION I : DU SECRETARIAT GENERAL**

**Article 38 :** Le Secrétariat général est dirigé par un Secrétaire général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des Affaires étrangères.

**Article 39 :** Le Secrétaire général assure la coordination administrative des services techniques. A ce titre, il est chargé :

de la gestion du personnel administratif, technique et de service ;  
de l'organisation matérielle des réunions du Conseil d'administration ou de toute autre réunion à caractère administratif de l'Institut ;  
du secrétariat de séance du Conseil d'administration ;  
de l'organisation administrative des concours d'entrée à l'Institut, en liaison avec la Direction des Etudes et les servi-

**CHAPITRE II : DE LA DIRECTION GENERALE**

**Article 30 :** L'Institut est dirigé par un Directeur général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des Affaires étrangères.

**Article 31 :** Le Directeur général est chargé de la conduite et de la supervision de l'ensemble des activités et programmes de l'Institut. Il s'assure de son bon fonctionnement et veille à la réalisation de ses objectifs.

Le Directeur général représente l'Institut devant la Justice et devant les autorités administratives. Il agit en son nom et rend compte de sa gestion au Conseil d'administration.

Il dresse, chaque année, un programme d'activités et un rapport d'activités qui sont soumis à l'appréciation du Conseil d'administration et transmis, par ses soins, au ministre chargé des Affaires étrangères.

**Article 32 :** Le Directeur général détient les plus larges pouvoirs pour agir au nom du Conseil d'administration. Il a notamment les pouvoirs suivants:

Il est l'ordonnateur principal du budget de l'Institut. A ce titre, il peut déléguer sous sa responsabilité, des pouvoirs aux directeurs et/ou chefs de services, à l'exception toutefois de l'agent comptable ;

Il assure en dernier ressort la responsabilité de la direction administrative, technique, financière et pédagogique de l'établissement, qu'il représente dans les actes de la vie civile ;  
Il prépare les délibérations du Conseil d'administration et en exécute les décisions ;

Il signe les actes concernant l'Institut. Il peut toutefois donner toutes délégations nécessaires sous sa propre responsabilité ;  
Il fixe, dans le cadre des tarifs généraux établis par le Conseil d'administration, conformément à l'article 8 ci-dessus, les conditions particulières à consentir à chaque catégorie d'élèves ;

Il nomme et révoque le personnel conformément aux textes en vigueur;

Il assure la discipline au sein de l'Institut et veille au respect du règlement intérieur fixé par arrêté du ministre chargé des Affaires étrangères ;

Il prend, dans les cas d'urgence qui nécessitent un dépassement de ses attributions, toutes mesures conservatoires nécessaires, à charge pour lui d'en rendre compte au président du Conseil d'administration, dans les plus brefs délais.

**Article 33 :** Le Directeur général peut, par écrit et sous sa responsabilité, réquisitionner l'agent comptable, lorsque celui-ci a suspendu le paiement d'une dépense ; il en rend compte au ministre chargé des Affaires étrangères dans un délai maximum de sept (7) jours.

Toutefois l'agent comptable doit refuser de déférer à l'ordre de réquisition lorsque la suspension du paiement est motivée par :

l'absence de justification de service fait ;  
le caractère non libératoire du règlement ;  
le manque de fonds disponibles.

**Article 34 :** Le Directeur général exerce le pouvoir hiérarchique sur l'ensemble des personnels de l'Institut. Il exerce le pouvoir de nomination et le pouvoir disciplinaire sur le personnel à l'égard duquel ces pouvoirs n'ont pas été confiés à une autre autorité.

**Article 35 :** Le Directeur général dispose d'un cabinet comprenant un secrétariat particulier et des conseillers techniques, au nombre de trois (03) au maximum, nommés par ses soins et chargés de lui apporter un appui-conseil dans l'organisation des activités de formation, de perfectionnement et de recherche.

**Article 36 :** En cas d'absence du Directeur général, son intérim est assuré par un directeur désigné par note de service du ministre chargé des Affaires étrangères. Lorsque l'absence du Directeur général dépasse une période d'un mois, le ministre désigne l'intérimaire par voie d'arrêté.

**Article 37 :** La Direction générale comprend les structures ci-après :

le Secrétariat général ;  
la Direction des Etudes ;  
la Direction de la Recherche ;  
la Direction des Relations extérieures et de la Communication ;  
la Direction de l'Analyse et de la Prospective ;  
la Direction des Affaires Administratives et Financières.

**SECTION I : DU SECRETARIAT GENERAL**

**Article 38 :** Le Secrétariat général est dirigé par un Secrétaire général nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des Affaires étrangères.

**Article 39 :** Le Secrétaire général assure la coordination administrative des services techniques. A ce titre, il est chargé :

de la gestion du personnel administratif, technique et de service ;  
de l'organisation matérielle des réunions du Conseil d'administration ou de toute autre réunion à caractère administratif de l'Institut ;  
du secrétariat de séance du Conseil d'administration ;  
de l'organisation administrative des concours d'entrée à l'Institut, en liaison avec la Direction des Etudes et les servi-

ces techniques des départements ministériels et des structures concernés ;  
de l'immatriculation des auditeurs et de la constitution de leurs dossiers administratifs individuels ;  
de la tenue des archives de l'Institut ;  
de la gestion de la bibliothèque.

**Article 40 :** Le Secrétaire général reçoit délégation de signature pour les documents relatifs à la gestion quotidienne de l'Institut, notamment

les bordereaux d'envoi, lettres de transmission et accusés de réception ;  
les certificats de prise de service, cessation et reprise de service du personnel ;  
les certificats de travail ;  
les décisions de jouissance de congé du personnel contractuel de l'Institut ;

les autorisations d'absence ;  
les ordres de mission à l'intérieur du pays ;  
les textes des communiqués.

## SECTION II : DE LA DIRECTION DES ETUDES

**Article 41 :** La Direction des Etudes est placée sous l'autorité d'un Directeur des Etudes nommé par arrêté du ministre chargé des Affaires étrangères.

Elle a pour mission la planification, l'organisation et la mise en œuvre des programmes de formation et de stages de l'Institut. A ce titre, elle est chargée :

de la planification des programmes de formation et de perfectionnement ;  
de l'organisation des études et des stages des auditeurs ;  
de l'organisation technique des concours d'entrée à l'Institut, en liaison avec le Secrétariat général et les services techniques des départements ministériels et des structures concernés ;  
de la coordination et du contrôle des activités pédagogiques ;  
du respect et du suivi de l'exécution des programmes ;  
de la régularité des inscriptions des élèves et auditeurs et de la délivrance des diplômes de fin d'étude et attestations de participation.

## SECTION III : DE LA DIRECTION DE LA RECHERCHE

**Article 42 :** La Direction de la Recherche est placée sous l'autorité d'un Directeur de Recherche nommé par arrêté du ministre chargé des Affaires étrangères.

Elle est chargée de l'organisation, de la coordination et du contrôle des activités de recherche de l'Institut.

## SECTION IV : DE LA DIRECTION DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE LA COMMUNICATION

**Article 43 :** La Direction des Relations extérieures et de

la Communication est placée sous l'autorité d'un Directeur des Relations extérieures et de la Communication nommé par arrêté du ministre chargé des Affaires étrangères.

Elle est chargée des relations de l'Institut avec ses partenaires et de l'organisation de sa communication. A ce titre, elle :

gère les relations de l'Institut avec ses partenaires extérieurs ;  
assure la promotion de l'image de l'Institut ;  
assure la mise en œuvre du programme de promotion de la culture de l'international de l'Institut.

## SECTION V : DE LA DIRECTION DE L'ANALYSE ET DE LA PROSPECTIVE

**Article 44 :** La Direction de l'analyse et de la prospective est placée sous l'autorité d'un Directeur de recherche nommé par arrêté du ministre chargé des Affaires étrangères.

Elle est chargée :

de déceler et d'analyser les mutations des relations internationales et de formuler des recommandations pertinentes à cet égard à l'attention des pouvoirs publics ;  
de créer et de maintenir une veille dans le domaine de la diplomatie et des relations internationales ;  
de déceler, d'évaluer et d'anticiper les changements et les tendances dans les domaines du développement, de la paix et de la sécurité en rapport avec le contexte international.

**Article 45 :** L'organisation et le fonctionnement de la Direction de l'analyse et de la prospective feront l'objet d'un arrêté du ministre chargé des Affaires étrangères.

## SECTION VI : DE LA DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

**Article 46 :** La Direction des affaires administratives et financières est placée sous l'autorité d'un Directeur des affaires administratives et financières nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du Ministre chargé des finances. Elle assure l'exécution de toutes les opérations à caractère administratif et financier. A ce titre, elle est chargée :

de l'exécution de toute opération financière et comptable de l'Institut ;  
de l'élaboration et de l'exécution du budget de l'Institut en collaboration avec l'agent comptable ;  
de la centralisation de tous les documents relatifs à la gestion des moyens financiers, matériels et humains de l'Institut ;  
de la gestion des commandes de l'Institut.

## CHAPITRE III : DU CONSEIL SCIENTIFIQUE



**Article 47 :** Le Conseil scientifique est une structure à caractère académique. Il élabore les programmes et le régime des études, des examens et des stages. Il organise les enseignements et propose notamment :

les grandes orientations de l'Institut en matière de formation initiale et continue, de perfectionnement, d'animation et de recherche ;  
les conditions d'appui aux projets de recherche auxquels l'Institut est partie prenante ;  
toutes autres questions connexes.

**Article 48 :** Le Conseil scientifique est composé ainsi qu'il suit :

le Directeur général de l'Institut, président ;  
deux diplomates de haut rang désignés à qualité par le ministre chargé des Affaires étrangères ;  
le Directeur des Ressources humaines du ministère des Affaires étrangères ;  
un représentant d'une structure universitaire chargée des sciences juridiques et politiques ;  
un représentant d'une structure universitaire chargée des lettres, des arts et de la communication ;  
un représentant d'une structure universitaire chargée des sciences économiques et de la gestion ;  
un représentant d'une structure universitaire chargée des sciences humaines ;  
un représentant du Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST) ;  
deux enseignants permanents ;  
deux personnalités nationales désignées par le ministre chargé des Affaires étrangères, au regard de leurs compétences et de leurs expériences.

**Article 49 :** Le Conseil scientifique se réunit en session ordinaire au moins une fois par an, sur convocation de son Président. Il peut se réunir, en cas de besoin, en session extraordinaire, sur convocation de son Président ou à la demande d'au moins un tiers de ses membres statutaires. Ses délibérations sont prises à la majorité relative des membres statutaires.

Il peut inviter à ses séances et à titre consultatif des personnes ressources.

**Article 50 :** Le secrétariat des séances du Conseil scientifique est assuré par un rapporteur désigné à chaque session parmi ses membres.

**Article 51 :** Les délibérations du Conseil scientifique sont constatées par procès-verbal signé par le président et le secrétaire de séance.

#### TITRE IV : DU PERSONNEL

**Article 52 :** Le personnel de l'Institut comprend, outre le directeur général et les directeurs des services, les agents ci-dessous :

les agents de l'Etat détachés auprès de l'Etablissement ;  
les agents contractuels recrutés par l'Etablissement selon les lois et règlements en vigueur ;  
les agents de l'Etat mis à la disposition au titre de l'assistance technique et de la coopération.

#### TITRE V : DE LA GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE

##### CHAPITRE I : DE LA COMPTABILITE

**Article 53 :** La comptabilité de l'Institut est tenue sous la responsabilité d'un comptable public dénommé Agent comptable nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du ministre chargé des Finances.

**Article 54 :** L'Agent comptable est chargé :

en matière de ressources, du recouvrement de toutes les recettes de l'Institut ;  
en matière de charges, du paiement des dépenses régulièrement engagées, liquidées et ordonnancées ;  
de la garde et de la conservation des fonds et valeurs dont il a la charge.

**Article 55 :** Les ressources de l'Institut comprennent :

les subventions de l'Etat ;  
les contributions des Etats ou des organismes entretenant des élèves à l'Institut ;  
les frais d'inscription ou de scolarité ;  
les droits, revenus et produits divers ;  
toutes autres recettes autorisées par le Conseil d'administration.

**Article 56 :** Les charges de l'Institut comprennent les frais de fonctionnement et d'investissement se rapportant aux services et aux activités pédagogiques, les acquisitions des biens meubles et immeubles, les frais divers.

##### CHAPITRE II : DU CONTROLE FINANCIER

**Article 57 :** Le Contrôleur financier de l'Institut est nommé par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre en charge des Finances. Il vérifie la légalité, la moralité et la régularité des opérations financières.

**Article 58 :** Les dépenses de l'Institut doivent faire l'objet d'un engagement préalable soumis au visa du Contrôleur financier, sous peine de nullité. Tous les actes réglementaires, contrats, conventions et décisions de l'Institut qui sont de nature à exercer des répercussions sur les finances de l'Institut sont obligatoirement visés par le Contrôleur financier, sous peine de nullité de leurs

effets au plan budgétaire.

**Article 59 :** L'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI) est soumis au contrôle ou à l'inspection des différents corps de contrôle de l'Etat habilités à cet effet, notamment :

l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat ;  
l'Inspection générale des finances ;  
les structures de contrôle du trésor public.

#### **TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**Article 60 :** Un arrêté du ministre chargé des Affaires étrangères réglemente les cycles et filières de formation, les conditions d'admission à l'Institut, les titres et diplômes délivrés, les statuts des auditeurs, des stagiaires et du corps enseignant.

**Article 61 :** Un règlement intérieur, approuvé par le Conseil d'administration et fixé par arrêté du ministre chargé des Affaires étrangères, complète les présents statuts, notamment en ce qui concerne les règles de discipline des auditeurs et les modalités de fonctionnement des différentes structures de l'Institut.

**DECRET N° 2009-276/PRES/PM/MAECR/MEF du 8 mai 2009 portant ouverture d'un Consulat honoraire du Burkina Faso à Luanda, en République d'Angola.**

#### **LE PRESIDENT DU FASO, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU la Constitution ;
  - VU le décret n°2007-349/PRES du 4 juin 2007 portant nomination du Premier ministre ;
  - VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du gouvernement ;
  - VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
  - VU la convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires ;
  - VU le décret n° 2003-283/PRES/PM/MAECR du 09 juin 2003 portant réglementation de la fonction de Consul honoraire du Burkina Faso à l'étranger ;
- Sur** proposition du Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale ;

#### **DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est ouvert un Consulat honoraire du Burkina Faso à Luanda en République d'Angola avec pour circonscription consulaire l'ensemble du territoire de la République.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères  
et de la coopération régionale  
**Bédouma Alain Yoda**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

**DECRET N° 2009-277/PRES/PM/MAECR/MEF du 8 mai 2009 portant nomination d'un Consulat honoraire du Burkina Faso à Luanda en République d'Angola.**

#### **LE PRESIDENT DU FASO, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU la Constitution ;
- VU le décret n°2007-349/PRES du 4 juin 2007 portant nomination du Premier ministre ;
- VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du gouvernement ;
- VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU la convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires ;
- VU le décret n° 2003-283/PRES/PM/MAECR du 09 juin 2003 portant réglementation de la fonction de Consul honoraire du Burkina Faso à l'étranger ;

**VU** le décret n° 2009-276/PRES/PM/MAECR/MEF du 8 mai 2009 portant ouverture d'un Consulat honoraire du Burkina Faso à Luanda en République d'Angola ;

**Sur** proposition du Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale ;

### **DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Issa TAGO, citoyen burkinabé est nommé Consul honoraire du Burkina Faso à Luanda en République d'Angola avec pour compétence sur l'ensemble du territoire.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Tertius ZONGO**

Le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale

**Bédouma Alain Yoda**

Le Ministre de l'économie et des finances

**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

### **MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'HYDRAULIQUE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

**DECRET N° 2009-278/PRES/PM/MAHRH/MEF du 8 mai 2009 portant nomination d'Administrateurs au Conseil d'administration de la Société nationale de Gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS).**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

**VU** la Constitution ;

**VU** le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

**VU** le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

**VU** le décret n° 2000-189/PRES/PM/MCIA du 17 mai

2000 portant statut général des sociétés d'Etat ;

**VU** le décret n° 94-233/PRES/MICM du 13 juin 1994 portant création de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) ;

**VU** le décret n° 95-499/PRES/AGRI-RA du 22 novembre 1995 portant approbation des statuts particuliers de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) ;

**VU** le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**VU** le décret n° 2008-602/PRES/PM/MAHRH/MFB/MCPEA du 02 octobre 2008 portant adoption des statuts révisés de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) ;

**Sur** rapport du Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques ;

**LE** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 23 avril 2009 ;

### **DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Sont nommées Administrateurs représentant l'Etat au conseil d'administration de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) pour un mandat de trois (03) ans renouvelable, les personnes dont les noms suivent :

#### **Au titre du Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques :**

Monsieur Souleymane OUEDRAOGO, Mle 22 361 X, Agro-économiste.

#### **Au titre du Ministère de l'économie et des finances :**

Madame Edwige Siratou DOUMBIA/JOACHIM, Mle 23 734 C, Planificateur aménagiste ;

Monsieur Fernand OUEDRAOGO, Mle 19 732 E, Inspecteur du trésor.

#### **Au titre du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation :**

Monsieur Ernest Wélébré TIENDREBEOGO, Mle 10 357 W, Administrateur civil.

#### **Au titre du Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale :**

Monsieur Aboubakar DIANE, Mle 47 757 R, Administrateur des affaires sociales.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'agriculture de l'hydraulique et des ressources halieutiques et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Le Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique  
et des ressources halieutiques  
**Laurent SEDEGO**

***DECRET N° 2009-279/PRES/PM/MAHRH/MEF du 8 mai 2009 portant nomination du Président du Conseil d'administration de la Société nationale de Gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS).***

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;  
VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;  
VU le décret n° 2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;  
VU le décret n° 2000-189/PRES/PM/MCIA du 17 mai 2000 portant statut général des sociétés d'Etat ;  
VU le décret n° 94-233/PRES/MICM du 13 juin 1994 portant création de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) ;  
VU le décret n° 95-499/PRES/AGRI-RA du 22 novembre 1995 portant approbation des statuts particuliers de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) ;  
VU le décret n° 2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;  
VU le décret n° 2008-602/PRES/PM/MAHRH/MFB/MCPEA du 02 octobre 2008 portant adoption des statuts révisés de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) ;  
VU le décret n° 2009-278/PRES/PM/MAHRH/MEF du 8 mai 2009 portant nomination d'Administrateurs au conseil d'administration de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) ;  
**Sur** rapport du Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques ;

**LE** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 23 avril 2009 ;

**DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Souleymane OUEDRAOGO, Mle 22 361 X, Agro-économiste, est nommé Président du conseil d'administration de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS), pour un premier mandat de trois (03) ans.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'agriculture de l'hydraulique et des ressources halieutiques et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Le Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique  
et des ressources halieutiques  
**Laurent SEDEGO**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

***DECRET N° 2009-271/PRES/PM/MEF du 8 mai 2009 portant adoption de la politique nationale d'adoption de la nationale de développement des Centres secondaires.***

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;  
VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;  
VU le décret n° 2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;  
VU le décret n° 2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;  
VU le décret n° 2008-154/PRES/PM/MEF du 02 avril 2008 portant organisation du Ministère de l'économie et des finances ;  
VU la loi n° 014/96/ADP du 23 mai 1996 portant Réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso ;  
VU la loi n° 010/98/AN du 21 avril 1998 portant modalités d'intervention de l'Etat et répartition de compétence entre l'Etat et les autres acteurs du développement ;  
VU la loi 055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso ;  
VU le décret n° 97-054/PRES/MEF du 06 février 1997 portant conditions et modalités d'application de la loi sur la réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso ;

VU le décret n° 2006-362/PRES/PM/MEDEV/MATD/MFB/MAHRH/MI D/MECV du 20 juillet 2006 portant adoption de la politique nationale d'aménagement du territoire ;

**VU** le décret n° 2007-095/PRES/PM/MATD/MFB du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant adoption du cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation 2006-2015 ;

**Sur** rapport du Ministre de l'économie et des finances ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 23 juillet 2008 ;

## **DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Est adoptée la politique nationale de développement des centres secondaires du Burkina Faso dont le texte est joint en annexe.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 7 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget assurant l'intérim du Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

*Juin 2008*

# **POLITIQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DES CENTRES SECONDAIRES DU BURKINA FASO**

## **LISTES DES ABREVIATIONS**

AGEDECOL Agence pour le Développement des Collectivités  
AGR Activités Génératrices de Revenus  
AMBF Association des Municipalités du Burkina Faso  
APREL Appui au Programme de Relance des Economies Locales  
ARD Agence Régionale de Développement  
BAD Banque Africaine de Développement  
CCPP Cadre de Concertation des Partenaires du Programme  
CMA Centre Médical avec Antenne chirurgicale  
CLC Cadre Local de Concertation

CND Commission Nationale de la Décentralisation  
CNP Coordination Nationale du programme  
COPIL Comité de Pilotage  
CSLP Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté  
ECOLOCEconomie LOcales  
EPCD Etablissement Public Communal pour le Développement  
EPLA Etablissement Public Local à caractère Administratif  
F CFA Franc de la Communauté Financière Africaine  
FICOM Fonds d'Investissement COMMunale  
FODECOL Fonds de Développement des Collectivités Territoriales  
FPDCT Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales  
LPDRD Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisée  
MEF Ministère de l'Economie et des Finances  
ONG Organisation Non Gouvernementale  
PDDC/GTZ Programme Décentralisation/ Développement Communal /GTZ  
PDU Projet de Développement Urbain  
PDVM Programme de Développement des Villes Moyennes  
PME/PMI Petites et Moyennes Entreprises/ Petites et Moyennes Industries  
PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement  
PRPC Programme pour la Réduction de la Pauvreté en milieu Communal  
PTF Partenaires techniques et Financiers  
SDR Stratégie de Développement Rural  
SFD Système Financier Décentralisé  
SNAT Schéma National d'Aménagement du Territoire  
SPL Système productif Local

## **INTRODUCTION**

A la fin des années 80 et dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, des réflexions menées au sein de l'administration sur le développement urbain et régional ont fait ressortir les principaux problèmes suivants :

les dimensions urbaine et régionale étaient faiblement prises en compte dans les plans quinquennaux de développement ;  
les villes moyennes étaient dépourvues d'infrastructures et d'équipements capables de soutenir les activités économiques de type PME/PMI ;  
les villes moyennes connaissaient d'importantes difficultés de gestion administrative et financière. Les ressources financières étaient faibles et la présence d'activités productrices capables de fournir au budget communal des recettes à travers les taxes était quasi nulle ;  
le peuplement des villes moyennes était sans commune mesure avec leurs possibilités économiques, infrastructurelles, d'offres d'emploi, de logement, de santé, d'eau, etc. Par conséquent, une proportion considérable de la population rurale migrait vers Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ou vers l'extérieur (Côte-d'Ivoire) ;  
les citoyens avaient une faible propension à épargner pour améliorer leur habitat alors que le système de crédit bancaire n'était pas à leur portée.

Ainsi, les villes moyennes n'arrivaient pas à fournir les services dont le monde rural a besoin. La contradiction ville/campagne s'accroissait et les villes frontalières étaient beaucoup plus attirées par les pays voisins.

C'est donc pour atténuer cette situation que le programme des villes a été conçu. Les domaines principaux d'intervention étaient :

les infrastructures urbaines dans le but de viabiliser et de renforcer l'armature urbaine de chaque ville ;  
 les PME/PMI, avec l'appui, au secteur privé par notamment la mise en place d'un volant de crédit accessible aux promoteurs économiques de chaque collectivité territoriale concernée. Cela devrait permettre la transformation des ressources locales et la satisfaction des besoins des villes et de leurs environs ;  
 le lotissement et le logement en fournissant du crédit au logement aux populations à faible revenu pour leur permettre d'acquérir des parcelles viabilisées ou pour améliorer leurs habitations ;  
 la formation en gestion urbaine notamment l'amélioration de la planification, de l'administration communale, fiscale et financière des villes moyennes.

Après plus d'une décennie et demie de mise en œuvre, le constat est que le contexte a beaucoup évolué, des mutations importantes étant intervenues au plan institutionnel et politique. Par ailleurs, le programme avait lui-même des difficultés à progresser car, il était toujours soutenu par le seul partenaire de départ et ceci dans trois (3) villes sur dix (10). Il s'est donc avéré nécessaire de le relire pour l'adapter à son contexte et pour l'assurer une nouvelle promotion

Engagée depuis 2004, la relecture a suivi plusieurs étapes dont les temps forts sont :

l'élaboration et la validation du diagnostic et des orientations stratégiques ;  
 les réflexions sur la maîtrise d'ouvrage communale au cours d'un atelier à l'AMBF qui a connu la participation notamment, de maires, de services techniques de l'Etat, de partenaires techniques et financiers dont la Banque mondiale, le PDDC/GTZ, le Bureau de coopération suisse au Burkina ;  
 la réorientation du programme pour en faire un programme cadre de développement des centres secondaires à la lumière de tout ce qui précède.

Ce processus long et complexe a permis de prendre en compte les évolutions en matière de décentralisation qui étaient annoncées, le positionnement de certains bailleurs de fonds à travers des projets dont la formulation était en cours (pôles régionaux de développement, PDDC/GTZ, programme d'appui suisse aux villes moyennes) et des politiques sectorielles en cours d'élaboration (Code de l'urbanisme et de la construction, politique nationale de l'habitat et du développement urbain).

Les échanges fort enrichissants ont permis d'aboutir à la conclusion de la pertinence de la formulation « *d'une politique nationale de développement des centres secondaires* » assortie « *d'un programme cadre* » couvrant tous les centres secondaires et devant servir de référence pour les programmes en cours et à venir et permettant une meilleure coordination par l'Etat des interventions dans le secteur du développement local.

Le présent document qui vise à formuler la politique est articulé comme suit :

1. diagnostic de la situation
2. problématique du développement urbain
3. champ d'action
4. cadres politiques de référence
5. objectifs stratégiques
6. mise en œuvre

## I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION

### 1.1 Bilan des interventions au niveau des villes moyennes

Le diagnostic de la mise en œuvre du PDVM montre que le Gouvernement a été accompagné par les PTF dans la préparation du programme ; mais ces derniers, qui avaient manifesté leur intérêt pour son financement, ne se sont pas tous engagés dans sa mise en œuvre à l'exception de la Coopération suisse qui a apporté son concours pour le financement du programme de trois (3) villes à savoir Ouahigouya, Koudougou et Fada N'Gourma principalement dans le domaine des infrastructures marchandes.

Certains partenaires, notamment les coopérations allemande et danoise, ont financé les études de faisabilité des villes de Dori, Tenkodogo et de Gaoua sans aller jusqu'à la mise en œuvre. La mise en œuvre du PDVM n'a donc été que partielle aussi bien du point de vue des villes que des composantes.

Dans les trois (3) villes appuyées par la Coopération suisse durant une décennie, on a pu enregistrer les résultats significatifs suivants :

la réalisation d'infrastructures principalement marchandes pour plus de 5 milliards de FCFA d'investissement selon une approche d'intervention originale qui a permis de générer une forte valeur ajoutée locale par la valorisation des matériaux locaux et l'implication des PME locales dans la réalisation des travaux ;

la stimulation d'une économie locale à travers l'implication des PME locales et le renforcement des échanges commerciaux entre la ville et son hinterland à partir des équipements marchands mis en place ;

l'instauration de mécanismes efficaces de gestion des infrastructures qui a eu un impact significatif sur le développement des finances locales et l'amélioration de la situation budgétaire des communes ;

le renforcement du dialogue social au niveau des communes par la participation active des acteurs locaux dans les actions de développement qui ont été mises en œuvre ;

la mise en place des Etablissements publics communaux pour le développement (EPCD) comme structures d'animation et de maîtrise d'ouvrage locale déléguée, qui ont fourni des expériences riches. L'étude spécifique réalisée sur l'EPCD et l'atelier qui s'est tenu sur sa viabilité à l'AMBF, ont permis de clarifier les variantes possibles que les communes peuvent créer.

Le bilan global de la mise en œuvre du PDVM est donc peu satisfaisant au regard des objectifs initiaux.

## 1.2 Les interventions hors programme « villes moyennes »

En dehors du cadre formel du PDVM, d'autres interventions ont permis la réalisation d'actions significatives dans les villes moyennes dont certaines sont inscrites dans le PDVM. On peut citer, entre autres :

### Le Fonds d'investissement communal (FICOM)

Ce Fonds, mis en place par la KFW entre 1996 et 2005, a été mis en œuvre en trois (3) phases successives. Il a permis la réalisation d'infrastructures socio-économiques destinées à améliorer les conditions de vie des populations.

D'un montant global de près de 8,3 milliards de FCFA et destiné à 47 communes urbaines, ce fonds a permis notamment la réalisation de marchés, de gares routières, d'abattoirs, d'équipements socio-éducatifs et de santé, dans la plupart des centres secondaires dont les villes moyennes.

Ainsi, en dehors des trois (3) villes bénéficiaires du Programme suisse, le FICOM a permis la réalisation dans les autres villes moyennes, d'infrastructures socio-économiques initialement programmées dans le PDVM.

### Le Fonds de développement des collectivités (FODECOL) et l'Agence pour le développement des collectivités (AGE-DECOL)

Ces deux structures mises en place par la CND ont conduit des missions d'appui technique et financier pour l'ensemble des collectivités territoriales dans le cadre de la réalisation d'infrastructures et d'équipements de bases financés par le fonds de démarrage des communes mis en place par le collectif de bailleurs de la CND (Pays-Bas- Canada -Suisse -Danemark).

### Le Programme de renforcement des capacités des communes urbaines (PRCCU)

Ce programme, qui tire son essence de l'expérience du volet « Participation communautaire » du 3<sup>ème</sup> Projet de développement urbain (PDU), vise le financement de projets de petite envergure issus de la demande communautaire pour l'amélioration du cadre de vie des populations.

En plus de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, les autres villes bénéficiaires du programme sont Banfora, Koudougou, Kaya, toutes villes moyennes et Orodara.

### Le Programme pour la réduction de la pauvreté en milieu communal (PRPC)

Ce programme dont les actions sont axées sur la réduction de la pauvreté en milieu communal a démarré ses activités en 2001 pour 5 ans.

Avec un coût global de près de 14 milliards de FCFA, financés par la BAD, ce programme touche 15 communes de plein exercice dont deux (2) villes moyennes (Kaya et Dori) et vise à renforcer la capacité institutionnelle et financière des populations des communes et à améliorer leur accès aux services sociaux de base.

### L'Agence FASO BAARA

L'agence Faso Baara qui a été créée en 1991 par l'Etat burkinabé avec l'appui de la Banque mondiale, a assuré, en tant que maître d'ouvrage délégué, la mise en œuvre de plusieurs programmes comportant la réalisation d'infrastructures urbaines dans de nombreux centres dont les villes moyennes, afin de lutter contre le chômage et le sous-emploi en milieu urbain.

Après Ouagadougou et Bobo-Dioulasso qui étaient ses premiers champs d'intervention, ses activités se sont étendues progressivement aux autres centres urbains dont les villes moyennes pour couvrir aujourd'hui l'ensemble du territoire national. Il se présente aujourd'hui comme le bras technique de l'Etat pour la réalisation de programmes sectoriels. Faso Baara a investi plus de 70 milliards de FCFA sur une période de quinze (15) ans et est ainsi devenu l'opérateur le plus important dans la délégation de maîtrise d'ouvrage. Toutefois, son approche d'intervention, essentiellement axée sur la maîtrise d'ouvrage déléguée et ses procédures d'exécution fortement centrées sur ses organes internes, devraient être revues pour qu'elle puisse conduire des projets nécessitant une approche participative des acteurs locaux.

### Le projet appui au programme de relance des économies locales (APREL)

Le programme ECOLOC, selon ses concepteurs, est fondé sur l'idée qu'un processus de décentralisation qui ne s'accompagne pas d'effet positif sur le développement local manquerait son objectif et risque de provoquer une grave désillusion à l'égard de la démocratie. Ainsi, pour faire face à cette situation, les acteurs locaux doivent « identifier les leviers sur lesquels ils peuvent agir pour rendre leur collectivité plus vivable, plus compétitive et plus attractive ».

Ce travail, indiquent les concepteurs de démarche, nécessite une meilleure connaissance, une meilleure compréhension des rouages de l'économie locale, ses atouts et ses handicaps, toute chose devant faciliter l'élaboration et l'adoption d'un cadre local de développement qui pourrait lui-même être à la base de programmes de développement et d'investissements communaux. Le cadre, par ailleurs, devrait structurer les rapports entre les responsables des collectivités territoriales et la société civile, notamment les opérateurs économiques locaux, faciliter la négociation entre les acteurs locaux et les partenaires extérieurs (Etat, agences de coopération, coopération décentralisée, etc.).

Mis en place au Burkina Faso en mars 2003, le programme de relance des économies locales entend appuyer la décentralisation à travers le renforcement des capacités de 13 villes moyennes (les capitales de région moins la ville de Ouagadougou et plus la ville de Pô) en matière de développe-

ment économique locale. Par ailleurs, il entend contribuer au renforcement de la démocratie et la gouvernance économique locale pour une amélioration des conditions de vie des populations.

« Son ambition est d'aider au passage la décentralisation institutionnelle et la décentralisation « réelle » où les acteurs locaux prennent en main la gestion des affaires locales ».

Ce programme entend doter les 13 villes moyennes de cadres locaux de développement définissant leurs objectifs à long, moyen et court terme, définir les modalités d'une gouvernance économique locale et les modalités de sa mise en œuvre. Il veut aussi doter les 13 villes et les localités de leur hinterland, de programmes d'investissement urbano-ruraux au service de la relance économique locale et les modalités de sa mise en œuvre.

De même, APREL œuvre à la mise en place d'une instrumentation permettant d'assurer la cohérence entre les projets locaux et les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté et les politiques sectorielles ; la définition des conditions d'amélioration de l'appui des administrations centrales au processus de décentralisation et aux collectivités territoriales fait aussi partie des projets du programme APREL.

### Le projet pôles régionaux de développement

Dans le but d'appuyer le processus de décentralisation en cours, le Gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale a mis au point un projet intitulé « Pôles régionaux de développement – Appui au développement urbain décentralisé ». Le projet, qui vient de démarrer, a pour objectif de « renforcer les capacités des communes urbaines à fournir des infrastructures et des services à leurs populations, avec un accent particulier sur les six (6) principales communes du Burkina Faso que sont : Banfora, Bobo-Dioulasso, Kaya, Koudougou, Ouagadougou et Ouahigouya ».

L'objectif du projet sera réalisé à travers deux (2) types d'interventions :

la mise en œuvre d'un programme d'appui municipal pour améliorer : (i) la programmation et la prestation des services, (ii) la mobilisation des ressources locales, (iii) la gestion administrative et financière au niveau local ;

l'octroi d'un soutien aux structures et acteurs appuyant le développement urbain décentralisé : (i) en établissant des mécanismes de transferts durables pour financer les infrastructures locales, (ii) en renforçant la capacité des services nationaux et acteurs locaux à appuyer la gestion urbaine et municipale.

Le programme expérimentera de nouveaux outils adaptés au contexte de décentralisation tels les contrats de ville et la gestion déléguée des contrats. Tout ceci sera articulé avec le Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales (FPDCT) qui s'occupera du financement des investissements prévus dans le contrat de ville.

### 1.3 Enseignements des interventions en milieu urbain

Il ressort, de l'ensemble des expériences évoquées plus haut, que le milieu urbain a été l'objet, sur la décennie passée, d'actions plus ou moins importantes visant à promouvoir un développement local et améliorer les conditions de vie des populations.

En dehors des projets urbains (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> PDU) qui ont concerné Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, plus de 30 milliards F CFA ont été investis en une quinzaine d'années sur les centres urbains. Si on prend en compte les projets PNUD, Cissin en 1973, le projet Habitat (Fada N'Gourma, Gaoua, Léo), le projet de développement des villes secondaires, le projet cellules de construction en milieu rural qui implanta une assistance technique en matière de construction dans les préfectures, la politique des cités mise en œuvre par l'Etat, le programme populaire de développement, les différents projets bilatéraux d'équipement des villes (voirie, drainage, adduction d'eau, électricité, téléphone, lotissements, marchés central), on peut dire que les centres secondaires ont connu beaucoup d'interventions qui ont permis d'améliorer le niveau d'équipement infrastructurel.

Par ailleurs, le financement de la décentralisation au Burkina a coûté plus de 111,3 milliards de FCFA comme le montre le tableau n°1 ci-dessous. Le niveau important de financement mobilisé traduit une réelle volonté des bailleurs de fonds d'appuyer le pays dans la mise en œuvre de la décentralisation et dans la promotion du développement local, même s'il faut noter une diversité dans les approches d'intervention.

En effet, les interventions suscitées restent fortement marquées par des approches régionales compte tenu de l'influence des bailleurs de fonds dans l'orientation des actions à mettre en œuvre dans le cadre de leurs concours financiers. Des approches sectorielles et des approches programmes sont aussi à signaler (Coopération danoise, Banque mondiale), mais dans une moindre mesure.

Tableau 1 Financement de la décentralisation par les différents partenaires au développement

STRUCTURE	FINANCEMENT EN MILLIARD DE FCFA
Banque mondiale	34,6
Coopération allemande	27
BAD	14,4
Coopération danoise	9,4
Coopération française	8,3
Coopération suisse	7,4
Coopération canadienne	6
Coopération néerlandaise	2,1
PNUD	2,1
<b>TOTAL</b>	<b>111,3 milliards F CFA</b>

Source : aide mémoire BM, pôles régionaux de développement (PRD).

Pour ce qui est du domaine spécifique du développement urbain, il faut noter que les concours les plus importants restent concentrés sur Ouagadougou et Bobo-Dioulasso avec les divers programmes urbains.

La situation d'ensemble de l'équipement des villes moyennes reste toujours faible. Les principales difficultés qu'on peut relever de toutes ces interventions sont :

l'absence d'une politique de développement urbain comme cadre de référence pour orienter ces multiples actions et assurer la cohérence et la distribution équitable des équipements sur le territoire national. Cela a favorisé



l'inégalité des appuis selon les régions et la persistance d'un faible niveau d'équipement infrastructurel des villes;

la faible capacité de maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales, avec pour conséquence, la faible maîtrise des interventions et la grande liberté laissée aux opérateurs dans la conception et la mise en place des infrastructures;

la diversité des approches et des intervenants et le manque de concertation entre eux, ce qui a joué négativement sur l'efficacité de certaines actions ;

la faible capacité de gestion et financière des communes qui ne leur permet pas de participer à la réalisation des actions, participation souvent exigée par les partenaires financiers.

Au regard de cette situation d'ensemble, il ressort que les problèmes des villes moyennes demeurent importants. Par ailleurs, au titre de l'approfondissement du processus de décentralisation, certaines conclusions des travaux d'élaboration du schéma national d'aménagement du territoire et les exigences de la mise en œuvre de la démarche développement local ont mis au devant de la scène, des facteurs nouveaux qui ont modifié l'approche villes moyennes. Il ne s'agit plus de localités mais, de communes avec de vastes territoires englobant plusieurs villages. Ainsi, leurs superficies et leurs populations sont devenues plus importantes, partant, les besoins à satisfaire. Le champ d'action que nous allons maintenant examiner a donc été modifié.

## II CHAMP D'ACTION

La politique des centres secondaires, en remplacement du programme de développement des villes moyennes, concerne les communes urbaines dont les territoires correspondent à ceux des départements (donc avec une grande proportion de territoires ruraux). Ces communes, qui prennent le nom de leurs chefs-lieux, constituent des unités administratives aptes à supporter une politique de développement local. L'ensemble des communes concernées sont appelées centres secondaires. Ainsi, **les centres secondaires constituent la strate intermédiaire dans l'armature urbaine nationale située entre les grandes communes que sont Ouagadougou et Bobo-Dioulasso et les petites communes à savoir les communes rurales.** L'appellation de centre secondaire est retenue du fait que certaines communes dites urbaines sont plutôt de gros villages et donc à forte connotation rurale ; ce qui ne permet pas de les classer comme villes comme le montre l'étude du SNAT, mais au mieux, des centres à potentiel urbain.

Les lois de décentralisation ont organisé le territoire national en 13 régions, 49 communes urbaines et 302 communes rurales. Les centres secondaires sont donc au nombre de 47 à savoir 43 communes comportant des chefs-lieux de province dont 11 chefs-lieux de région auxquelles s'ajoutent les communes de Pouytenga, Garango, Bittou et Niangoloko.

Dans le traitement des centres secondaires sont distingués les centres à dimension régionale et les centres à dimension provinciale car, le niveau de service que doit offrir chacune de ces deux (2) catégories est différent.

### 2.1 Les centres de dimension régionale

Cette catégorie est constituée par 12 pôles régionaux de développement. Ce sont des communes qui ont une influence régionale, ce qui implique que les équipements et infrastructures à mettre en place suivent les normes géographiques et offriront des services de dimension régionale. Dans ce groupe, des communes comme Koudougou, Tenkodogo, Fada N'Gourma et Ouahigouya se signalent par leur dynamisme démographique du fait de l'entrée département. Il s'agit d'accompagner cette dynamique et la mettre au service du développement. Certains pôles de ce groupe comprennent deux (2) localités qui devront travailler en tandem. Il s'agit de Koudougou et Réo qui peuvent développer l'intercommunalité, Pouytenga et Koupéla et dans une moindre mesure, Tenkodogo et Garango. Ce qui fait que cette catégorie de centres comprend quinze (15) communes.

La commune de Pouytenga, bien que ne bénéficiant pas du statut de capitale régionale, constitue un pôle important de par sa forte population et l'importance de ses activités économiques notamment commerciales. Par ailleurs, son rayonnement sur les trois (3) localités que sont Koupéla, Zorgho et Boulssa lui confère un rôle économique important dans la région.

Les communes de Dori et de Gaoua qui sont frontalières connaîtront un traitement spécifique pour en faire des vitrines économiques du Burkina, des marchés frontaliers dynamiques pour l'exportation des produits nationaux.

Tableau n°2 : Pôles régionaux

N°	Communes	Population INSD 2006
1	KOUDOUGOU/REO	191604
2	POUYTENGAKOUPÉLA	129849
3	OUAHIGOUYA	122677
4	BANFORA	106815
5	DEDOUGOU	86324
6	DORI	98006
7	KAYA	114807
8	TENKODOGO/GARANGO	195461
9	FADA N'GOURMA	123594
10	ZINIARE	62026
11	GAOUA	52090
12	MANGA	32033
	<b>TOTAL</b>	<b>1 315 286</b>

Source : INSD (2006)

### 2.2 Les centres de dimension provinciale

Cette catégorie comprend 31 centres, constitués par les communes restantes (29) ayant des chefs-lieux de provinces et deux (2) communes que sont Bittou et Niangoloko. Dans cette catégorie, on trouve des communes frontalières qui seront aussi l'objet de politiques particulières. Il s'agit de Pô, Léo, Bittou, Niangoloko et Pama.

La commune de Pama constitue, de par sa position frontalière, une « porte d'entrée » dans le pays sur le corridor béninois. Pama enregistre une bonne dynamique de croissance depuis quelques années, et dispose également d'atouts notamment sur le plan touristique. Par ailleurs, il apparaît

judicieux d'en constituer un pôle frontalier important pour la promotion de l'exportation des produits locaux.

Quant à la commune de Léo, elle a longtemps souffert des conditions difficiles d'accès notamment par la voie routière, à l'inverse de la commune de Pô. Aujourd'hui, avec le bitumage de l'axe Ouaga-Léo, et le bitumage prochain de la liai-

son Bobo-Diébouougou-Ouessa, la commune de Léo verra sa position de carrefour renforcée sur ce nouveau corridor ghanéen. Aussi, cette nouvelle dynamique pourrait-elle être accompagnée en favorisant le développement de ce centre qui, en plus de Pô, pourrait servir de plateforme d'échanges avec le Ghana voisin.

Tableau n°3 : Pôles provinciaux

N°	Communes	Population
1	HOUNDE	72723
2	KONGOUSSI	68807
3	TITAO	66379
4	OUIARGAYE	34288
5	ZORGHO	46898
6	DJIBO	60599
7	NOUNA	70010
8	YAKO	79408

N°	Communes	Population
9	KOUMBISSIRI	66342
10	DANO	43829
11	ORODARA	30332
12	PO	50360
13	BATIE	31793
14	BITTOU	70760
15	NIANGOLOKO	51345
16	GOURCY	80689
17	TOUGAN	66706
18	DIEBOUGOU	41348
19	BOUSSE	41455
20	BOULSA	80453
21	BOROMO	30305
22	BOGANDE	82892
23	SOLENGO	118424
24	TOMA	29003
25	DIAPAGA	32260
26	GOROM-GOROM	104587
27	SAPOUY	54618
28	SEBBA	31983
29	SINDOU	18484
30	PAMA	36503
31	GAYERI	48814
	<b>TOTAL</b>	<b>1 742 397</b>

Source : INSD (2006)

Ces deux (2) catégories de centres de la hiérarchie des centres sont complétées par le niveau supérieur de dimension nationale que constituent les communes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, le quatrième niveau constitué par les communes rurales.

### III PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT DES CENTRES SECONDAIRES : DEFIS ET ENJEUX

Les grands problèmes qui caractérisent les centres secondaires, les enjeux et défis sont les suivants :

#### 3.1 *Les centres secondaires n'arrivent toujours pas à jouer le rôle de pôles de développement et à fournir au monde rural les services dont il a besoin.*

Il est aujourd'hui reconnu que l'urbanisation est une condition nécessaire pour la transformation de l'agriculture et que la ville est un agent économique qui produit des biens et services divers, transforme et valorise les productions agricoles, regroupe une multitude d'agents et d'opérateurs économiques, impulse et organise une dynamique de développement régional. La ville est donc l'organe moteur du territoire qu'elle anime. L'organisation actuelle du territoire est favorable à la mise en œuvre de cette conception.

Par ailleurs, le moteur de la productivité agricole est le marché régional qui est constitué pour l'essentiel par le marché urbain. En outre, la division du travail entre agriculteurs et non agriculteurs (milieu urbain et milieu rural) est le principal facteur sans lequel, il ne peut y avoir d'intensification agricole, ni lutte efficace contre la pauvreté agricole.

C'est ce rôle et ces fonctions que les centres secondaires n'arrivent pas à jouer. Cette situation s'explique par les raisons suivantes :

l'équipement des centres secondaires, par conséquent la fourniture de services sociaux (eau, électricité, téléphone, voirie, etc.) est en deçà des attentes ;  
les PME/PMI sont partout insignifiantes et il n'existe pas de dynamique pour la création d'un tissu de PME/PMI. L'appareil productif des centres secondaires est très faible ;

L'enjeu majeur de la politique de développement des centres secondaires est de favoriser l'action de tous ces facteurs qui concourent au développement urbain/régional dont un des plus importants est le développement des relations ville/campagne. Tous ces facteurs ne peuvent être pris en compte dans le contexte actuel que par l'approche développement local.

#### 3.2 **L'absence de cadre de référence ne favorise pas un véritable développement local durable**

Il n'y a pas pour l'instant au Burkina Faso de politique globale et officielle de développement local. On constate çà et là des interventions ponctuelles dans certains centres qui répondent plutôt aux objectifs des politiques sectorielles élaborées au niveau des ministères et à de multiples approches d'intervention des partenaires techniques et financiers qui man-

quent de synergie faute de concertation. Par ailleurs, au delà du manque de cohérence entre les interventions, il ressort une distribution non équitable des équipements et une inégalité des appuis au niveau des centres secondaires. La conséquence de tout cela est le manque d'efficacité de certaines actions et les difficultés de décollage des centres secondaires. L'enjeu de la présente politique en rapport avec cette problématique est de fournir des orientations claires et des domaines pertinents d'intervention pour l'Etat et ses partenaires et de promouvoir la concertation de l'ensemble des intervenants au niveau des centres.

#### 3.3 **Les administrations communales ont de faibles capacités d'analyse et de gestion financière**

Les communes souffrent de l'insuffisance de personnel en quantité et en qualité tandis que leur champ d'action s'est élargi à un territoire plus vaste (département). Dans la plupart des centres secondaires, les services techniques essentiels (voirie, planification, domaine, état civil, services financiers, etc.) font défaut, ou sont mal assurés. La fonction de communication et de concertation est généralement ignorée ; ce qui complique les relations avec les citoyens et la mobilisation des acteurs autour de projets concrets. Le défi ici est de rendre performantes l'administration communale et la gouvernance locale.

#### 3.4 **Les communes frontalières sont beaucoup plus tournées vers l'extérieur**

Le faible développement des communes frontalières notamment en matière d'équipement de base fait qu'elles se retournent vers l'extérieur. Ainsi, au lieu de valoriser les productions rurales et de servir de tremplin pour les exportations, les communes frontalières servent plutôt de points d'entrée pour les importations avec une part importante de fraude. Il s'agira de corriger cette situation et de promouvoir les communes frontalières dans le rôle de vitrine pour les produits nationaux et de centres de promotion des exportations.

#### 3.5 **Les conditions de vie des populations des centres secondaires sont très difficiles**

La pauvreté gagne du terrain dans les centres secondaires. Les statistiques montrent qu'il y a une tendance à la paupérisation des populations urbaines. Ainsi, l'incidence de la pauvreté qui était de 10,4% en 1994 est passée à 19,9% en 2003, mais, la pauvreté reste tout de même rurale avec une contribution de 92,2% à la pauvreté contre 96,2% en 1994. Cela traduit le fait que les déficits sociaux y sont très importants. L'enjeu est de faire des centres secondaires, des tremplins pour la promotion de l'économie locale, l'emploi, la distribution de revenus et par conséquent, la réduction de la pauvreté et le développement régional.

### IV LES CADRES POLITIQUES DE REFERENCE

La politique de développement des centres secondaires est conçue en cohérence avec les politiques majeures du pays. Il s'agit du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, de la politique nationale d'aménagement du territoire, de la

réforme globale de l'administration publique, du Code général des collectivités territoriales, de la lettre de politique de développement rural décentralisé, de la stratégie de développement rural, de la politique nationale de bonne gouvernance, du cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation, du Code de l'urbanisme et de la construction et de la politique nationale de l'habitat et du développement urbain. En rappel, les éléments essentiels des ces politiques sont :

#### 4.1 Le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté

Le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté vise à enrayer les déficits sociaux suite à plusieurs décennies d'ajustement et à accroître la croissance de l'économie nationale. Les principes directeurs sont :

l'adoption d'une politique résolument prospective en inscrivant la lutte contre la pauvreté dans une perspective de long terme et déclinant les politiques et programmes y afférents en des séquences de court, moyen et long termes ;  
la promotion de la bonne gouvernance ;  
le développement du capital humain ;  
la gestion durable des ressources naturelles ;  
la prise en compte de la dimension genre ;  
la promotion de l'emploi et des jeunes ;  
la réduction des disparités régionales ;  
l'inculturation et l'ouverture ;  
la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;  
la prise en compte de l'intégration sous régionale ;  
la promotion d'un nouveau partenariat avec les bailleurs de fonds.

Par ailleurs, les axes stratégiques du CSLP au niveau desquels, la politique des centres secondaires tire ses objectifs opérationnels sont :

accélérer la croissance et la fonder sur l'équité ;  
garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base et à la protection sociale ;  
élargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres dans l'équité ;  
promouvoir la bonne gouvernance.

#### 4.2 La politique nationale d'aménagement du territoire

Les éléments de référence au niveau de la politique nationale d'aménagement du territoire se composent de trois (3) orientations fondamentales :

le développement économique par notamment :

la restructuration du territoire national à travers l'action sur les facteurs structurants de l'espace notamment les villes ;  
le développement des complémentarités inter et intra-régionales ;  
le développement des synergies intersectorielles ;  
le développement des infrastructures de base notamment le

réseau routier, les NTIC, la construction d'ouvrages de maîtrise d'eau ;  
l'exploitation rationnelle des ressources minières.

l'intégration sociale par :

la réduction de la pauvreté urbaine et rurale à travers l'accroissement des revenus de la population notamment ceux des couches les plus défavorisées ;  
la réduction des inégalités tant régionales qu'individuelles ;  
la promotion et le renforcement du dialogue social et intercommunautaire (culturel et religieux) ;  
le développement du système associatif de base ;  
la recherche continue de mécanismes appropriés de participation des populations à la gestion des affaires locales et aux processus de prise de décision ;  
l'amélioration continue de la desserte en équipements socio-collectifs ;  
la création des conditions d'une transition démographique ;  
l'appui sur les facteurs culturels et historiques ;  
le renforcement des mécanismes de solidarité nationale.

La gestion durable du milieu naturel par :

la sécurisation foncière ;  
la réhabilitation et la restauration des ressources naturelles dégradées et/ou fortement compromises ;  
la mise en valeur durable du potentiel environnemental ;  
l'amélioration du cadre de vie urbain et rural ;  
la protection à grande échelle des terres ;  
la gestion durable des ressources agricoles et pastorales, la mise en adéquation du système économique et des potentialités naturelles.

Par ailleurs, la politique de développement des centres secondaires s'appuie sur les principes de la politique nationale d'aménagement du territoire cités plus loin, notamment la participation, l'unité et la solidarité nationale, la cohésion économique et sociale, le développement durable et la subsidiarité.

#### 4.3 La réforme globale de l'administration publique

Entamée depuis 1998, elle vise à asseoir une bonne répartition des compétences entre l'Etat, les collectivités territoriales et les autres acteurs du développement et à rationaliser l'action de l'administration publique. Les compétences de l'Etat sont recentrées sur ses missions dites régaliennes à savoir l'élaboration des politiques et des orientations, la mise en place des infrastructures structurantes de base et le contrôle. La politique de développement des centres secondaires prend appui sur les orientations de la réforme dans sa mise en œuvre en tenant compte du rôle et des missions dévolus aux acteurs institutionnels (Etat, collectivités territoriales) et aux autres acteurs du développement, particulièrement l'émergence des collectivités territoriales qui disposent de prérogatives propres en matière de gestion du développement.

#### 4.4 Le Code général des collectivités territoriales

La décentralisation constitue au Burkina Faso, selon le Code général des collectivités territoriales, l'axe fondamental d'im-

pulsion du développement et de la démocratie à la base. Dans ce cadre, les collectivités territoriales sont appelées à s'administrer librement et à développer des relations contractuelles avec l'Etat qui à son tour a le devoir de les assister. Les collectivités territoriales concourent avec l'Etat à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social, éducatif, sanitaire, culturel et scientifique ainsi qu'à la protection, à la mise en valeur des ressources naturelles et à l'amélioration du cadre de vie. La politique de développement des centres secondaires s'inscrit parfaitement dans ces objectifs et contribuera à leur mise en œuvre.

#### 4.5 La Stratégie de développement rural (SDR)

La stratégie de développement rural s'inscrit dans une vision du monde rural en 2015 qui est « un monde rural moins pauvre, jouissant d'une sécurité alimentaire durable grâce à l'accroissement des productions agricoles, pastorales, halieutiques, forestières et fauniques, basé sur l'amélioration de la productivité, à une augmentation des revenus due à une plus grande intégration à l'économie de marché et à une diversification des activités économiques en milieu rural, à la modernisation de l'agriculture familiale paysanne, à la diversification et à la spécialisation régionales des productions et à une gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes ».

Les centres secondaires disposent de territoires ruraux dans lesquels, cette vision doit s'appliquer. En outre, l'objectif global de la SDR est « *d'assurer une croissance soutenue du secteur rural en vue de contribuer à la lutte contre la pauvreté, au renforcement de la sécurité alimentaire et à la promotion d'un développement durable* ».

Plusieurs objectifs spécifiques ont été retenus. Il s'agit de :

- accroître les productions agricoles, pastorales, forestières, fauniques et halieutiques grâce à l'amélioration de la productivité ;
- augmenter les revenus grâce à une diversification des activités économiques en milieu rural ;
- renforcer la liaison production/marché ;
- assurer une gestion durable des ressources naturelles ;
- améliorer la situation économique et le statut social des femmes et des jeunes en milieu rural ;
- responsabiliser les populations rurales en tant qu'acteurs du développement ;
- renforcer le partenariat entre l'Etat et les autres acteurs qui interviennent dans le développement du monde rural.

#### 4.6 La Lettre de politique de développement rural décentralisé (LPDRD)

La lettre de politique de développement rural décentralisé présente la vision vers laquelle, le monde rural aspire en 2010 et la nécessaire synergie des interventions des acteurs pour y arriver. Les principaux éléments de la vision sont :

- la pleine responsabilisation des populations au niveau local à travers les collectivités territoriales en matière de choix des priorités de développement, de la maîtrise

- d'ouvrage des infrastructures sociales et économiques, de la gestion rationnelle des ressources naturelles de leurs terroirs ;

- l'accès des populations aux services sociaux essentiels (santé, éducation, eau potable, etc.) et aux infrastructures de base ;

- le recentrage des missions des services techniques de l'Etat sur les fonctions régaliennes de formulation et de suivi des politiques sectorielles, de respect de la réglementation et de la mise en place d'investissements publics structurants ;

- les opérateurs privés, les ONG et les structures associatives contribuent à la mise en œuvre des plans locaux de développement par des prestations de services variées sur des bases contractuelles ;

- l'accroissement des revenus des populations améliorant la sécurité alimentaire.

La politique de développement des centres secondaires s'orientera sur cette vision dans les territoires ruraux.

#### 4.7 La politique nationale de bonne gouvernance

La politique nationale de bonne gouvernance, notamment de gouvernance locale, vise à associer la société civile et le secteur privé à la gestion des affaires locales. Les caractéristiques essentielles sont la transparence dans la gestion des affaires publiques, la responsabilité, l'intégrité, l'équité, l'efficacité. La politique de développement des centres secondaires qui est principalement orientée vers les collectivités territoriales est un instrument privilégié pour mettre en œuvre les principes de la gouvernance locale.

#### 4.8 Le cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation

Le cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation se veut un référentiel unique pour l'intervention des acteurs dans le processus de décentralisation (décideurs politiques et administratifs nationaux, élus, organisations de la société civile, partenaires techniques et financiers, populations et acteurs divers). Il décrit l'état des lieux, définit les grandes orientations, les principes et les axes majeurs qui doivent désormais sous-tendre l'action de l'Etat dans la conduite du processus de décentralisation. Il se concentre sur les aspects institutionnels et organisationnels, de formation et de mise en place des infrastructures de base de la décentralisation, d'appui aux collectivités territoriales et de renforcement de leurs capacités. Le cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation vise à permettre la réalisation des orientations du Burkina Faso en matière de développement, notamment :

- rendre effective la libre administration des collectivités territoriales et renforcer la gouvernance locale ;
- promouvoir le principe de la responsabilisation et de la participation à la base ;
- contribuer à raffermir la position de la société civile en tant que véritable contre poids social ;
- renforcer les capacités des collectivités territoriales en vue de promouvoir le développement à la base.

pulsion du développement et de la démocratie à la base. Dans ce cadre, les collectivités territoriales sont appelées à s'administrer librement et à développer des relations contractuelles avec l'Etat qui à son tour a le devoir de les assister. Les collectivités territoriales concourent avec l'Etat à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social, éducatif, sanitaire, culturel et scientifique ainsi qu'à la protection, à la mise en valeur des ressources naturelles et à l'amélioration du cadre de vie. La politique de développement des centres secondaires s'inscrit parfaitement dans ces objectifs et contribuera à leur mise en œuvre.

#### 4.5 La Stratégie de développement rural (SDR)

La stratégie de développement rural s'inscrit dans une vision du monde rural en 2015 qui est « un monde rural moins pauvre, jouissant d'une sécurité alimentaire durable grâce à l'accroissement des productions agricoles, pastorales, halieutiques, forestières et fauniques, basé sur l'amélioration de la productivité, à une augmentation des revenus due à une plus grande intégration à l'économie de marché et à une diversification des activités économiques en milieu rural, à la modernisation de l'agriculture familiale paysanne, à la diversification et à la spécialisation régionales des productions et à une gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes ».

Les centres secondaires disposent de territoires ruraux dans lesquels, cette vision doit s'appliquer. En outre, l'objectif global de la SDR est « *d'assurer une croissance soutenue du secteur rural en vue de contribuer à la lutte contre la pauvreté, au renforcement de la sécurité alimentaire et à la promotion d'un développement durable* ».

Plusieurs objectifs spécifiques ont été retenus. Il s'agit de :

- accroître les productions agricoles, pastorales, forestières, fauniques et halieutiques grâce à l'amélioration de la productivité ;
- augmenter les revenus grâce à une diversification des activités économiques en milieu rural ;
- renforcer la liaison production/marché ;
- assurer une gestion durable des ressources naturelles ;
- améliorer la situation économique et le statut social des femmes et des jeunes en milieu rural ;
- responsabiliser les populations rurales en tant qu'acteurs du développement ;
- renforcer le partenariat entre l'Etat et les autres acteurs qui interviennent dans le développement du monde rural.

#### 4.6 La Lettre de politique de développement rural décentralisé (LPDRD)

La lettre de politique de développement rural décentralisé présente la vision vers laquelle, le monde rural aspire en 2010 et la nécessaire synergie des interventions des acteurs pour y arriver. Les principaux éléments de la vision sont :

- la pleine responsabilisation des populations au niveau local à travers les collectivités territoriales en matière de choix des priorités de développement, de la maîtrise

- d'ouvrage des infrastructures sociales et économiques, de la gestion rationnelle des ressources naturelles de leurs terroirs ;
- l'accès des populations aux services sociaux essentiels (santé, éducation, eau potable, etc.) et aux infrastructures de base ;
- le recentrage des missions des services techniques de l'Etat sur les fonctions régaliennes de formulation et de suivi des politiques sectorielles, de respect de la réglementation et de la mise en place d'investissements publics structurants ;
- les opérateurs privés, les ONG et les structures associatives contribuent à la mise en œuvre des plans locaux de développement par des prestations de services variées sur des bases contractuelles ;
- l'accroissement des revenus des populations améliorant la sécurité alimentaire.

La politique de développement des centres secondaires s'orientera sur cette vision dans les territoires ruraux.

#### 4.7 La politique nationale de bonne gouvernance

La politique nationale de bonne gouvernance, notamment de gouvernance locale, vise à associer la société civile et le secteur privé à la gestion des affaires locales. Les caractéristiques essentielles sont la transparence dans la gestion des affaires publiques, la responsabilité, l'intégrité, l'équité, l'efficacité. La politique de développement des centres secondaires qui est principalement orientée vers les collectivités territoriales est un instrument privilégié pour mettre en œuvre les principes de la gouvernance locale.

#### 4.8 Le cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation

Le cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation se veut un référentiel unique pour l'intervention des acteurs dans le processus de décentralisation (décideurs politiques et administratifs nationaux, élus, organisations de la société civile, partenaires techniques et financiers, populations et acteurs divers). Il décrit l'état des lieux, définit les grandes orientations, les principes et les axes majeurs qui doivent désormais sous-tendre l'action de l'Etat dans la conduite du processus de décentralisation. Il se concentre sur les aspects institutionnels et organisationnels, de formation et de mise en place des infrastructures de base de la décentralisation, d'appui aux collectivités territoriales et de renforcement de leurs capacités. Le cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation vise à permettre la réalisation des orientations du Burkina Faso en matière de développement, notamment :

- rendre effective la libre administration des collectivités territoriales et renforcer la gouvernance locale ;
- promouvoir le principe de la responsabilisation et de la participation à la base ;
- contribuer à raffermir la position de la société civile en tant que véritable contre poids social ;
- renforcer les capacités des collectivités territoriales en vue de promouvoir le développement à la base.

Les objectifs stratégiques visés sont :

permettre à tous les acteurs impliqués dans le processus de se l'approprier et de s'engager à le mettre en œuvre ;  
renforcer les capacités des services décentralisés, déconcentrés et ses acteurs locaux de la décentralisation ;  
renforcer les capacités des structures de pilotage et de coordination du processus de décentralisation.

Il s'appuie sur les principes directeurs suivants :

l'implication de tous les acteurs de développement sur des bases démocratiques ;  
la concertation préalable avant toutes décisions impliquant les bénéficiaires ;  
la complémentarité des acteurs ;  
la subsidiarité devra régir les rapports entre les différents niveaux de l'administration (ministères et services déconcentrés, ministères et collectivités territoriales) et entre les différents niveaux de collectivités territoriales (région et commune) ;  
la solidarité entre collectivités territoriales ;  
la fongibilité des ressources ;  
la progressivité ;  
la cohésion économique et sociale.

Cinq (5) axes stratégiques d'intervention sont retenus :

Axe 1 : l'appropriation sociale et politique de la décentralisation ;  
Axe 2 : le transfert des compétences et des ressources ;  
Axe 3 : le renforcement des capacités ;  
Axe 4 : l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux ;  
Axe 5 : le pilotage et la coordination du processus de décentralisation.

#### 4.9 La politique nationale de l'habitat et du développement urbain

La politique nationale de l'habitat et de développement urbain a pour objectif général de créer les conditions pour l'amélioration du cadre de vie des populations en renforçant la contribution des villes à la lutte contre la pauvreté. De manière spécifique, elle vise à :

faire des villes du Burkina Faso des pôles de croissance et de développement ;  
assurer l'accès au logement décent à toutes les couches sociales ;  
contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Les axes stratégiques retenus sont :

la contribution à la construction du réseau urbain national et sous régional ;  
la planification et la maîtrise du développement urbain durable ;  
la promotion du logement décent pour tous ;

la réduction de la pauvreté urbaine ;  
la promotion de la bonne gouvernance.

Les principes directeurs sont :

le développement urbain durable ;  
la fonctionnalité ;  
la modernité et l'authenticité ;  
le partenariat et la participation citoyenne ;  
l'agrégation et la cohésion sociale ;  
l'équité.

La politique de développement des centres secondaires s'appuiera sur les objectifs et principes de la politique nationale de l'habitat et du développement urbain dans un esprit de complémentarité.

## V OBJECTIFS STRATEGIQUES ET PRINCIPES D'INTERVENTION

### 5.1 Objectif à long terme

La politique de développement des centres secondaires vise à long terme « **la promotion du développement local et régional par la mise en œuvre judicieuse des politiques publiques (macro-économiques et sectorielles) à l'intérieur des centres secondaires** ».

Cet objectif de développement s'inscrit dans la volonté du Gouvernement de consolider les fonctions socio-économiques des centres secondaires en tant que moteur de l'activité économique dans les régions concernées. L'urbanisation et le dynamisme économique des centres secondaires devant se développer, il s'agira de les organiser et de les encadrer pour tirer un grand profit dans l'optique de l'aménagement et le développement du territoire. Cela ne peut se faire qu'à travers la mise en œuvre judicieuse et articulée des politiques publiques sur les territoires des centres secondaires notamment la politique de croissance et de réduction de la pauvreté.

### 5.2 Objectif à moyen terme

L'objectif à moyen terme de la politique de développement des centres secondaires est de « **renforcer la strate intermédiaire de l'armature urbaine nationale** » notamment par :

la création de pôles de développement dynamiques ;  
le développement des fonctions relais des centres secondaires de dimension provinciale avec le monde rural notamment en renforçant la relation ville/ campagne, fondement d'un développement régional intégré ;  
le développement des centres frontaliers pour en faire des vitrines pour les produits nationaux et ainsi développer les exportations.

### 5.3 Principes d'intervention

La politique des centres secondaires se conforme aux principes d'intervention de la politique nationale d'aménagement du territoire dont elle est partie intégrante. Il s'agit du :

1) **principe de participation.** Ce principe consiste à associer les acteurs agissant sur le territoire de la collectivité territoriale concernée aux choix, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions entreprises. Ce principe permet de garantir la cohérence, la complémentarité et la synergie des interventions ;

2) **principe d'équité.** Selon ce principe, la mise en œuvre de la politique des centres secondaires ne doit pas être discriminatoire, c'est-à-dire favoriser des centres au détriment d'autres. Il s'agit d'assurer aux collectivités territoriales concernées l'égal accès aux moyens à mettre en œuvre pour leur développement. Les collectivités territoriales, de leur côté, sont appelées à être équitables dans la programmation de leurs investissements en évitant de marginaliser des zones ou des villages de leur territoire ;

3) **principe de subsidiarité.** Ce principe voudrait que chaque fois qu'une compétence est mieux assurée par un acteur à n'importe quelle échelle où il se situe, qu'elle lui soit transférée. Ainsi, les collectivités territoriales comme l'Etat ne traiteront que ce qui ne peut l'être par les autres acteurs. Aussi, est-il donc nécessaire d'évaluer périodiquement les capacités des acteurs à assurer des missions et d'enrichir périodiquement leur champ de compétence. Cela vaut tant pour l'Etat que pour les collectivités territoriales. Il s'agira d'organiser et d'encourager de nouveaux types de rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les autres acteurs dans le cadre d'un système de partenariat et à travers les contrats ;

4) **principe de solidarité nationale.** Ce principe voudrait que l'Etat vienne en aide aux collectivités territoriales défavorisées, par la mobilisation des moyens publics pour les soutenir en raison de leur situation géographique ou de l'insuffisance de leurs ressources, lutte contre les inégalités territoriales et les exclusions ;

5) **principe de cohésion économique et sociale.** Ce principe encourage la collaboration, la coopération, le partenariat, la complémentarité et le partage d'expériences entre les collectivités territoriales. L'intercommunalité est l'instrument privilégié pour assurer la cohésion économique. Par ailleurs, ce principe encourage les acteurs à travailler ensemble pour renforcer la cohésion de leur territoire et leur solidarité.

6) **principe du développement durable.** Ce principe préconise la gestion durable des ressources naturelles notamment par la prise en compte dans toutes les actions, des aspects économiques, sociaux et environnementaux.

#### 5.4 Axes d'intervention et objectifs opérationnels

Quatre (4) axes prioritaires d'intervention sont retenus. Il s'agit :

des infrastructures urbaines ;

de l'appui aux PME/PMI ;  
du développement social ;  
de la gouvernance locale.

La préoccupation principale de la politique de développement des centres secondaires est la promotion des économies locales. Dans ce sens, elle exploitera les avancées dans les formulations des politiques sectorielles, les acquis des autres processus tel le processus ECOLOC et ceux des différents projets et programmes de développement urbain. Pour une meilleure mise en évidence de cette préoccupation et pour plus de commodité dans la mise en œuvre de la politique, les axes d'intervention sont réorganisés comme suit :

Axe 1 : soutien aux secteurs de production ;  
Axe 2 : appui aux secteurs de soutien à la production ;  
Axe 3 : développement des secteurs sociaux ;  
Axe 4 : renforcement de la gouvernance locale.

##### 5.4.1 Soutien aux secteurs de production

Trois (3) objectifs sont poursuivis au niveau des secteurs de production. Il s'agit de :

mettre en place des dispositifs de soutien à l'entreprise ;  
aménager des espaces adéquats pour les activités des entreprises ;  
favoriser la coopération interentreprises.

##### Mettre en place des dispositifs de soutien à l'entreprise

Cet objectif concerne tous les centres secondaires et vise à développer des systèmes de production organisés autour d'entreprises notamment les fonctions productives des villes. Pour réaliser cet objectif, des études doivent être réalisées ville par ville pour identifier leur base d'entreprises. Les actions à réaliser sont :

mise en place de dispositif de soutien à la création d'entreprises. Il s'agit de vérifier la faisabilité de la mise en place d'un dispositif d'aide préalable à la création de l'entreprise. Ce dispositif vise à aider le public, qui veut créer une entreprise mais non suffisamment armé pour le faire, au niveau de l'étude de marché et à expérimenter avant même la création, dans le but d'augmenter le taux de survie. Il est couramment appelé la **couveuse d'entreprises**. La couveuse a un but social d'insertion par la création d'activités économiques et l'acquisition de l'esprit d'entreprise.

Le second dispositif vise à assister les créateurs d'entreprises de la phase création de l'entreprise, à celle de démarrage et de développement. Appelé **pépinière d'entreprises**, ce dispositif offre un espace d'accueil (bâtiment, bureau) pour permettre au promoteur de démarrer son affaire les premières années ;

mise en place d'un dispositif de formation des PME/PMI à l'entrepreneuriat. Les peti-



tes entreprises particulièrement artisanales manquent le plus souvent de capacités pour conduire leurs affaires (dossiers de soumission aux offres, élaboration de facture, procès de production, approche qualité des produits, organisation du travail, etc.). La commune et la région peuvent créer ou favoriser l'installation de structures de formation adaptées aux besoins des entreprises (formation professionnelle, centre d'apprentissage, etc.) ;

mise en place de structures d'études, d'appui et de conseil aux entreprises (études de marché, élaboration de projets bancables, appui à la comptabilité, réalisation de business plan, etc.). Il s'agit de favoriser la mise en place de centres de ressources pour l'assistance aux entreprises ;

dispositifs de financement. L'Etat devrait favoriser la mise en place de dispositifs de financement des entreprises, mettre en place des systèmes d'aide aux entreprises, encourager les systèmes financiers à mettre en place des produits adaptés en relation avec les structures d'assistance aux entreprises, etc. ;

activités logistiques. Selon les localités, les entreprises ont besoin de services logistiques qu'elles ne peuvent elles-mêmes assurer. Il s'agit de la maintenance, du transport de leurs produits ou matières premières, de l'approvisionnement. L'Etat devrait les aider à surmonter ces contraintes en encourageant la prise en charge de ces fonctions par des opérateurs privés.

Le chef de file de la mise en œuvre de l'ensemble de ces dispositifs est la commune. Mais, dans ce cadre, elle développera le partenariat avec l'Etat, la région, les organisations professionnelles des entreprises et des autres opérateurs. Le rôle des structures publiques (Etat, région) est l'animation, l'incitation et la création de cadres favorables aux entreprises.

#### **Création de plateformes d'activités et de l'immobilier d'entreprises.**

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises ont besoin d'espaces aménagés, de bâtiments, etc. Les communes doivent pouvoir fournir des terrains pour les activités artisanales, le commerce, l'immobilier d'entreprise, les zones industrielles, les zones d'activités diverses. Cette action pourrait se faire en partenariat avec les conseils régionaux, les opérateurs de l'aménagement et l'Etat pour assurer la contribution de ces différents acteurs.

#### **Favoriser la coopération interentreprises.**

L'entrepreneuriat au Burkina Faso est faible et peu assisté. La mondialisation et l'ouverture des marchés impliquent la nécessité d'être compétitif, d'améliorer la performance du système productif. Les formules à explorer sont les coopérations interentreprises dont les formes les plus significatives sont :

les systèmes productifs locaux (SPL). Le SPL est un système de coopérations interentreprises qui permet aux entreprises de dénouer des contraintes qu'elles ne peuvent faire seules (conquête de marchés, mutualisation des

moyens pour réduire les coûts) et d'améliorer leurs compétences dans leurs domaines d'activité ;  
les pôles de compétitivité sont des combinaisons d'entreprises, de centres de recherche et développement, d'institutions de formation autour d'un projet de coopération. L'objectif est la recherche d'innovation pour conquérir des marchés régionaux ou internationaux ;  
les pôles d'excellence rurale visent à soutenir des dynamiques d'initiatives rurales notamment par l'encouragement de l'innovation dans les domaines de la promotion des richesses naturelles, culturelles et touristiques basées sur un savoir-faire de qualité locale, la production artisanale dans les secteurs traditionnels, etc.

Ce sont là des approches novatrices qui demandent un appui important de l'Etat en termes d'accompagnement et d'assistance. Mais, c'est une démarche qui doit être portée par les communes avec l'appui du Conseil régional en partenariat avec l'Etat et les différentes corporations d'entreprises.

#### **5.4.2 Appui aux secteurs de soutien à la production**

Cinq (5) objectifs sont retenus dans ce secteur. Il s'agit de :

mettre en place des équipements marchands ;  
appuyer le développement des services de réseau ;  
promouvoir le tourisme et l'hôtellerie ;  
promouvoir le transport ;  
appuyer les activités génératrices de revenu.

##### **Mettre en place des équipements marchands**

Plusieurs centres disposent déjà d'équipements marchands. Il s'agira par des audits urbains de vérifier par localité, la pertinence de mettre en place les équipements dans la gamme proposée ci-dessous :

marché central ;  
abattoir ;  
marché à bétail ;  
boutiques de rues ;  
centres commerciaux particulièrement dans les chefs-lieux de région.

La commune est encore ici le maître d'ouvrage et devra travailler en partenariat avec l'Etat, le Conseil régional, les projets de coopération et les PTF.

##### **Appuyer le développement des services de réseau**

Les services de réseau concernent essentiellement l'eau potable, l'électricité, le téléphone, les caniveaux, et les NTIC. Ce sont des domaines dominés par le privé dont la préoccupation est la rentabilité financière. La commune doit inciter à la mise en place de ces équipements et travailler pour ce faire en partenariat avec l'Etat, les opérateurs des secteurs concernés, la région et les PTF.

##### **Promouvoir le tourisme et l'hôtellerie**

Les actions à entreprendre dans ce secteur sont :

l'élaboration d'un plan de développement touristique principalement par la commune et la région, plan autour duquel seront mobilisés les autres acteurs du secteur touristique ;  
la création et l'incitation des promoteurs privés à la création de centres d'accueil (hôtels, auberges, etc.) ;  
l'appui aux initiatives (création de circuits touristiques, manifestations culturelles de dimension touristique, etc.) ;  
l'incitation à l'installation d'opérateurs touristiques ;  
l'aménagement de sites touristiques, etc.

Ces actions engagent la responsabilité directe de la commune et de la région. Elles doivent être réalisées en partenariat avec les opérateurs du tourisme et l'Etat.

#### **Promouvoir le transport**

Les actions en faveur du transport concernent :

la construction de gares routières et la promotion du transport en commun (commune) ;  
la construction et l'entretien des pistes rurales (commune et région) ;  
la construction d'aires de stationnement (commune) ;  
l'établissement de plans de circulation (commune).

#### **Promouvoir les infrastructures de voirie**

Soutenir la mise en œuvre du schéma de construction du réseau de voirie communale et son entretien ;  
élaborer des schémas directeurs de ruissellement des eaux pluviales et soutenir la mise en œuvre dans les communes.

#### **6) Appuyer les activités génératrices de revenus (AGR).**

Le Burkina Faso a une grande expérience en matière d'appui aux AGR. Dans le cadre du développement local, les communes et les régions peuvent entreprendre une animation dans le secteur pour mettre en contact les acteurs. Les actions prioritaires retenues sont :

l'incitation des Systèmes financiers décentralisés (SFD) à mettre en place des crédits souples ;  
l'incitation des corps de métiers à mettre en place des conseils aux promoteurs privés.

Les collectivités territoriales concernées (la région et la commune) doivent rechercher le partenariat de l'Etat, des projets de développement, et des PTF, dans la mise en œuvre des actions.

#### **5.4.3 Développement des secteurs sociaux**

Six (6) objectifs sont poursuivis au niveau des secteurs sociaux. Il s'agit de :

améliorer l'accès aux services de santé ;  
améliorer l'accès à l'éducation ;  
promouvoir l'accès à un logement décent ;  
promouvoir les services d'eau potable ;  
promouvoir les services d'assainissement ;  
promouvoir la création d'emploi ;

#### **Améliorer l'accès aux services de santé**

Le secteur de la santé est de la compétence partagée entre l'Etat et les collectivités territoriales. Les actions retenues pour la réalisation de cet objectif sont :

la construction de CMA ;  
la construction de dispensaires dans les communes et les villages pour améliorer l'accès ;  
la construction de maternités dans les communes et les villages ;  
la vente de médicaments (pharmacies, dépôts) à impulser par la commune ou la région ;  
la prise en charge des malades du VIH/SIDA.

Il s'agit ici pour l'Etat d'accompagner les collectivités territoriales pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

#### **Améliorer l'accès à l'éducation**

Les actions dans le secteur de l'éducation sont :

la construction d'écoles primaires ;  
la construction de CEG et de Lycées ;  
la construction de centres de formations professionnelles.

Ces actions sont du domaine des compétences partagées entre la commune et la région. Néanmoins, au regard des objectifs du millénaire pour le développement, l'Etat devra apporter son assistance aux collectivités territoriales pour l'atteinte de ces objectifs.

#### **Promouvoir l'accès à un habitat décent**

Pour la réalisation de cet objectif, il est retenu comme priorité :

le logement économique ;  
l'embellissement et les aménagements paysagers ;  
l'aménagement des espaces publics.

Ces actions sont de la compétence des communes qui pourront les réaliser en partenariat avec l'Etat, la région, les ONG/associations, les opérateurs de l'immobilier. Il s'agira, à travers la concertation, de réaliser des montages spécifiques au cas par cas en associant tous les acteurs pertinents.

#### **Promouvoir l'accès à l'eau potable**

Les actions prioritaires sont :

la mise en place de réseau d'adduction d'eau dans les centres secondaires dépourvus ;  
la mise en place de postes autonomes d'eau et de forages dans les villages

Il s'agira de renforcer les dispositifs d'adduction d'eau dans les centres qui en disposent déjà et d'en créer là où il n'en existe pas. Les équipements doivent être mis en place après évaluation des besoins sur la base des normes établies.

### **Promouvoir les services d'assainissement**

Les actions prioritaires dans le secteur de l'assainissement sont :

le ramassage d'ordures (ordures ménagères, balayage de rues et espaces publics, etc.) ;  
la latrinisation (au niveau des espaces publics, des conseils pour les ménages, la promotion de systèmes adaptés, etc.) ;  
l'hygiène (dans les lieux publics, chez les particuliers, etc.).

Les communes doivent mobiliser tous les acteurs concernés (ONG/Associations, ménages, Etat, etc.) pour réaliser les objectifs d'assainissement. Il leur revient d'animer le processus et entraîner les acteurs concernés.

### **Promouvoir la création d'emplois**

Le problème de l'emploi est très complexe ; mais, il faut surtout savoir l'aborder. Deux (2) actions majeures sont retenues :

développer l'emploi public au niveau des services offerts à la population, des contrats de gestion d'équipement avec des opérateurs privés, etc. ;  
développer l'emploi privé par la création d'opportunité d'emploi, l'assistance à l'auto-emploi et à la création d'entreprises, etc. Il s'agira de mettre en place des mesures incitatives au niveau des secteurs porteurs.

Les acteurs concernés sont la commune et la région, l'Etat, les ONG/association, les structures d'appui à l'entrepreneuriat, etc.

#### **5.4.4 Renforcer la gouvernance locale**

Quatre (4) objectifs sont retenus en matière de gouvernance locale. Il s'agit de :

renforcer les capacités des collectivités territoriales en gestion communale ;  
renforcer les capacités des collectivités territoriales en planification locale et budgétaire ;  
réaliser l'animation économique et territoriale ;  
mettre en place un système d'entretien des infrastructures.

Les actions qui suivent doivent permettre de réaliser ces objectifs.

#### **1.) Renforcer les capacités des collectivités territoriales en gestion communale**

Pour réaliser cet objectif, les actions prioritaires sont :

formation en gestion foncière ;  
formation en comptabilité publique ;  
formation à l'Etat civil ;  
formation en communication ;  
formation en management ;  
création des services essentiels manquants.

Le CSMOD a prévu un plan de formation des collectivités territoriales qui sera la référence pour la présente politique.

#### **2.) Renforcer les capacités des collectivités territoriales en planification locale et budgétaire**

Les actions retenues dans le cadre de cet objectif sont :

la formation en planification/programmation ;  
la formation en élaboration de projets ;  
la formation en suivi évaluation de projets ;  
la formation en élaboration de budget et à la mobilisation des ressources ;  
la création de services chargés de la planification.

La commune et l'Etat sont les porteurs de ces actions. Ils pourront être assistés par les structures d'appui, les projets de renforcement de capacités, les structures spécialisées, les projets de coopération en matière de décentralisation.

#### **3.° Réaliser l'animation économique et territoriale**

Les actions prioritaires dans ce domaine sont :

la création de services de promotion de l'économie locale ;  
l'élaboration d'une politique de promotion de l'économie locale ;  
l'élaboration d'outils de planification ;  
la création de cadre de dialogue avec les acteurs publics et privés (concertation/ mobilisation sociale).

L'initiative revient à la commune qui doit porter ces actions. Elle pourra le faire en partenariat avec la région, l'Etat, les structures d'appui à la décentralisation et les bureaux d'études.

#### **4.) Mettre en place un système d'entretien des infrastructures**

Deux (2) domaines d'actions sont retenus pour cet objectif. Il s'agit de :

l'entretien des infrastructures de base publiques ;  
l'entretien des infrastructures du privé.

Il y a l'entretien courant qui nécessite des ressources et le renouvellement qui requiert d'importants moyens. Il s'agit pour la commune de mettre en place un système propre pour l'entretien de son patrimoine mobilier et immobilier. Par ailleurs, elle devra mettre en place une démarche qui incitera le privé à entretenir son patrimoine.

### **VI LA MISE EN ŒUVRE**

#### **6.1 L'élaboration d'un programme cadre**

Le programme cadre est l'instrument de mise en œuvre de la politique de développement des centres secondaires. Il fixe les grandes lignes d'actions et vise surtout à assurer la cohérence des interventions et à coordonner les appuis au développement local à partir des secteurs d'intervention.

## 6.2 Le cadre institutionnel

Le dispositif institutionnel et organisationnel de mise en œuvre comprend deux (2) niveaux : le niveau national et le niveau local. Au niveau national, il y a le Cadre de concertation des partenaires du programme (CCPP) et une Coordination nationale du programme (CNP). Au niveau local il y aura des Cadres locaux de concertation (CLC), un comité de pilotage (CoPil) par projet et une structure d'appui notamment à la maîtrise d'ouvrage. La structure d'appui proposée est l'Agence Régionale de Développement (ARD).

## 6.3 Les parties prenantes du programmes

Cinq (5) groupes d'acteurs interviendront dans la mise en œuvre de la politique :

- les acteurs institutionnels publics (Etat, Collectivités Territoriales) ;
- les entreprises et leurs corporations ;
- les bailleurs de fonds et les projets de coopération ;
- les structures d'appui et les organisations de la société civile ;
- les populations.

## 6.4 La maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage des investissements, dans le cadre de ce programme, est assurée par les collectivités territoriales elles-mêmes (communes). Cependant, elles peuvent déléguer cette compétence à une structure sous leur contrôle. Pour cette délégation, des scénarii sont proposés :

la création d'un service technique municipal. C'est la gestion directe en régie simple ;

la création d'un établissement public communal adapté au contexte actuel ayant un patrimoine propre. Il peut faire des prestations de services payantes ;

la création d'un établissement public local classique à caractère administratif, avec délégation d'une partie des attributions du conseil de la collectivité (EPLA). L'établissement ne peut pas faire de prestations de services payantes au bénéfice d'autres collectivités territoriales ;

la création d'un établissement public local à caractère administratif (EPLA) adapté aux exigences du développement local. L'établissement peut faire des prestations de services payantes au bénéfice de collectivités territoriales ou de tout autre acteur de développement local ;

la création d'un établissement public local à caractère administratif (EPLA) intercommunal et/ou régional. Son champ va couvrir l'ensemble des collectivités territoriales d'une même région lorsqu'il s'agit d'un EPLA à l'échelle régionale ou les communes d'une même région.

Ce scénario a la préférence de l'Etat car d'une part, la région est le niveau à partir duquel il appuiera les communes et d'autre part, c'est le niveau le moins coûteux pour appuyer les structures de maîtrise d'ouvrage déléguée qui ne seront plus qu'au nombre de

onze (11), Ouagadougou et Bobo-Dioulasso exclus. En outre, si les actuels EPCD sont maintenus, le nombre d'établissement à créer sera de huit (8).

## VII LES MOYENS :

### 7.1 Moyens humains

Il sera créé une Coordination nationale de politique (CNP) chargée de la mise en œuvre de la politique. Elle sera constituée par une équipe légère appuyée fortement par la structure en charge du développement local au niveau du MEF. Au niveau local, il y aura des agences régionales de développement (ARD).

### 7.2 Moyens financiers

Ils sont essentiellement constitués par la contribution budgétaire de l'Etat, les appuis de la coopération internationale, la contribution des collectivités territoriales, les organisations de la société civile et les populations.

### 7.3 Moyens juridiques

La mise en œuvre de la politique à travers son programme-cadre suivra une approche décentralisée et contractuelle. Les bailleurs de fonds signeront des conventions cadres avec l'Etat. Dans le cadre de son appui, l'Etat signera à son tour des contrats avec les communes. Les communes signeront des contrats de délégation de maîtrise d'ouvrage avec les agences régionales de développement (ARD) pour la réalisation de leurs programmes d'investissements

### 7.4 Moyens techniques

Chaque composante du dispositif institutionnel (cadre de concertation, comités de pilotage, Agence régionale de développement, coordination du programme-cadre, etc.) sera investie d'une mission technique relative à la gestion stratégique, à l'administration globale du programme-cadre et à la gestion opérationnelle sur le terrain.

### 7.5 Le suivi et l'évaluation du programme

Le suivi et l'évaluation du programme-cadre incombent à la coordination nationale. Ils ont pour but de vérifier l'exécution correcte du programme-cadre, la pertinence des objectifs et des résultats qui ont été atteints. Au niveau local, le suivi du programme des communes est assuré par l'Agence régionale de développement. L'évaluation quand à elle sera conduite par la coordination nationale qui aura recours à des prestataires privés.

## CONCLUSION.

La politique de développement des centres secondaires ainsi que le programme-cadre qui l'accompagne ne remplacent pas les plans que feront les collectivités territoriales. Elle se présente comme une contribution de l'Etat au développement des communes mais, selon sa politique propre à savoir, la politique d'aménagement du territoire. Dans ce sens, elle devra permettre une requalification des territoires régionaux et constituera un atout réel pour stimuler et encourager les activités productives dans les régions. L'idée de base est que ces centres fournissent à leurs habitants et à ceux de leurs hinter-

lands, les services et biens nécessaires à leur épanouissement. Pour ce faire, ils doivent s'adapter aux mutations multiples de leurs environnements, créer et développer des atouts. Les atouts pour une localité sont liés à la mise en place d'infrastructures adéquates, destinées à soutenir l'activité productive, l'intensité des échanges et l'intégration spatiale des zones périphériques.

Le programme de développement des centres secondaires dont l'objectif est, entre autres, de favoriser l'urbanisation du territoire, devrait favoriser la concentration des populations et des activités et renforcer l'implication des populations au processus de prise de décision concernant la vie de leur localité ainsi que dans les options d'aménagement de leurs cadres de vie.

Le programme-cadre associé se veut être un instrument pour optimiser la contribution des centres secondaires au développement national. Aussi, vise-t-il la valorisation des productions locales et des offres de services nécessaires au développement des territoires locaux et partant du territoire national. Cette option devrait être réalisée dans le cadre d'un partenariat actif entre l'Etat, les centres secondaires et les différents acteurs du développement local.

La mise en œuvre du programme-cadre doit être progressive pour donner le temps aux ajustements nécessaires et soutenus, dans le respect des principes de la politique nationale d'aménagement du territoire.

## PROGRAMME CADRE POUR LE DEVELOPPEMENT DES CENTRES SECONDAIRES

### INTRODUCTION

Dans le cadre de la politique de développement des centres secondaires, le Gouvernement du Burkina Faso a décidé d'élaborer un programme-cadre quinquennal pour encadrer les interventions au niveau de ces différents centres. Il s'agit par ce fait de renforcer la cohérence des politiques sectorielles à l'intérieur des communes urbaines et de fournir un instrument de dialogue avec les collectivités concernées et les partenaires au développement pour le choix des investissements structurants permettant de renforcer l'armature urbaine nationale. Le programme-cadre comprend quatre parties.

La première partie présente le contenu du programme, la deuxième partie présente le cadre institutionnel, la troisième partie traite du financement du programme, la quatrième partie présente les modalités de mise en œuvre et la cinquième partie analyse les risques majeurs.

### I CONTENU DU PROGRAMME

#### 1.1 Rappel des enjeux et défis, des orientations et objectifs et axes stratégiques

Dans la politique de développement des centres secondaires, les enjeux et défis, les orientations et objectifs sont les suivants :

#### 1.1.1 Enjeux et défis

##### Promouvoir le développement local et régional

Il s'agit de renforcer les relations entre la ville et la campagne en créant les conditions nécessaires pour la transformation et la valorisation des productions agricoles, l'impulsion et l'organisation d'une dynamique de développement régional. Les chefs-lieux des communes devront être les organes moteurs du territoire qu'ils animent. Ils devront fournir des marchés aux produits agro-pastoraux, favoriser l'intensification agropastorale et le développement des secteurs de soutien au développement des activités agropastorales.

##### Consolider la décentralisation et la démocratie locale

Le programme devrait renforcer la gouvernance locale par le renforcement des capacités des collectivités à gérer leurs affaires propres et leur assurer une base économique minimale selon une approche participative pour leur permettre de prendre en main leur propre développement.

##### Mettre en place une politique des frontières qui favorise les exportations

L'enjeu majeur ici est de développer, d'une part au niveau des communes frontalières, une véritable politique d'intégration et, d'autre part, faire des collectivités concernées des vitrines pour les produits nationaux en vue de favoriser les exportations.

##### Intégrer les composantes socio-économiques des régions

Il s'agit de favoriser la cohésion économique des régions en intégrant leurs systèmes économiques notamment les centres d'activités de production, les flux d'échanges ; articuler les composantes de l'économie de chaque région.

##### Améliorer les conditions de vie de la population

Il s'agit ici de réduire l'incidence de la pauvreté, cause des migrations. Pour ce faire, il s'agira de renforcer le tissu économique des régions, réduire le chômage, équiper les régions, améliorer l'habitat et fournir des services de base à la population.

#### 1.1.2 Orientations et objectifs

L'orientation principale de la politique de développement des centres secondaires est « **la promotion du développement local et régional par la mise en œuvre judicieuse des politiques publiques (macro-économiques et sectorielles) à l'intérieur des centres secondaires** ».

Les objectifs macro-économiques de référence sont, selon le CSLP : (i) réduire l'incidence de la pauvreté de 46,4% en 2003 à moins de 35% en 2015, (ii) accroître le produit intérieur brut par habitant d'au moins 4% par an, (iii) accroître l'espérance de vie d'au moins 60 ans à l'horizon 2015.

La politique des centres secondaires choisit de mettre l'accent sur les fonctions productives (croissance) des centres en tant que moteur de l'activité économique au niveau régional, appuyer les dynamiques économiques locales. C'est par là qu'elle entend réduire la pauvreté à travers notamment la

production de richesses.

Au plan sectoriel, les priorités du CSLP sont : l'éducation de base, la santé, l'eau potable, le développement rural (y compris la sécurité alimentaire et le désenclavement), la lutte contre le VIH/SIDA, l'environnement et le cadre de vie (désertification, assainissement, électrification rurale), la lutte contre l'insécurité, les PME/PMI, la petite mine, le renforcement des capacités (y compris la promotion des TIC).

La politique des centres secondaires s'inscrit dans ces objectifs macro-économiques et sectoriels et retient particulièrement de « **renforcer la strate intermédiaire de l'armature urbaine nationale** » notamment par : (i) la création de pôles régionaux de développement, (ii) le renforcement des relations ville/campagne et, (iii) faire des centres frontaliers des vitrines pour les exportations.

### 1.1.3 Les axes stratégiques du programme-cadre

La réalisation des objectifs de la politique de développement des centres secondaires se fera à travers des programmes organisés autour de quatre axes stratégiques :

- Axe 1 : Promotion des secteurs de production
- Axe 2 : Appui aux secteurs de soutien à la production
- Axe 3 : Appui aux secteurs sociaux
- Axe 4 : Renforcement de la gouvernance locale

## 1.2 Les programmes

### Axe 1 : Promotion des secteurs de production

La priorité au niveau de cet axe est de promouvoir les fonctions productives des centres secondaires notamment les PME/PMI. Il s'agira de : (i) développer les structures de soutien à l'entreprise afin de développer l'esprit d'entreprise et l'entrepreneuriat local, (ii) aménager des cadres favorables au développement des activités des entreprises et (iii) favoriser la coopération interentreprises.

#### *Programme 1.1 : Développer les structures de soutien à l'entreprise*

Le programme favorisera le développement des systèmes de production organisés autour d'entreprises (PME/PMI). Les collectivités, notamment les communes et les régions, en partenariat avec l'Etat, les organisations professionnelles d'entrepreneurs et les autres opérateurs, doivent se mobiliser pour la mise en place de ces structures. Il reste entendu que le rôle de l'Etat, des communes et des régions est l'animation territoriale, l'incitation à la création des structures d'appui et la création de cadres favorables aux entreprises. Dans le programme, quatre grandes actions devront être entreprises :

- (I) La mise en place d'un dispositif de soutien à la création d'entreprises. Il s'agira par commune concernée de prospecter la faisabilité de la création de *pépinières d'entreprises* : espace d'accueil (bâtiments, bureaux) mis à la disposition des promoteurs avec une assistance pour leur permettre de démarrer

leurs affaires les premières années ; la création de *couveuses d'entreprises* qui sont des dispositifs d'aide préalable à la création d'entreprises (aide au niveau de l'étude de marché, l'expérimentation avant le démarrage). L'objectif est d'accroître le taux de survie des entreprises.

(II) *Dispositifs de formation de PME/PMI à l'entrepreneuriat*. Destinée aux petites entreprises artisanales, la formation concernera l'élaboration de dossiers de soumission aux appels d'offres, l'établissement de factures, l'organisation des procès de production, l'approche qualité des produits, l'organisation du travail, etc. Les dispositifs de formation peuvent être les centres de formation professionnelle, les centres d'apprentissages, etc. La commune ou la région devront créer ou favoriser l'installation de structures de formation adaptées aux besoins des entreprises.

(III) *Les structures d'études ou d'appui aux entreprises*. Les entreprises ont besoins de structures spécialisées pour certaines études : études de marché, élaboration de projets bancables, appui à la comptabilité, réalisation de business plan, etc. La commune ou la région, selon le principe de subsidiarité, pourront favoriser la mise en place de centres de ressources pour l'assistance aux entreprises.

(IV) *Dispositifs de financement*. Le financement des entreprises devrait être une préoccupation de l'Etat et de la région. L'Etat devrait non seulement mettre en place un dispositif d'appui financier aux entreprises, mais aussi aider la région à soutenir les entreprises. Il s'agira aussi d'encourager le système financier à mettre sur pied des produits financiers adaptés en relation avec les systèmes d'assistance aux entreprises.

(V) *Activités logistiques*. Les entreprises ont souvent besoin de services logistiques qu'elles ne peuvent elles-mêmes assurer faute de moyens. Il s'agit de la maintenance, du transport de matières premières, de l'approvisionnement, etc. Les communes en relation avec les entreprises, peuvent encourager les opérateurs privés à mettre en place ces services.

Chaque commune, devrait évaluer la pertinence et la faisabilité de la mise en place de ces dispositifs et l'inscrire dans son programme propre.

#### *Programme 1.2 : Créer des plateformes d'activités et de l'immobilier d'entreprise*

L'objectif de ce programme est de fournir un cadre agréable et adéquat à l'exercice des activités des entreprises. Il s'agit de l'offre foncière qui peut se traduire en espaces commerciaux aménagés, zones industriels ou artisanaux aménagées et équipées, l'immobilier d'entreprise (bâtiments, etc.), zones d'activités diverses. Cette offre foncière pourrait se faire selon une démarche partenariale impliquant les communes, l'Etat, les organisations professionnelles d'entreprises et autres opérateurs. Les activités devant permettre l'atteinte de cet objectif

sont :

Recenser les entreprises par commune selon les catégories (commerciaux, industriels, artisanaux, agricoles, etc.) ;  
Recenser leurs besoins d'espace ou d'espace équipés ;  
Procéder à une étude de faisabilité ;  
Réaliser les démarches pour le montage technique, institutionnel et financier ;  
Réaliser l'aménagement ;  
Distribuer les lots ;  
Démarrer les activités.

### **Programme 1.3 : favoriser la coopération interentreprises**

Ce programme a pour objectif de permettre aux entreprises de renforcer leurs capacités en mutualisant leurs moyens et en s'associant pour faire face à leurs contraintes. Dans le contexte actuel de libéralisation de l'économie, seules des actions concertées peuvent améliorer leurs performances et les rendre compétitives. Trois formules de coopération peuvent être explorées. Il s'agit :

*de systèmes productifs locaux.* C'est une forme de coopération qui permet aux entreprises de dénouer les contraintes qu'elles ne peuvent faire seules (conquête de marchés, mutualisation des moyens pour réduire les coûts en matière d'approvisionnement, de formation, etc.) et améliorer leurs compétences dans leurs domaines d'activités.

*les pôles de compétitivité.* Ce sont des combinaisons d'entreprises, d'institutions de formation, de centres de recherches autour d'un projet de coopération afin d'innover et conquérir des marchés au plan régional, national et international.

*les pôles d'excellence rurale.* Ce sont des centres dynamiques d'initiatives rurales basées sur l'innovation dans les domaines de promotion des richesses naturelles, culturelles, touristiques et sur le savoir faire de qualité locale, la production artisanale dans les secteurs traditionnels.

Les activités à mener par la commune en relation avec l'Etat et la région pour l'exécution de ce programme sont :

identifier les entreprises ou les dynamiques locales porteuses ;  
identifier la formule correspondant à chaque cas ;  
mettre en place, selon une démarche participative, le système de coopération adapté ;  
soutenir ces formules de coopération sur le plan technique et financier.

Des enquêtes rapides devront permettre d'identifier les types de coopération à promouvoir. Dans la mise en œuvre de ces activités, il faudra commettre des animateurs pour accompagner les entreprises et les initiatives locales de coopération.

Les résultats attendus du programme sont :

le développement d'un tissu dense, performant de PME/PMI ;  
la compétitivité économique des entreprises ;  
la conquête de marchés ;  
le développement de l'emploi et la distribution de revenus contribuant à réduire la pauvreté ;  
le dynamisme économique des centres concernés.

### **Axe 2 : Promouvoir les secteurs de soutien à la production**

Les priorités au niveau de cet axe sont : (i) le développement des équipements marchands, (ii) l'appui au développement des services de réseau, (iii) la promotion du tourisme et de l'hôtellerie et (iv) la promotion du transport, (v) la promotion des activités génératrices de revenu.

#### **Programme 2.1 : Mettre en place des équipements marchands**

Plusieurs centres secondaires disposent déjà d'équipements marchands qui leur procurent des revenus substantiels. On peut citer les marchés, les abattoirs, les marchés à bétail, les boutiques de rues, etc. Il s'agira de faire des audits par centre pour vérifier la pertinence de la mise en place des équipements dans la gamme citée plus haut à laquelle pourront s'ajouter des centres commerciaux dans les communes, chefs-lieux de région. Les communes assurent ici la maîtrise d'ouvrage et devront travailler en partenariat avec l'Etat, les conseils régionaux et les partenaires techniques et financiers. Les activités à mener dans le cadre de ce programme sont :

faire des audits urbains pour identifier les équipements marchands à mettre en place ;  
élaborer le programme d'équipements ;  
élaborer des fiches de projets ;  
élaborer des requêtes de financements ;  
rechercher des financement auprès des structures de financement (FPDCT, Etat, PTF, etc.) ;  
élaborer des études de faisabilité ;  
passer les marchés d'exécution ;  
Réaliser les équipements.

Ces activités devront être réalisées par commune et procéder selon une démarche participative pour identifier les priorités.

Les résultats attendus du programme sont :

la mise en place d'équipements marchands performants ;  
l'accroissement des recettes de la commune ;  
l'accroissement de l'emploi ;  
l'accroissement des revenus des usagers.

#### **Programme 2.2 : Appuyer le développement des services de réseau**

Les services de réseau comprennent l'eau potable, l'électricité, le téléphone, les caniveaux, la voirie, les Technologies de l'information et de la communication (TIC). Ce sont des services généralement fournis par le secteur privé et dont la plupart a une forte rentabilité économique. La commune pourrait prendre en charge les activités à faible rentabilité (assainissement, eau potable) et inciter le privé à s'investir dans les activités lucratives.

Les activités à mener dans ce programme sont :

faire l'inventaire des besoins en service de réseau ;  
identifier les opérateurs pertinents ;  
identifier les partenariats ;  
élaborer des programmes pour les projets de la commune ;  
élaborer les fiches de projets ;

rechercher les financements ;  
réaliser les réseaux.

Les partenaires de la commune sont les opérateurs privés des secteurs concernés, l'Etat, la région, les PTF. Il s'agira de négocier une plateforme d'actions communes pour la réalisation des investissements.

Les résultats attendus sont :

un niveau de service de réseau satisfaisant ;  
une amélioration du cadre et des conditions de vie.

### **Programme 2.3 : Promouvoir le tourisme et l'hôtellerie**

L'activité du tourisme a pour support l'hôtellerie. Le secteur touristique est rentable et les acteurs du secteur sont relativement importants ; aussi l'intervention directe de la commune n'est pas nécessaire. Il s'agira pour la commune et pour la région qui sont directement intéressées, de créer un cadre favorable à l'exercice de l'activité par les opérateurs. La commune, en association avec la région, pourra mener les activités suivantes :

élaborer un plan de développement touristique ;  
aménager des sites touristiques ;  
faire du marketing territorial ;  
inciter les opérateurs privés à s'investir dans le secteur (hôtellerie, auberges, restaurants, circuits touristiques, manifestations culturelles) ;  
inciter à l'installation d'opérateurs du tourisme.

La commune et la région devraient pouvoir bénéficier de l'appui des services compétents de l'Etat afin de rendre leur offre territoriale attractive.

Les résultats attendus du programme sont :

une image attractive de la commune et de la région ;  
un niveau d'équipements touristiques satisfaisant ;  
une bonne fréquentation de la commune et de la région par les touristes ;  
la création d'emploi ;  
l'amélioration des revenus de la population.

### **Programme 2.4 : Promouvoir le transport**

La qualité du transport est un facteur important de viabilité d'une collectivité. Il permet de valoriser les productions locales en facilitant la circulation des biens et des personnes. Le transport est un domaine partagé entre les collectivités et le secteur privé. Un partenariat est donc nécessaire pour améliorer le niveau du transport. Les principales actions du programme sont :

la construction de gares routières ;  
la construction et l'entretien de la voirie ;  
la construction et l'entretien des pistes rurales  
la construction d'aires de stationnements ;  
l'établissement d'un plan de circulation pour les communes relativement complexe.

Ces actions sont essentiellement de la compétence de la commune et de la région. Elles pourront se réaliser en développant le partenariat avec l'Etat, les projets de développement, les partenaires techniques et financiers.

Le secteur privé peut contribuer par :

l'acquisition d'équipement de transport (véhicules, charrettes, etc.) ;  
la réalisation de gares routières ;  
la création d'emplois.

Les résultats attendus de la mise en œuvre du programme sont:

le désenclavement des collectivités territoriales ;  
une bonne mobilité des personnes ;  
la facilité des déplacements  
le développement des échanges.

### **Programme 2.5 : Appuyer les activités génératrices de revenus (AGR)**

Afin de promouvoir les activités génératrices de revenus, le Gouvernement a opté dans le CSLP de renforcer les capacités des populations, notamment des plus pauvres, à générer des revenus par la promotion de leur participation au processus de production. Les centres secondaires étant dominées par les activités rurales, cette politique devrait trouver un écho dans les programmes des communes. Les axes d'intervention du Gouvernement sont : (i) la diminution de la vulnérabilité de l'activité agricole, (ii) l'amélioration et la sécurisation de l'accès à la terre, (iii) l'intensification et la diversification des productions végétales, animales, halieutiques, forestières et fauniques, (iv) l'accroissement et la diversification des revenus des ruraux, (v) le désenclavement des zones rurales, le soutien à l'organisation des producteurs et le développement des infrastructures collectives, (vii) l'amélioration des conditions de vie et de travail de la femme rurale.

Toutes ces actions devraient concourir à accroître les revenus pour les plus pauvres dans l'équité.

Le présent programme, tout en s'inscrivant dans cette ligne de la politique de l'Etat, s'inspire des expériences en matière d'activités génératrices de revenus. Aussi, retient-ils deux actions prioritaires :

l'incitation des SFD à mettre en place des crédits souples adaptés aux conditions du milieu ;  
l'incitation des corps de métiers à mettre en place des structures d'assistance aux promoteurs privés.

Il s'agit pour les collectivités (communes et régions) de développer un partenariat avec l'Etat, les SFD et les projets de développement en place pour qu'ils contribuent à la réalisation de ces actions.

Les résultats attendus de la mise en œuvre du programme sont:

l'accroissement de la création de PME/PMI ;  
la distribution de revenus à la population ;  
la réduction de la pauvreté monétaire ;  
l'amélioration des conditions de vie de la population



### Axe 3 : Appui aux secteurs sociaux

Dans le cadre de la politique de lutte contre la pauvreté, les secteurs sociaux sont l'objet de beaucoup d'attention. Les priorités au niveau de cet axe sont : (i) l'amélioration de l'accès aux services de santé, (ii) l'amélioration de l'accès à l'éducation, (iii) la promotion de l'accès au logement décent, (iv) la promotion des services d'assainissement, (v) la promotion de l'emploi, (vi) l'appui aux activités génératrices de revenu.

#### **Programme 3.1 : Améliorer l'accès aux services de santé et de nutrition**

Dans le cadre de la politique de décentralisation, le secteur de la santé est un domaine de compétence partagée entre l'Etat et les collectivités territoriales. L'accès aux services de santé est un objectif du plan national de développement sanitaire. Les principales actions du programme sont :

- la construction de CMA
- la construction de dispensaires dans les communes notamment les villages pour améliorer l'accès géographique ;
- la construction de maternités ;
- la vente de médicaments (pharmacies et dépôts) ;
- la prise en charge des malades du VIH/SIDA.
- la mise en place de centres de récupération et de nutrition.

Certaines de ces actions peuvent être réalisées en partenariat avec la région ou avec le secteur privé. L'Etat pourrait accompagner les collectivités, selon les normes d'équipements, pour atteindre les objectifs du millénaire par une approche contractuelle.

Les résultats attendus de la mise en œuvre du programme sont:

- la couverture sanitaire s'est améliorée ;
- la qualité et l'utilisation des services de santé se sont améliorées ;
- l'accessibilité financière aux services de santé s'est améliorée ;
- la lutte contre les maladies transmissibles et les maladies non transmissibles s'est renforcée ;
- la transmission du VIH s'est réduite ;
- les carences en micronutriments, les déficiences énergétiques sont réduites particulièrement pour les enfants.

#### **Programme 3.2 : Améliorer l'accès à l'éducation**

L'éducation est un secteur prioritaire au Burkina Faso. Afin de corriger les graves carences sur le plan de l'éducation, le Gouvernement a mis en place le PDDEB dont les principes de base sont :

- accroître la couverture d'éducation de base tout en améliorant sa qualité ;
- promouvoir un développement équilibré du système éducatif afin de répondre en quantité et en qualité aux besoins de l'économie ;
- développer un programme spécifique cohérent offrant une large opportunité d'alphabétisation et d'éducation non formelle de qualité aux adultes, en particulier aux femmes ;
- renforcer les capacités de pilotage du système éducatif.

Les objectifs du secteur sont : (i) l'amélioration de l'accès (construction), (ii) la qualité (formation des enseignants), (iii) le fonctionnement, (iv) le prolongement du cycle de l'éducation de base à 10 ans (au lieu de 6) pour l'étendre au premier cycle de l'enseignement secondaire. L'objectif global demeure l'éducation pour tous.

La politique des centres secondaires contribuera à la réalisation des objectifs en matière d'éducation. Aussi, les actions prioritaires retenues dans le programme sont :

- la construction d'écoles primaires ;
- la construction de CEG et de lycées ;
- la construction de centres de formation professionnelle.

Ces différentes actions impliquent les communes et les régions mais correspondent aussi aux engagements de l'Etat au regard de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement. L'Etat pourra, à travers l'approche contractuelle, développer le partenariat avec les collectivités territoriales et même le secteur privé pour assurer l'atteinte de ses objectifs du millénaire.

Les résultats attendus du programme (qui sont ceux du CSLP) dans les communes concernées sont :

- Au moins un taux de scolarisation de 70% (66% pour les filles) en 2010 ;
- Taux brut de scolarisation au secondaire à 26% et faire passer la proportion de fille à 45% en 2010
- Rayon d'action des écoles réduit à 3 km.
- Au moins un taux d'alphabétisation de 40% en 2010 ;
- Un CPAF dans chaque village.

#### **Programme 3.3 : Promouvoir l'accès à un habitat décent**

La problématique de l'habitat est une des grandes préoccupations du Gouvernement qui, au-delà de l'aspect réglementaire et technique, a prévu des actions à l'endroit des collectivités territoriales. Dans le CSLP l'action de l'Etat s'oriente sur : (i) la mise en place de documents de planification, l'exécution d'opérations d'urbanisme et d'aménagement, la réalisation d'équipements collectifs, la production de logements économiques et sociaux, la fourniture de parcelles viabilisées et l'amélioration de services urbains de base.

La politique des centres secondaires a retenu comme actions prioritaires :

- La réalisation de logements économiques et sociaux ;
- L'embellissement et les aménagements paysagers ;
- L'aménagement des espaces publics.

Les communes pourront solliciter l'appui des programmes de l'Etat (logements économiques) pour réaliser ses objectifs. Le partenariat peut être développé avec la région, les ONG/Associations (pour l'embellissement et les aménagements paysagers), les opérateurs de l'immobilier (pour le logement). Il s'agira dans une démarche de partenariat de monter des programmes spécifiques en tenant compte des types de projets et en associant tous les acteurs pertinents.

Les résultats attendus de la mise en œuvre du programme sont:

des opérations d'urbanisme et d'aménagement sont exécutées dans les centres secondaires ;  
des logements économiques et des parcelles viabilisées sont produits ;  
des services urbains de base sont mis en place;  
des espaces publics sont aménagés ;

#### **Programme 3.4 : Promouvoir l'accès à l'eau potable**

Les objectifs du CSLP en matière d'eau potable sont : (i) porter le taux de couverture des besoins des populations à au moins 75% en 2008, (ii) réduire les disparités entre le milieu urbain et rural. Dans les objectifs du millénaire pour le développement, le Gouvernement a décidé de réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de manière durable à l'eau potable d'ici 2015.

Le programme des centres secondaires prend en compte cet engagement et entend mettre en œuvre les actions suivantes :

Renforcer les systèmes d'adduction d'eau potable des centres secondaires qui en disposent et porter le taux de couverture à au moins 50% des besoins non couverts ;  
Créer des systèmes d'adduction d'eau potable dans les centres urbains dépourvus ;  
Développer les postes autonomes d'eau et des forages dans les villages et couvrir de manière stable et durable au moins 75% des besoins.

#### **Programme 3.5 : Promouvoir les services d'assainissement**

Le Gouvernement a entrepris d'élaborer une nouvelle stratégie nationale d'assainissement afin de permettre aux différentes collectivités territoriales d'élaborer leurs plans d'actions spécifiques. Une des priorités est l'amélioration de l'accès à l'assainissement autonome. Aussi l'objectif poursuivi est que 61% de la population ait accès à un dispositif d'assainissement. Il s'agit d'associer les ménages au financement des systèmes d'assainissements autonomes et d'élaborer des plans stratégiques d'assainissement dans les villes. Des actions pilotes sont prévues en milieu rural, notamment la promotion de l'hygiène et la construction de systèmes d'assainissement autonomes en concertation avec les communes et les ONG spécialisées.

Les actions prioritaires retenues pour ce programme sont :

le ramassage d'ordures (ménagères, balayage de rues et espaces publics, etc.) ;  
la latrinisation (au niveau des espaces publics à travers des systèmes adaptés) ;  
les conseils aux ménages en matière d'assainissement ;  
l'hygiène dans les lieux publics et chez les particuliers.

Les communes devront mobiliser tous les acteurs concernés (ONG/Associations, ménages, Etat) pour réaliser leurs objectifs en matière d'assainissement.

Les résultats attendus de la mise en œuvre du programme sont:

le développement des systèmes d'assainissement ;  
l'amélioration de la salubrité de l'environnement ;  
la réduction de la morbidité et de la mortalité des enfants ;

#### **Programme 3.6 : Promouvoir la création d'emplois**

Le Gouvernement a opté pour la politique d'élargissement des opportunités en matière d'emploi en renforçant les capacités de la population, surtout les pauvres à générer des revenus par la promotion de leur participation au processus de production. Il entend mettre en œuvre, entre autres, des actions de promotion de l'emploi et de développement de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Les activités retenues par le gouvernement sont entre autres :

élaborer une politique nationale de l'emploi ;  
élaborer un répertoire des métiers et des emplois ;  
renforcer les capacités financières des structures de financement ;  
créer une société de capital investissement comme structure faitière du schéma de financement ;  
créer un réseau d'appui conseils aux promoteurs et demandeurs d'emploi ;  
créer un fonds de garantie pour la promotion de l'emploi ;  
élaborer une politique nationale de promotion du secteur informel et son plan d'actions ;  
organiser chaque année un grand prix du secteur informel ;  
mettre en œuvre le programme de stage et d'initiation à la vie professionnelle ;  
identifier les filières prioritaires de formation ;  
etc.

Le présent programme de promotion de l'emploi s'oriente dans deux directions :

le développement de l'emploi public au niveau des services offerts à la population (contrats de gestion avec des opérateurs privés avec obligation d'embaucher un minimum de personnel) ;  
la création d'opportunités d'emploi ;  
l'assistance à l'auto emploi et à la création d'entreprises au moyen de mesures incitatives au niveau des secteurs porteurs.

Les acteurs concernés sont les communes et la région, qui pourront développer un partenariat avec l'Etat, les ONG/associations, les structures d'appui à l'entrepreneuriat.

Les résultats attendus de la mise en œuvre du programme sont:

le développement de l'emploi ;  
l'accroissement des opportunités d'emploi ;  
le développement de l'entrepreneuriat ;  
le développement des structures d'assistance conseil à la création d'emploi.

#### **Axe 4 : Renforcement de la gouvernance locale**

Dans le contexte actuel de décentralisation, le renforcement de la gouvernance locale est une des priorités du Gouvernement. Ainsi, des actions multiformes sont engagées dans le cadre du CSLP pour atteindre cet objectif. On peut citer entre autres :

Le renforcement des capacités des collectivités territoriales à formuler des programmes locaux de développement ;  
La formation des élus locaux et du personnel des communes ;  
L'adoption et la mise en œuvre de la loi de programmation régionale ;

L'élaboration et la mise en place d'une politique de promotion des économies locales et de réduction des disparités régionales ;

La mise en place du programme « Pôles régionaux de développement » ;

L'élaboration et la mise en œuvre du schéma national et des schémas régionaux d'aménagement du territoire ;

Etc.

La politique des centres secondaires s'inscrit dans ce cadre et retient de mettre en œuvre quatre programmes majeurs qui sont : (i) le renforcement des capacités des collectivités territoriales en gestion communale, (ii) le renforcement des capacités des collectivités territoriales en planification locale et budgétaire, (iii) l'animation économique territoriale, (iv) la mise en place d'un système d'entretien des infrastructures.

**Programme 4.1 : Renforcer les capacités des collectivités territoriales en gestion communale**

Le renforcement de capacités touche à plusieurs domaines susceptibles de renforcer la maîtrise d'ouvrage du développement local et de la gestion administrative des collectivités. Ce programme s'inscrit dans les objectifs du cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation qui a inscrit dans son plan d'opération : (i) le renforcement des capacités locales, l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de développement locaux. Le présent programme met l'accent sur les activités suivantes :

formation en gestion foncière ;  
formation en comptabilité publique ;  
formation à l'état civil ;  
formation en communication ;  
formation en management ;  
appui à la mise en place des services manquants.

La mise en œuvre de ce programme de renforcement de capacité sera pilotée par l'Etat (MATD) suite à l'audit qui sera fait sur chaque collectivité. L'Etat veillera à utiliser toutes les compétences disponibles (PTF, administration centrale, prestataires privés) pour atteindre les objectifs fixés.

Les résultats attendus de la mise en œuvre du programme sont:

la maîtrise de la gestion foncière ;  
la comptabilité est performante ;  
la gestion communale est performante ;  
l'état civil est performant ;  
le système de communication est efficace ;  
les principales missions et fonctions techniques des collectivités sont bien assurées.

**Programme 4.2 : renforcer les capacités des collectivités territoriales en planification locale et budgétaire**

Une des missions des collectivités territoriales est d'élaborer et de mettre en œuvre des plans locaux de développement. Des outils méthodologiques ont été mis au point pour qu'elles puissent mieux assurer cette fonction. Il s'agira donc d'assurer des formations en planification locale et budgétaire toujours dans le cadre de la mise en œuvre du CSMOD. Les actions de formation en planification et programmation retenues pour le présent programme sont :

formation en élaboration de projets ;  
formation en suivi et évaluation de projets ;  
formation en élaboration de budget ;  
formation à la mobilisation des ressources financières ;  
création de services chargés de la planification.

L'Etat devrait assurer la charge de la mise en œuvre de ce programme, sous la coordination du MATD, en s'associant toutes les compétences disponibles (PTF, prestataires privés).

Les résultats attendus de la mise en œuvre du programme sont:

une bonne conception et gestion des projets et programmes ;  
la maîtrise de la planification budgétaire ;  
l'accroissement des recettes ;  
une prise en charge correcte des fonctions de planification et de budgétisation par l'administration communale.

**Programme 4.3 : Réaliser l'animation économique territoriale**

Les centres secondaires sont administrés par des conseils municipaux dont les compétences portent aujourd'hui sur un espace urbain et un espace rural. L'association de tous les acteurs au processus de développement local nécessite de l'animation territoriale qui ne peut être assurée que par l'autorité politique à savoir le Conseil municipal sous la coordination du maire. Cette fonction, qui est nouvelle dans la vie de nos collectivités, nécessite un soutien de l'Etat pour qu'elle puisse être correctement assurée. Les actions retenues dans le programme sont :

la création par collectivité d'un service de promotion de l'économie locale ;  
l'élaboration d'une politique de promotion de l'économie locale ;  
l'élaboration d'outils de planification locale ;  
la création de cadres de dialogue (concertation/ mobilisation sociale) avec les acteurs publics et privés du territoire communal.

L'initiative de l'animation territoriale relève de la commune. Il s'agira pour les collectivités concernées d'élaborer des stratégies d'animation territoriale en partenariat avec l'Etat, le Conseil régional avec l'assistance des structures d'appui à la décentralisation.

Les résultats attendus de la mise en œuvre de ce programme sont :

une adhésion des populations aux objectifs de développement de la commune ;

la participation active et concrète des acteurs à la conception et à la réalisation des projets et programmes de développement locaux ;  
la création d'une véritable dynamique de développement au niveau local et régional.

**Programme 4.4 : Mettre en place un système d'entretien des infrastructures**

Un des maillons faibles du système de gestion des services publics est l'entretien des infrastructures. Des projets tels que les « Pôles régionaux de développement », le programme ECOLOC, les projets de coopération tels que le PVDM programme suisse, introduisent de plus en plus le volet entretien dans leurs programmations. La politique de développement des centres secondaires prend en compte ces avancées et entend agir dans deux directions :

l'entretien des infrastructures de base publiques ;  
l'entretien des infrastructures du privé.

Le programme incitera les communes à mettre en place des systèmes d'entretien propre de leur patrimoine mobilier et immobilier. Par ailleurs une démarche sera mise en œuvre pour inciter les opérateurs privés à entretenir leur patrimoine.

Les résultats attendus de la mise en œuvre de ce programme sont :

des services de qualité sont offerts aux populations ;  
les infrastructures et équipements sont en bon état ;  
le niveau de service offert aux populations est satisfaisant.

Les principaux résultats attendus de la mise en œuvre du programme cadre sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

### 1.3 Le cadre de résultats

Le cadre de résultat présente quelques résultats attendus de la mise en œuvre du programme et des indicateurs. Ces éléments servent à orienter les communes dans la conception de leurs programmes.

**Tableau n°1 : Cadre de résultats et indicateurs**

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS
<b>AXE I : PROMOTION DES SECTEURS DE PRODUCTION</b>	
Programme 1.1 : Développement des structures de soutien à l'entreprise	Existence par commune : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'espaces d'accueil pour les entreprises</li> <li>de pépinières d'entreprises. Nombre de couveuses d'entreprises créées</li> <li>d'un dispositif de formation</li> <li>de structures d'appui techniques aux entreprises</li> <li>de dispositifs de financement créés</li> <li>de services logistiques</li> </ul>
Programme 1.2 : Création de plateformes d'activités et de l'immobilier d'entreprise	Existence par commune de : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'espaces commerciaux</li> <li>de zones d'activités (artisanaux, industriels, etc.) aménagées et équipées</li> <li>d'immobilier d'entreprises</li> </ul>
Programme 1.3 : Développer la coopération inter entreprises	Par commune : <ul style="list-style-type: none"> <li>Existence d'organisations d'entreprises (systèmes productifs locaux)</li> <li>Niveau de performance des entreprises</li> <li>Existence de pôles de compétitivité</li> <li>Existence de pôles d'excellence rurale</li> <li>Nombre d'emplois créés</li> <li>Nombre de marchés obtenus</li> </ul>
<b>AXE II : PROMOUVOIR LES SECTEURS DE SOUTIEN A LA PRODUCTION</b>	
Programme 2.1 : Développement des infrastructures marchandes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'infrastructures créées</li> <li>Taux d'accroissement des recettes communales</li> <li>Taux d'accroissement de l'emploi</li> </ul>
Programme 2.2 : Développement des services de réseau	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre communes ayant développé des services d'eau potable</li> <li>Nombre de communes ayant accès au téléphone</li> <li>Nombre de communes ayant construit des caniveaux</li> <li>Nombre de communes ayant accès aux TIC</li> </ul>
Programme 2.3 : Promotion du tourisme et de l'hôtellerie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de communes ayant un plan de développement touristique</li> <li>Nombre de communes ayant aménagé des sites touristiques</li> <li>Nombre d'hôtels ou centres d'accueil créés par commune</li> <li>Nombre de communes ayant fait un marketing territorial</li> <li>Nombre d'opérateurs touristiques ayant investi par commune</li> <li>Taux de fréquentation touristique par commune</li> <li>Nombre d'emplois touristiques créés</li> </ul>
Programme 2.4 : Promotion du transport	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de communes ayant une gare routière</li> <li>Longueur de voies urbaines aménagées par commune</li> <li>Longueur de voies urbaines entretenues par</li> </ul>

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS
	commune <ul style="list-style-type: none"> <li>Longueur de pistes rurales construites par commune</li> <li>Longueur de pistes rurales entretenues par commune</li> <li>Nombre d'aires de stationnement créées par commune</li> <li>Nombre de communes disposant d'un plan de circulation</li> <li>Nombre de promoteurs privés dans le transport</li> <li>Nombre de gares routières privées</li> <li>Nombre d'emplois privés dans le transport</li> </ul>
<b>AXE III : APPUI AUX SECTEURS SOCIAUX</b>	
Programme 3.1 : Amélioration de l'accès aux services de santé et de nutrition	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de couverture en équipements sanitaires</li> <li>Qualité des services sanitaires</li> <li>Taux d'utilisation des formations sanitaires</li> <li>Taux d'accessibilité financière</li> <li>Taux de prise en charge médicale des malades</li> <li>Taux de réduction de la prévalence du SIDA</li> <li>Taux de récupération des enfants malnutris</li> </ul>
Programme 3.2 : Amélioration de l'accès à l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de scolarisation au primaire dont les filles</li> <li>Taux de scolarisation au secondaire dont les filles</li> <li>Rayon d'action des écoles</li> <li>Taux d'alphabétisation</li> <li>Nombre de villages ayant un Centre permanent d'alphabétisation fonctionnelle (CPAF)</li> </ul>
Programme 3.3 : Promotion de l'accès à un habitat décent	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'opérations d'urbanisme par centre secondaire (lotissement, restructuration, etc.)</li> <li>Nombre de logements économiques créés par commune</li> <li>Nombre d'espaces publics aménagés par commune</li> <li>Nombre de services urbains de base créés</li> </ul>
Programme 3.4 : Promotion des services d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence de systèmes de ramassage d'ordure par commune (ménagères, rues et espaces publics)</li> <li>Taux de couverture en systèmes d'assainissement autonome par commune</li> <li>Nombre d'équipements publics disposant d'un système d'assainissement par commune</li> <li>Nombre de communes ayant un plan d'assainissement</li> <li>Existence d'un conseil des ménages en matière d'assainissement par commune</li> <li>Existence d'un service d'hygiène par commune</li> </ul>
Programme 3.5 : Promouvoir l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'emplois publics créés</li> <li>Nombre d'opportunités d'emplois créées</li> <li>Nombre de mesures d'incitation à l'auto emploi prises</li> </ul>
Programme 3.6 : Appui aux activités génératrices de revenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'AGR créées par commune</li> <li>Nombre de crédits souples mis en place par les SFD</li> <li>Nombre de structures d'assistance aux promoteurs d'AGR mises en place</li> </ul>
<b>AXEIV : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LOCALE</b>	
Programme 4.1 : Renforcement des capacités des collectivités territoriales en gestion urbaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de communes ayant bénéficié de la formation en gestion foncière</li> <li>Nombre de communes ayant bénéficié de la formation en comptabilité publique</li> <li>Nombre de communes ayant bénéficié de la formation en gestion de l'état civil</li> <li>Nombre de communes ayant bénéficié de formation en communication</li> </ul>

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de communes disposant de tous les services techniques de base</li> </ul>
Programme 4.2 : Renforcement de capacité en planification urbaine et budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de communes ayant bénéficié de formation en élaboration de projets</li> <li>• Nombre de communes ayant bénéficié de formation et suivi et évaluation</li> <li>• Nombre de communes ayant bénéficié de formation en élaboration de budget et en mobilisation de ressources</li> <li>• Nombre de communes ayant un service chargé de la planification.</li> </ul>
Programme 4.3 : Animation économique territoriale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de communes ayant une structure chargée de la promotion de l'économie locale</li> <li>• Nombre de communes ayant une politique de promotion de l'économie locale</li> <li>• Nombre de communes ayant des outils de planification (PDC, SDAC, POS, etc.)</li> <li>• Nombre de communes disposant d'un cadre de dialogue avec les acteurs communaux</li> </ul>
Programme 4.4 : Mise en place d'un système d'entretien des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de communes disposant d'un système d'entretien des infrastructures publiques</li> <li>• Nombre de communes disposant d'un mécanisme d'incitation du privé à l'entretien de leur patrimoine mobilier et immobilier.</li> </ul>

## II LE CADRE INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL

Le dispositif institutionnel et organisationnel de mise en œuvre de la politique des centres secondaires comprend deux niveaux : le niveau national et le niveau local.

### 2.1 Le niveau national

Au niveau national, il y a le cadre de concertation des partenaires du programme et la coordination nationale du programme.

#### 2.1.1 Le cadre de concertation des partenaires du programme

Dans le but d'harmoniser les interventions sur le terrain et de prendre en compte les préoccupations pertinentes des parties prenantes du programme, il sera créé un cadre de concertation à cet effet.

#### Missions

Il assure la gestion stratégique du programme Il s'agit de :

Contrôler périodiquement l'avancement de l'ensemble du programme et de son adéquation avec les intérêts stratégiques des partenaires dans le cadre du CCPP ;  
Prendre les décisions concernant les changements importants au niveau du programme ;

Contrôler l'exécution des accords de coopération et les contrats.

Le cadre de concertation apportera son éclairage et son appui technique à la coordination nationale du programme.

#### Composition

Le cadre de concertation des partenaires du programme se compose comme suit :

**Président :** Le secrétaire général du Ministère chargé de l'aménagement du territoire

**Membres**

Le secrétaire général du ministère chargé de l'administration du territoire et de la décentralisation ;

Le secrétaire général du ministère chargé de l'habitat et de l'urbanisme ;

Les représentants des structures centrales impliquées dans le programme ;

Un représentant de l'AMBF ;

Un représentant par programme ou projet de développement local ;

Un représentant par structure assurant la maîtrise d'ouvrage déléguée au niveau des communes concernées ;

Deux représentants des organisations de la société civile par ville ayant un programme (dont une femme, et un homme) ;

Deux représentants de l'organisation des PME/PMI par centre ayant un programme ;  
 Un représentant de la chambre de commerce (CCIAB) ;  
 Un représentant de la Maison de l'entreprise ;  
 Les Maires des centres ayant un programme ;  
 Le président du conseil régional par centre ayant un programme ;  
 Un représentant par PTF impliqué.

#### Rapporteurs

Le coordonnateur du programme  
 Le spécialiste du suivi évaluation.

### Fonctionnement

Le cadre de concertation se réunit deux (2) fois par an sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin sur convocation de son président. L'ordre du jour des réunions ordinaires et les documents de travail sont envoyés deux semaines au moins avant la date de la tenue de la réunion. Les comptes rendus sont rédigés par les rapporteurs et signés par le Président et le rapporteur. Les documents de compte rendu sont ventilés deux semaines au plus tard après la tenue de la réunion.

#### 2.1.2 La coordination nationale du programme

Il sera créé une coordination nationale chargée de la mise en œuvre du programme de développement des centres secondaires. La coordination nationale du programme est placée sous la tutelle du ministère de l'aménagement du territoire.

#### Missions

La coordination nationale du programme a pour mission la gestion administrative et financière du programme cadre. Elle est chargée particulièrement de :

mobiliser les fonds pour le financement des programmes des centres ;  
 assurer le secrétariat du CCPP ;  
 assister les centres secondaires dans l'élaboration de leur programme de d'investissement ;  
 suivre l'exécution du programme cadre sur l'ensemble du territoire national et faire des rapports à l'attention du CCPP ;  
 organiser les évaluations périodiques du programme.

La coordination nationale du programme est placée sous l'autorité du service national chargé de l'aménagement du territoire et sera chargée exclusivement de la mise en œuvre du programme. La réussite de la mise en œuvre du PDCS implique que la coordination soit présente sur le terrain chaque fois que de besoin.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la coordination nationale seront précisés par décret pris en conseil des ministres.

### 2.2 Au niveau local

Au niveau local, le dispositif comprend le cadre local de concertation, les comités de pilotage des projets par bailleur et

l'Agence régionale de développement.

#### 2.2.1 Cadre local de concertation

Il sera créé au niveau de chaque région un cadre de concertation local du programme. Vu le caractère multi sectoriel du programme-cadre et l'existence de plusieurs programmes communaux par région, le cadre de concertation au niveau local pourrait regrouper les représentants des autorités régionales, les représentants des communes concernées, les représentants des services techniques de l'Etat dont les secteurs sont couverts par le programme, les représentants des PTF qui financent le programme, les représentants des opérateurs économiques locaux (artisans, PME/PMI, TPE, etc.), les représentants des chambres consulaires, les structures d'appui, les représentants des organisations de la société civile dont une moitié de femmes.

#### Missions

Le cadre de concertation local a pour mission à l'échelle régionale de :

contrôler périodiquement l'avancement de l'ensemble du programme des communes de la région ;  
 faire des suggestions concernant les changements importants à apporter au programme.  
 contrôler l'application des accords de coopération et des contrats.

Le Gouverneur de région est chargé d'animer ce cadre.

#### 2.2.2 Le Comité de pilotage

Dans chaque commune et pour chaque projet est créé un Comité de pilotage. chargé d'apprécier les programmes et les rapports d'activités, et de trancher de toute question qui ne peut l'être par l'agence d'exécution.

#### Missions

Le comité de pilotage a pour mission de :

approuver les programmes d'activités annuels et les budgets ;  
 approuver les rapports d'activités des projets ;  
 veiller à l'exécution correcte des plans d'action ;  
 trancher de toute question qui ne peut l'être par la structure d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ;  
 assurer la synergie des interventions des différents partenaires techniques et financiers ;  
 superviser les activités de la structure d'exécution du projet ;  
 assurer les ressources nécessaires au projet.

#### Composition

Le comité de pilotage comprend les représentants des collectivités territoriales concernées, la coordination nationale, les PTF impliqués, les services techniques de l'Etat impliqués, les organisations de la société civile et du secteur privé concernés. Il est organisé comme suit :

Président : Le Maire de la commune concernée

Rapporteur :

La structure d'exécution du projet (agence régionale de déve-

l'oppression ou la structure maîtrise d'ouvrage déléguée).

Membres :

un représentant du Conseil régional ;  
cinq représentants du Conseil municipal ;  
le représentant du bailleur de fonds ;  
le représentant de la coordination nationale ;  
un représentant par service technique de l'Etat impliqué ;  
un représentant des organisations du secteur privé et de la société civile impliquée.

### Fonctionnement

Le Comité de pilotage se réunit une fois par trimestre et en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son Président. L'ordre du jour et les documents de travail devront être envoyés par le Président aux membres du Comité quinze jours à l'avance au moins avant la date de la réunion. Les comptes rendus sont rédigés par la structure d'exécution du projet qui les signe avec le Président. La structure d'exécution est chargée de leur ventilation au plus tard une semaine après la tenue de la réunion.

### 2.2.3 L'agence régionale de développement

La structure de maîtrise d'ouvrage déléguée retenue pour la mise en œuvre du PDCS est l'Agence régionale de développement (ARD). L'agence est un établissement public local à caractère administratif (EPLA), créé par les collectivités territoriales d'une région pour gérer un service public local (le développement local). Elle est dotée d'une personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle a un patrimoine propre distinct de ceux des collectivités qui l'ont créé. Son champ d'action couvre l'ensemble des collectivités territoriales d'une même région.

Pour permettre d'assurer leur viabilité institutionnelle et financière, les ARD pourraient selon le cas prendre la forme de structures à dimension multirégionale. Par exemple 6 agences pourraient couvrir le territoire ; l'ARD du Sud-Ouest à Bobo (couvre les Hauts Bassins, les Cascades et le Sud Ouest) , l'ARD du Centre Ouest à Koudougou, l'ARD du Centre à Ouagadougou (couvre le Centre, le Centre Nord et le Plateau central), l'ARD du Nord à Ouahigouya (le Nord et la Boucle du Mouhoun), l'ARD de l'Est à Fada (couvre l'Est et le Sahel) , et l'ARD du Sud à Tenkodogo et couvre le Centre sud). Par la suite il y aura une ARD par région. Les Directions des services techniques Municipaux de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, les EPCD de Ouahigouya, Koudougou et Fada pourront se muer en ARD. Il ne restera plus qu'à créer l'ARD du Sud à Tenkodogo. Au bout de deux ans chaque région pourrait créer son ARD soit sept ARD à créer.

Cette forme d'organisation est recommandée parce que la structure doit pouvoir se prendre en charge à terme. La mise en place d'une telle structure ne doit pas avoir pour effet de créer un poids supplémentaire pour les communes, la collectivité régionale ou l'Etat. La création d'une telle structure et sa viabilité financière se justifie par le volume des activités que la mise en œuvre du programme impliquera.

### Mission

L'Agence régionale de développement a pour mission de :

apporter aux collectivités locales (région, communes) une assistance dans les domaines d'activité liés au développement ;  
assurer la délégation de maîtrise d'ouvrage des opérations que la région, les communes urbaines et les communes rurales lui délègueront ;  
réaliser toute étude que les organismes publics ou privés lui commandent.

Dans ce cadre elle sera chargée spécifiquement dans les communes couvertes par le programme de :

contribuer à l'élaboration du programme de développement des communes de la région ;  
contribuer à l'élaboration du programme prioritaire d'investissements ;  
contribuer à l'élaboration du programme d'entretien ;  
élaborer les tableaux de bord ;  
mettre en place les financements ;  
préparer les passations des marchés, les paiements des factures à la signature des Maires concernés ;  
élaborer le planning détaillé du programme technique ;  
suivre l'avancement technique et l'atteinte des objectifs intermédiaires ;  
préparer les rapports d'avancement technique et leur synthèse.

L'agence assure la maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte des collectivités concernées dans les principaux domaines suivants :

la conception et l'exécution de tous plans et toutes études concernant le développement économique, éducatif, sanitaire, culturel et scientifique des communes ;  
la constitution et la mise à jour de banques de données nécessaires à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des plans de développement ;  
l'exécution de schémas et de plans d'urbanisme ;  
l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des plans d'actions pour l'environnement et tout autre plan sectoriel concernant la commune ;  
la coordination et l'harmonisation des actions de développement dans l'espace communal ;  
l'élaboration et le suivi des contrats et accords au compte des communes ;  
l'élaboration et le suivi des conventions de mise à disposition des services extérieurs de l'Etat ;

Les **organes de l'Agence Régionale de Développement** sont :

Le Conseil d'Administration  
La direction de l'agence

### Le Conseil d'administration de l'agence

Le Conseil d'Administration de l'Agence comprend :

le président du Conseil Régional ;  
le Gouverneur membre de droit ;



les représentants des collectivités locales associées, à raison d'un membre par collectivité locale (régions, communes urbaines, communes rurales).

Le Conseil d'Administration est compétent pour :

décider de la politique générale de l'Agence ;  
approuver les actes et conventions passés par l'Agence ;  
voter le budget, approuver les comptes ;  
nommer le Directeur et mettre fin à ses fonctions dans les conditions fixées par les textes ;  
établir le règlement intérieur ;  
approuver le rapport moral et financier établi après chaque exercice par le Directeur ;  
approuver le programme annuel d'activités proposé par le président du conseil.

Le représentant de l'Etat auprès de l'Agence assiste de droit aux réunions du Conseil d'Administration ou s'y fait représenter.

#### **Le Direction générale**

Le Directeur Général est nommé par le conseil d'administration, sur proposition de son président après une procédure ouverte de recrutement.

Il peut être révoqué par le conseil d'administration, sur proposition de son président, pour l'un des motifs suivants :

insuffisance professionnelle dûment constatée ;  
manquements aux obligations professionnelles et déontologiques dûment constatés ;  
actes d'indiscipline ;  
ne plus répondre à l'un des critères de nomination fixés ci-dessus.

Les fonctions de Directeur sont incompatibles, avec celles de membre du conseil d'administration.

Il assiste également avec voix consultative, aux réunions du bureau.

Il est ordonnateur du budget de l'agence, passe tous les actes et contrats et dirige les activités de l'Agence dans le cadre des orientations générales fixées par le conseil d'administration. Il présente annuellement au conseil d'administration un rapport sur sa gestion. Il veille à l'exécution correcte des engagements contractuels de l'Agence. En cas d'empêchement du Directeur, ses pouvoirs sont assurés par l'un de ses collaborateurs désigné par le Président du conseil d'administration.

#### **Ressources de l'Agence**

Les ressources de l'Agence comprennent :

Les contributions des collectivités locales, membres de l'Agence ;  
Les subventions, dons, legs et libéralités ;  
Les remboursements des frais relatifs aux prestations, réalisées pour le compte des collectivités locales ;  
La rémunération de prestations réalisées pour le compte d'or-

ganismes publics ou privés.

Les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement de l'ARD seront précisées par décret pris en Conseil des ministres.

### **III MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME**

#### **3.1 Caractéristiques des programmes**

Les projets et programmes retenus pour la mise en œuvre de la politique nationale de développement des centres secondaires sont soit déjà inscrits dans les programmes sectoriels des ministères soit ont un caractère innovant traduisant une avancée dans la conception des politiques publiques. Leur reprise dans le programme des centres secondaires signifie qu'ils sont en adéquation avec cette politique et donc permettent d'atteindre l'objectif global qui est la promotion du développement local et régional par la mise en œuvre judicieuse des politiques publiques (macro-économiques et sectorielles) à l'intérieur des centres secondaires.

L'élaboration des programmes des communes nécessite donc au préalable de faire un inventaire de toutes les interventions qui répondent aux objectifs de la politique des centres secondaires tant par les ministères que par les projets et programmes intervenant sur le terrain et les autres acteurs afin d'évaluer le financement additionnel à rechercher par centre secondaire.

Le financement de la politique sera assuré par des contributions budgétaires de l'Etat, le Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales, les appuis de la coopération internationale, la contribution des collectivités territoriales, des organisations de la société civile, les populations. La mise en place du Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales permettra d'assurer un égal accès des centres secondaires aux moyens financiers pour leur développement et respecter deux des principes d'intervention de la politique à savoir l'équité et de solidarité nationale.

#### **3.2 Modalités de financement des investissements**

Dans l'esprit de la décentralisation, la mise en œuvre du programme suivra une approche contractuelle. Les bailleurs de fonds signeront des conventions cadres avec l'Etat et des contrats seront passés avec les communes. L'Etat signera aussi pour son appui, des contrats avec les communes. La commune signera avec la structure de maîtrise d'ouvrage déléguée (Agence régionale de développement), si elle existe, un contrat de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de son programme d'investissement.

Par ailleurs, au regard des préférences d'intervention des partenaires pour des zones déterminées du territoire national, les scénarii suivants de financement sont envisagés :

le financement par commune qui prend en compte tout le programme d'une commune ;  
 le financement par secteur (secteurs de production, secteurs de soutien à la production, secteurs sociaux, gouvernance) ;  
 le financement par volet (infrastructures urbaines, PME/PMI, développement social et gouvernance) ;  
 Le financement par projet.

Les projets ont des caractéristiques variées. Ils ont un taux de récupération qui va de 0 à 100% et concernent tant le secteur privé que le secteur public. Selon le taux de récupération, les modalités de financement suivantes peuvent être envisagées

de la coordination nationale coûte 65,92 millions la première année et 26,4 millions les autres années. Le fonctionnement de l'agence coûte 76,68 millions la première année puis 36,68 millions chaque année.

**Tableau n°3 : Modalités de financement**

% de récupération des investissements	A 100%	De 40 à 60 %	Non récupérable
Type d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Electricité, eau</li> <li>• Communication (NTIC)</li> <li>• PME/PMI</li> <li>• Habitat et logement</li> <li>• Aménagements espaces d'activités (ZAD, espaces commerciaux) plateformes d'activités</li> <li>• AGR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Marché central</li> <li>• Abattoir</li> <li>• Gare routière</li> <li>• Marché à bétail</li> <li>• Entretien</li> <li>• Boutiques de rues</li> <li>• Centres commerciaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Voirie, pistes rurales</li> <li>• Plan de circulation,</li> <li>• Aires de stationnement</li> <li>• Caniveaux</li> <li>• Assainissement</li> <li>• Formation en gestion urbaine</li> <li>• Education, santé</li> <li>• Formation professionnelle</li> <li>• Dispositifs de soutien à l'entreprise</li> <li>• Coopération interentreprises</li> <li>• Etudes</li> </ul>
Mode de financement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Crédit souple à LT</li> <li>• Fonds des régions</li> <li>• Opérateurs économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonds locaux</li> <li>• Investissement humain</li> <li>• Crédits</li> <li>• Dons</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonds propres et investissement humain (0 à 25%)</li> <li>• dons</li> </ul>
Entretien	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les régions</li> <li>• Les opérateurs économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune</li> <li>• Le conseil régional</li> </ul>

Certains investissements non récupérables au départ (formation professionnelle, dispositifs de soutien à l'entreprise, coopération interentreprises), peuvent par la suite être productifs. A la longue les acteurs concernés pourront contribuer au financement.

### 3.3 Coût estimatif et indicatif du fonctionnement de la coordination du programme cadre et d'une agence

Les coûts sont estimés pour une période de cinq ans. Il s'agit du coût de fonctionnement de la coordination nationale et d'une Agence de développement. Il comprend les frais de personnel, l'équipement, le fonctionnement. Le fonctionnement

Tableau 2: Coût estimatif de fonctionnement de la coordination et d'une agence régionale de développement

DESIGNATION	COUT ANNUEL	1	2	3	4	5
Coordination nationale						
<i>Frais de personnel</i>		13 820 000	13 820 000	13 820 000	13 820 000	13 820 000
• Indemnités coordonnateur	6000000	6000000	6000000	6000000	6000000	6000000
• Indemnités assistant	3500000	3500000	3500000	3500000	3500000	3500000
• Salaire secrétaire comptable	3000000	3000000	3000000	3000000	3000000	3000000
• Salaire chauffeur	720000	720000	720000	720000	720000	720000
• Salaire agent de liaison	600000	600000	600000	600000	600000	600000
<i>Équipement</i>		40 100 000	600000	600000	600000	600000
• Véhicule (1)	30000000	30000000				
• Ordinateurs complets (4)	8000000	8000000				
• Mobiliers de bureau (3)	1500000	1500000				
• Entretien	600000	600000	600 000	600 000	600 000	600 000
<i>Fonctionnement (téléphone, électricité, fourniture de bureau, carburant, sessions CCPP, suivi et évaluation, etc.)</i>	12000000	12000000	12000000	12000000	12000000	12000000
<b>Total Coordination nationale</b>		<b>65 920 000</b>	<b>26400000</b>	<b>26400000</b>	<b>26400000</b>	<b>26400000</b>
<b>Agence régionale de développement (ARD)</b>		<b>76680000</b>	<b>36680000</b>	<b>36680000</b>	<b>36680000</b>	<b>36680000</b>
<i>Frais de personnel</i>		13 680 000	13 680 000	13 680 000	13 680 000	13 680 000
• Salaire du directeur	7200000	7200000	7200000	7200000	7200000	7200000
• Salaire du cadre (1)	4200000	4200000	4200000	4200000	4200000	4200000
• Salaire secrétaire	3 000 000	3000000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
• Salaire comptable	3600000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000
• Salaire chauffeur	960000	960000	960 000	960 000	960 000	960 000
• Salaire agent de liaison	720000	720000	720000	720000	720000	720000
• Salaire gardien	600000	600000	600000	600000	600000	600000
	600000	600000	600000	600000	600000	600000
<i>Équipement</i>		41000000	1000000	1000000	1000000	1000000
• Véhicule (1)	30 000 000	30000000				
• Ordinateurs complets (4)	2000000	8000000				
• Mobiliers de bureau (4)	2000000	2000000				
• Entretien (véhicule, locaux, ordinateurs)	1 000 000	1000000	1000000	1000000	1000000	1000000
<i>Fonctionnement (téléphone/ Interne, électricité, eau, fourniture de bureau, carburant, Comité de pilotage, CA, etc.)</i>	22 000 000	22000000	22000000	22000000	22000000	22000000
<b>Total agence</b>		<b>76680000</b>	<b>36680000</b>	<b>36680000</b>	<b>36680000</b>	<b>36680000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>142 600 000</b>	<b>63 080 000</b>	<b>63 080 000</b>	<b>63 080 000</b>	<b>63 080 000</b>

### 3.4 Les parties prenantes au programme

La démarche de mise en œuvre du programme est décentralisée et vise la mise en cohérence des interventions émanant d'acteurs différents qui poursuivent des objectifs différents et qui devront travailler dorénavant dans la même direction.

Cinq groupes d'acteurs interviendront dans la mise en œuvre de la politique : les acteurs institutionnels publics, les entreprises et leurs corporations, les bailleurs de fonds et les projets de coopération, les structures d'appui conseil et les organisations de la société civile, et enfin les populations.

**Les acteurs institutionnels publics** sont constitués par l'Etat et les collectivités territoriales que sont les communes et les régions.

L'Etat. Conformément à la réforme globale de l'administration publique, l'Etat, à travers la coordination nationale, aura pour rôle de mobiliser des ressources pour financer les programmes des villes, suivre et contrôler les programmes des villes, prendre les mesures réglementaires, réaliser les réformes nécessaires à la mise en œuvre du programme, apporter son assistance technique et financière aux centres secondaires. La mise en œuvre du programme cadre suivra une approche contractuelle. L'Etat signera des conventions cadres avec les partenaires qui apportent leurs appuis à la mise en œuvre de la politique. Des accords seront signés avec les communes pour la mise en œuvre de leurs programmes d'investissements. L'assistance directe de l'Etat suivra aussi une démarche contractuelle conformément aux prescriptions du Code général des collectivités territoriales.

Les communes. assistées par la coordination nationale, *élaborent leurs programmes* en respectant les orientations du programme cadre et en concertation avec les populations. Les communes préparent les programmes d'investissements prioritaires, signent les accords avec l'Etat, les projets et autres partenaires techniques et financiers et les contrats avec les structures d'exécution pour la mise en œuvre. Enfin, elles suivent et contrôlent l'exécution de leurs programmes à travers la maîtrise d'ouvrage déléguée (l'agence régionale de développement ou autre structures d'appui).

Les Conseils régionaux. Leurs interventions se situent surtout au niveau de l'intercommunalité. Ils apporteront leurs appuis à la formation professionnelle, l'exécution de certains projets d'investissement, à la mutualisation par les communes de certains de leurs moyens, l'animation du conseil d'administration de l'agence régionale de développement.

**Les entreprises et leurs corporations.** Il s'agit des entreprises et de leurs associations présentes au niveau de chaque commune intéressée au programme et des corporations comme la Chambre de commerce de l'industrie du Burkina Faso, la maison de l'entreprise, la chambre d'agriculture, les chambres de métiers, etc. Ce groupe sera intéressé à la mise en place des structures d'appui à l'entreprise, à l'appui pour le développement de la coopération interentreprises et à la fourniture de services aux communes.

**Les bailleurs de fonds et les projets de coopération.** Ils interviennent à partir de projets ou programmes d'investissement qu'ils financent et sur la base d'un contrat signé avec l'Etat et/ou avec la commune. Ils pourront financer soit le programme de la ville, soit un volet ou un projet.

**Les structures d'appui et les organisations de la société civile.** Les structures d'appui sont les projets d'appui à la décentralisation généralement portés par des ONG et des organismes de coopération. Les autres organisations sont, les systèmes financiers décentralisés, les bureaux d'études, etc. Chaque acteur de ce groupe apporte son concours dans la mise en œuvre des projets dans son domaine de compétence selon des procédures contractuelles. Par exemple les OSC peuvent intervenir pour organiser et encadrer les populations dans des domaines tels que les AGR, les petits crédits, l'assainissement, etc.

**Les populations.** Bénéficiaires directes de certains programmes, les populations contribuent à la réalisation de certains projets soit financièrement soit par l'investissement humain. Elles participent aussi à la conception et au suivi de certains projets d'intérêt individuel ou collectif (habitat, assainissement, etc.). Leur intervention se détermine dans les séances de planification annuelles des programmes locaux.

### 3.5 Plans d'actions

Le programme cadre est exécuté à travers les programmes des communes concernées. Chaque année, les plans d'actions des communes seront consolidés pour donner un programme global annuel. Le tableau ci-après décrit les éléments des plans d'actions.

Tableau 4 : Plan d'action

Activités	Indicateurs	Bénéficiaires	Responsables	Principales tâches
1.2. Mettre en place des dispositifs de soutien à l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> <li>• pépinières et couveuses d'entreprises</li> <li>• Formation des PME/PMI à l'entrepreneuriat</li> <li>• Etudes /conseils aux entreprises</li> <li>• Système d'appui en comptabilité</li> <li>• Dispositifs de financement adapté</li> <li>• Activités logistiques (maintenance, transport, approvisionnement)</li> </ul>	Promoteurs privés	Commune assistée par la coordination nationale	Communes : (1) étude de faisabilité, (2) identification des besoins d'assistance, (3) négociation des appuis auprès des consulaires et des structures de financement, (4) mesures incitatives
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chambre des métiers</li> <li>• Centre de commerce de l'industrie</li> <li>• Maison de l'entreprise</li> <li>• Chambre d'agriculture</li> </ul>	Consulaires : (1) mise en place des dispositifs de soutien
1.4. Aménager des espaces adéquats pour les activités des entreprises (offre foncière)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Espaces commerciaux</li> <li>• Zone industrielles/artisanales</li> <li>• ZAD</li> <li>• Immobilier d'entreprise</li> <li>• Plateformes d'activités</li> </ul>	Entreprises	Communes assistées par la coordination nationale	Commune : (1) identification des besoins en espaces et en immobilier d'entreprises, (2) Identification des espaces à travers le SDAU et le POS, (3) aménagement des espaces, (4) distribution
1.5. Favoriser la coopération interentreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Systèmes productifs locaux</li> <li>• Pôles de compétitivité</li> <li>• Pôles d'excellence</li> </ul>	Entreprises	Commune et région assistée par la coordination nationale	Région et communes : (1) enquêtes sur les entreprises de la région, (2) regroupement selon aptitude pour chaque type de coopération, (3) recrutement d'un animateur pour appuyer à la formalisation de la coopération
2.1 Mettre en place des équipements marchands	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Marché central, abattoir, marché à bétail</li> <li>• Boutiques de rue</li> <li>• Centres commerciaux</li> </ul>	Opérateurs privés	Commune assistée par la coordination nationale	Commune : (1) Audit urbain, (2) identifier les équipements à mettre en place, élaborer des dossiers de projets, (3) rechercher les financements, (4) exécuter les actions

D

Activités	Indicateurs	Bénéficiaires	Responsables	Principales tâches
2.2. Développer les services de réseau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• eau potable</li> <li>• électricité</li> <li>• téléphone</li> <li>• caniveaux</li> <li>• NTIC</li> </ul>	Populations	Communes	Communes : (1) inventaire des besoins, (2) négociation avec les opérateurs
			Opérateurs privés	Opérateurs : (1) études de faisabilité, (2) mise en place des équipements
2.3. Promouvoir le tourisme et l'hôtellerie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• plan de développement touristique</li> <li>• centres d'accueil (hôtels, auberges, restaurants, etc.)</li> <li>• opérateurs du tourisme</li> <li>• sites aménagés</li> <li>• circuits touristiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communes</li> <li>• Opérateurs du tourisme</li> </ul>	Communes	Communes : (1) élaboration du plan de développement touristique, (2) négociation avec les opérateurs la mise en place des infrastructures et équipement
			Opérateurs	Opérateurs : (1) : création des structures d'accueils, (2) aménagement de sites, (3) création de circuits touristiques

Activités	Indicateurs	Bénéficiaires	Responsables	Principales tâches
2.4. Promouvoir le transport	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gares routières</li> <li>• Voirie</li> <li>• Pistes rurales</li> <li>• Aires de stationnement</li> <li>• Plan de circulation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communes</li> <li>• Régions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communes</li> <li>• Régions</li> </ul>	Région et Communes : (1) identifier les besoins en équipements de transport, (2) élaborer des projets, (2) négocier les financements
3.1. Améliorer l'accès aux services de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CMA fonctionnels</li> <li>• Dispensaires fonctionnels</li> <li>• Maternités fonctionnelles</li> <li>• vente de médicaments (pharmacies, dépôts)</li> <li>• malades du SIDA pris en charge</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Populations</li> </ul>	Communes Opérateurs privés	Communes : (1) identification des besoins en équipement sanitaires, (2) élaboration de dossiers de projets, (3) négociation avec l'Etat pour la réalisation des équipements, (4) négociation avec le privé
3.2. Améliorer l'accès à l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• écoles primaires construites et fonctionnelles</li> <li>• CEG et Lycées construits et fonctionnels</li> <li>• centres de formation professionnelle construits et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Populations</li> </ul>	Communes Régions Promoteurs privés	Commune région : (1) identification des besoins, (2) élaboration de fiches de projets, (2) négociation avec l'Etat et avec les promoteurs privés

Activités	Indicateurs	Bénéficiaires	Responsables	Principales tâches
	fonctionnels			
3.3. Promouvoir l'accès à un habitat décent	<ul style="list-style-type: none"> <li>logement économique promu</li> <li>embellissement et aménagements paysagers promus</li> <li>Aménager les espaces publics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Populations</li> </ul>	Commune,	(1) évaluation des besoins en logement économique, (2) négociation avec l'Etat, (3) négociation avec le promoteurs privés, (4) élaboration des plans d'aménagement paysagers et des espaces publics
			promoteurs privés	(1) étude de marché, (2) mise en place des logements
3.4. Promouvoir les services d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Systèmes de ramassage d'ordures</li> <li>Latrines publiques</li> <li>Latrines privées</li> <li>IEC en matière d'assainissement</li> <li>l'hygiène dans les lieux publics et les particuliers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Populations</li> <li>Usagers des services publics</li> </ul>	Communes	(1) recensement des besoins, (2) identification des systèmes adaptés, (3) négociation avec l'Etat et les promoteurs, mise en place des équipements, (4) développement du système de communication, contrôle de l'hygiène dans les lieux publics et privés
3.5. Promouvoir la création d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>Emplois publics</li> <li>Opportunités d'emploi</li> <li>l'auto emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Population</li> </ul>	Commune Région	(1) tenir compte de l'emploi dans la mise en place des équipements, (2) élaborer une politique de l'emploi, (3) mettre en œuvre des mesures incitatives
3.5. Appuyer les AGR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence de systèmes de crédits souples</li> <li>Existence de conseils aux promoteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entreprises</li> <li>Couches défavorisées de la population</li> </ul>	ONG/Association, SFD	(1) identifier les activités porteuses, (i) Mettre en place des crédits souples, (3) mettre en place des appuis conseils

Activités	Indicateurs	Bénéficiaires	Responsables	Principales tâches
4.1. Renforcer les capacités des collectivités en gestion urbaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>formation en gestion foncière</li> <li>formation en administration communale</li> <li>formation à l'état civil</li> <li>formation en comptabilité</li> <li>formation en communication</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etat (MATD, MEF)</li> </ul>	(1) Elaborer les TDR des formations, (2) mobiliser les ressources, (3) identifier les formateurs, (4) exécuter les formations
4.2. Renforcer les capacités des collectivités en planification urbaine et budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>formation en planification</li> <li>formation en programmation</li> <li>formation en élaboration de budget</li> <li>formation en suivi de projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etat</li> </ul>	(1) Elaborer les TDR des formations, (2) mobiliser les ressources, (3) identifier les formateurs, (4) exécuter les formations
4.3. Réaliser l'animation économique et territoriale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création de services de promotion de l'économie locale et de l'emploi</li> <li>Elaboration de politiques de promotion des économies locales</li> <li>Elaboration d'outils de planification</li> <li>Création de cadres de dialogue entre acteurs publics et privés (concertation/ mobilisation sociale)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Acteurs du développement local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Commune avec l'appui de l'Etat</li> </ul>	(1) créer le service de promotion du DL, (2) élaborer la politique de promotion de l'économie locale, (3) faire de l'animation pour mobiliser les acteurs sur des projets concrets
4.4. Mettre en place un système d'entretien des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>Système d'entretien des infrastructures de base publiques</li> <li>Système d'entretien des infrastructures privées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communes</li> <li>Privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communes</li> </ul>	(1) identifier le patrimoine mobilier et immobilier à entretenir, (2) conception du système d'entretien, (3) mise en œuvre du système
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Privé</li> </ul>	(1) enquête sur le patrimoine mobilier et immobilier du privé à entretenir, (2) conception d'un mécanisme d'incitation, (3) mise en œuvre du mécanisme



Activités	Indicateurs	Bénéficiaires	Responsables	Principales tâches
5.1. Coordonner les activités du programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nommer un coordonnateur</li> <li>Planifier les activités</li> <li>Faire fonctionner la coordination</li> <li>Organiser les supervisions</li> </ul>	Transversal	<ul style="list-style-type: none"> <li>MFB</li> </ul>	(1) Mise en place de l'équipe du projet, (2) planification des activités, (3) équipement coordination, (4) fonctionnement
5.2. Mobiliser les fonds pour le financement des programmes des communes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les programmes des communes</li> <li>Mobiliser les fonds</li> <li>Préparer les conventions</li> </ul>	communes	Coordination du programme	(1) Etude d'élaboration d'un programme d'investissement par commune, (2) appui à la mobilisation des fonds auprès du FPDCT, PTF, structures publiques de l'Etat
5.3. Gérer les fonds mis à la disposition de la coordination nationale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mobiliser les fonds pour le financement des activités de la coordination nationale</li> <li>Elaborer un manuel de procédure</li> <li>Assurer la gestion financière des fonds</li> </ul>	Transversal	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coordination du programme</li> </ul>	(1) mobiliser la contribution de l'Etat, (2) mobiliser la contribution des PTF, (3) élaborer les budgets, (4) exécuter le budget, (5) audits financiers
5.4. Organiser les rencontres du CCPP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place le CCPP</li> <li>Elaborer le programme du CCPP</li> <li>Tenir les rencontres du CCPP</li> </ul>	Transversal	Coordination du programme	Réunions semestrielles
5.5. Réaliser le suivi et l'évaluation des résultats du programme cadre	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer un plan de suivi et d'évaluation</li> <li>Mettre en place le dispositif de suivi évaluation</li> <li>Exécuter le suivi et l'évaluation</li> <li>Soumettre les rapports au CCPP</li> <li>Mettre en œuvre les recommandations du suivi et des évaluations</li> </ul>	Transversal	Coordination du programme Etat (MFB)	(1) Missions de suivi, (2) Missions d'évaluation, (3) ateliers d'évaluation
5.6. Apporter un appui à la mise en œuvre des	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire les démarches pour la mise en œuvre des réformes</li> </ul>	Communes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coordination du programme</li> </ul>	(1) réunion de lancement, (2) cadre de concertation

Activités	Indicateurs	Bénéficiaires	Responsables	Principales tâches
programmes des communes	<p>nécessaires au fonctionnement du programme</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participer aux comités de pilotage des programmes des villes</li> <li>• Organiser les appuis de l'Etat dans le cadre du programme.</li> </ul>			local, (3) comités de pilotage, (4) mesures d'accompagnement, (5) conventions de financement

### 3.6 La maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage des investissements dans le cadre du programme-cadre des centres secondaires est assurée par la commune. Mais, elle peut déléguer cette compétence à une structure sous son contrôle. L'option préconisée pour l'assistance aux communes est la mise en place d'une Agence régionale de développement.

### 3.7 Le suivi et l'évaluation

Le système de suivi et d'évaluation comprend deux niveaux :

le suivi et l'évaluation globale du programme cadre ;  
le suivi et l'évaluation des programmes des communes.

#### 3.7.1 Suivi et évaluation du programme cadre

##### Le suivi du programme cadre

Le suivi de la mise en œuvre du programme cadre incombe à la coordination nationale. Il a pour but de vérifier que le programme cadre est exécuté conformément aux résultats et aux objectifs définis dans le cadre logique, d'apprécier l'efficacité du programme. Cela devra permettre à l'ensemble des parties prenantes de s'assurer de sa bonne exécution et de corriger certaines situations qui peuvent compromettre l'obtention des résultats escomptés. Le suivi porte sur les objectifs et les actions et s'appuie sur les résultats du suivi des programmes des communes.

Les rapports de suivi doivent être appréciés par le cadre de concertation des partenaires du programme pour prendre en compte le point de vue des parties prenantes, renforcer l'engagement de chacun, favoriser leur apprentissage et la recherche de solutions communes aux problèmes. La concertation au sein du CCPP est un important moyen pour renforcer la communication entre les partenaires du programme.

##### L'évaluation du programme cadre

L'évaluation du programme vise à vérifier si les objectifs et les résultats ont été atteints, s'ils sont pertinents. Elle doit permettre de résoudre les éventuels problèmes et de tirer les leçons de l'expérience pour améliorer le programme. Elle doit permettre aussi de vérifier la validité et la justification de la conception et des objectifs du programme, l'efficacité et la

pertinence de sa mise en œuvre notamment de sa gestion, les résultats obtenus dont leur durabilité et leur rapport coût-efficacité. Enfin, elle doit permettre de d'apprécier les effets et l'impact du programme cadre conformément aux indicateurs d'effets et d'impact du cadre logique. Elle exploite les informations du suivi et de l'évaluation des programmes des communes.

#### Modalités d'exécution du suivi et d'évaluation du programme cadre

Le suivi et l'évaluation consisteront en des recueils, l'analyse, l'approfondissement, le traitement comparatifs des informations sur le programme cadre dont l'exécution est assurée à travers les programmes des communes. Le suivi sera semestriel et l'évaluation se fera chaque année.

Concernant le suivi, l'attention sera portée sur :

les activités et les résultats attendus du programme cadre et inscrits dans le cadre logique en se fondant sur les indicateurs objectivement vérifiables, les moyens de vérification, en vérifiant la conformité ou non des hypothèses.  
les parties prenantes pour apprécier la participation et les changements obtenus en fonction des modes de participation attendus et des effets escomptés lors de la conception du programme.

Pour l'évaluation, l'attention sera portée sur :

les objectifs du programme dans le cadre logique ;  
la validation sociale et économique pour examiner la convergence des intérêts des parties prenantes avec le programme ;  
l'analyse des coûts et des bénéfices ;  
l'analyse des performances du programme (résultats prévus et résultats obtenus) ;  
les actions correctives à apporter au programme.

#### 3.7.2 Le suivi et l'évaluation des programmes des communes

##### Le suivi des programmes

Le suivi du programme de chaque commune sera réalisé par l'Agence régionale de développement (si elle existe ou par toute structure d'appui le cas échéant) et visera à vérifier si le programme s'exécute conformément aux résultats et aux objectifs définis dans le cadre logique. Ce suivi doit permettre aux partenaires des programmes des communes de s'assurer de leur bonne exécution et de corriger les insuffisances consta-

tées. Le suivi des programmes des communes porte sur les activités, les résultats et la gestion des ressources.

### L'évaluation des programmes des communes

Elle se déroulera conformément à chaque document de programme. Les documents de base sont les cadres logiques, les rapports d'activités et les documents de budget. L'évaluation se fera à mi-parcours et à la fin du programme.

### 3.7.3 Modalités d'exécution du suivi et de l'évaluation des programmes des communes

Si le suivi des programmes des communes est réalisé par les structures d'appui (Agence), les résultats du suivi sont quant à eux discutés par le Comité de pilotage du programme de la commune dont les décisions sont exécutoires. Quand aux évaluations, elles seront réalisées par des consultants externes et discutées au sein des Comités de pilotage et des cadres de concertation locaux et national. Un rapport du suivi du programme de chaque commune est envoyé à la coordination nationale du programme. Le suivi sera trimestriel et l'évaluation se fera à mi-parcours et à la fin du programme.

## V RISQUES MAJEURS

Les risques majeurs auxquels le programme doit faire face sont :

1) Les difficultés dans la mobilisation des ressources dans un contexte où les besoins dans le secteur de la décentralisation sont immenses. Bien que la viabilisation du processus de décentralisation dépende de la mise en œuvre au niveau des collectivités territoriales d'une dynamique de développement, l'insuffisance de ressources peut amener l'Etat à faire des arbitrages au détriment du programme de développement des centres secondaires qui est sa contribution à leur développement à travers ses objectifs d'aménagement du territoire.

2) Le problème des capacités des communes à gérer un tel programme si la question de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage communale n'est pas résolue est très important. En matière de développement, l'existence de structures d'appui aux communes est un impératif majeur. Le montage des projets, la négociation des ressources, la passation des marchés, sont des domaines de préoccupation à l'étape actuel du processus de décentralisation.

3) La non perception de la particularité du programme cadre en tant qu'instrument d'exécution d'une politique est un risque majeur si les objectifs du programme ne sont pas suffisamment visibles et pris en charge par les acteurs concernés ;

4) La coordination du programme avec les autres programmes. En effet, le programme ECOLOC, les pôles régionaux de développement, le PNGT, etc. interviennent sur le même terrain. Le risque majeur est qu'il n'y ait pas d'articulation entre ces différentes interventions, ce qui créera beaucoup de confusions et de dysfonctionnements.

5) La coordination avec les politiques sectorielles poursuivant les mêmes objectifs. Des politiques sectorielles sont conçues pour être réalisées au niveau des communes notamment en matière d'environnement, d'assainissement, d'urbanisme et

d'habitat, etc. La non articulation avec le programme créera un préjudice pour la cohérence d'ensemble de l'intervention de l'Etat.

6) La non participation des partenaires techniques et financiers. Dans le cadre des différentes sollicitations, il y a un risque que les partenaires financiers interviennent faiblement ou pas du tout en appui au programme.

L'expérience de mise en œuvre du PDVM et des autres projets dans le secteur de développement urbain, le long processus de discussion dans le cadre de la relecture du PDVM, ont fourni suffisamment d'éléments permettant de maîtriser les risques. En outre, la création du cadre de concertation des partenaires du programme offre une plateforme pour une meilleure visibilité de l'ensemble des programmes intervenant dans le secteur du développement local. Cela est un gage pour assurer la cohérence et les synergies au niveau de l'ensemble de ces processus. Enfin, le PDCS, a été élaboré de manière participative, à travers un long processus d'échange et de discussions. Il offre aujourd'hui un cadre cohérent d'intervention dans le secteur du développement local et de l'aménagement du territoire, ce qui répond à la nouvelle orientation de l'aide qui voudrait que les donateurs reposent leurs soutiens sur les stratégies nationales de développement une fois les cadres de politiques et les modalités d'exécution définis de commun accord.

**DECRET N° 2009-274/PRES/PM/MEF/SGG-CM du 8 mai 2009 portant dissolution du fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique.**

### LE PRESIDENT DU FASO, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

**VU** la Constitution ;

**VU** le décret n° 2007-349/PRES/PM du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

**VU** le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

**VU** le décret n° 2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**Sur** rapport du Premier Ministre ;

**LE** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 14 janvier 2009.

### DECRETE

**ARTICLE 1 :** Pour compter du 30 avril 2009 le fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique est dissout.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge toutes disposi-

tions antérieures contrares notamment le décret n° 2001-275/PRES/PM du 8 juin 2001 portant création, organisation et fonctionnement d'un fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique.

**ARTICLE 3 :** Le Ministre de l'économie et des finances et le Secrétaire général du gouvernement et du conseil des ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Secrétaire général du gouvernement  
et du conseil des ministres  
**Amadou Adrien KONE**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

***DECRET N°2009-275/PRES/PM/MEF portant transfert des compétences, des ressources et des archives du Fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique***

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

**VU** la Constitution ;

**VU** le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

**VU** le décret n° 2008-138/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

**VU** le décret n° 2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**VU** la loi n° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;

**Vu** le Decret N° 2009-274/PRES/PM/MEF/SGG-CM du 8 mai 2009 portant dissolution du fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique ;

**SUR** Rapport du Premier Ministre ;

**LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 14 janvier 2009**

**D E C R E T E**

**ARTICLE 1 :** Pour compter de la date du 1<sup>er</sup> mars 2009, les compétences, les ressources et les archives du fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique sont transférées au Trésor public.

**ARTICLE 2 :** La prise en charge des dossiers ci-après est désormais de la compétence du Trésor public à travers l'Agence Judiciaire du Trésor :

la liquidation et le paiement de l'indemnité due aux ayants cause de l'Adjudant SALOU Bouréma décédé le 15 octobre 1987 à Ouagadougou ;

le paiement des indemnités liquidées et non encore perçues dues aux victimes dont la liste exhaustive est remise au Trésor public.

**ARTICLE 3 :** En application de l'article 62, alinéa 2 de la loi n°006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances, les personnes visées à l'article 2 ci-dessus, pourront être relevées de la prescription prévue à l'article 59 de ladite loi.

**ARTICLE 4 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contrares notamment le décret n°2001-275/PRES/PM du 8 juin 2001 portant création, organisation et fonctionnement d'un fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique.

**ARTICLE 5 :** Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre de l'économie et des finances  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

**MINISTERE DE LA DEFENSE**

***Decret n°2009-272/PRES/PM/DEF du 07 mai 2009.***

**Article 1 :** Les dispositions du décret n°2008-702/PRES/PM/DEF du 14 novembre 2008 portant mise à la retraite d'officiers des forces armées nationales atteignant la limite d'âge de leur grade au cours de l'année 2009 sont annulés en ce qui concerne le lieutenant DRABO Seidou de la gendarmerie nationale.

**Article 2 :** Le ministre de la défense est chargé de l'exécution du présent décret.

***Decret n°2009-273/PRES/PM/DEF du 07 mai 2009.***

**Article 1 :** La disponibilité du médecin lieutenant-colonel

NIAKARA Ali du groupement central des armées, est renouvelée pour une période de deux (02) ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009 pour convenance personnelle.

Article 2 : Durant cette période, l'intéressé est soumis aux dispositions légales en vigueur en matière de disponibilité.

Article 3 : Le ministre de la défense est chargé de l'exécution du présent décret.

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**

*DECRET N° 2009-280/PRES/PM/MATD/SECU du 8 mai 2009 portant ouverture de la campagne électorale en vue du scrutin municipal dans la Commune rurale de Béguédo.*

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement;

VU la loi n°014-2001/AN du 03 juillet 2001 portant Code électoral, ensemble ses modificatifs ;

VU la loi n° 055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso .

VU le décret n° 2006-447/PRES/PM/MATD du 13 septembre 2006 portant nomination du Président et des Vice-présidents de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ;

VU le décret n° 2005-599/PRES/PM/MATD du 1er décembre 2005 portant répertoire des villages et secteurs du Burkina Faso ;

Sur rapport du Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 23 avril 2009 ;

**DECRETE**

**ARTICLE 1** : La campagne électorale en vue des élections municipales dans la commune rurale de Béguédo (Province du Boulgou, Région du Centre-est) est ouverte le dimanche 28

juin 2009 à zéro (0) heure et prend fin le vendredi 17 juillet 2009 à vingt quatre (24) heures.

**ARTICLE 2** : Le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation et le Ministre de la sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 mai 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre de la sécurité  
**Emile OUEDRAOGO**

Le Ministre de l'administration  
territoriale et de la décentralisation  
**Clément Pengdewendé SAWADO**

**Arrêté n°2009-01/MAT/SG/DGLPAP/DOASOC du 05 janvier 2009.**

**Article 1** : L'association étrangère dénommée « **Worldwide Good News Crusades INC** », dont le siège est fixé à 5212 S. Spruce Drive, Sand Springs, Tulsa Oklahoma USA est autorisée à exercer ses activités au Burkina Faso

**Article 2** : L'association Worldwide Good News Crusades poursuit les objectifs suivants :

le développement transformationnel par l'évangélisation holistique (qui prend en compte tout l'homme) ;  
le partenariat avec les églises locales, dans des micros projets pour une transformation spirituelle et sociale ;  
l'aide à l'éducation scolaire par la construction d'écoles ;  
la construction et l'équipement de dispensaires en zone rurale ;  
l'organisation d'envoi d'équipes médicales ;  
la sensibilisation du public par la production et la diffusion de programmes audio-visuels.

**Article 3** : L'association Worldwide Good News Crusades INC est représentée au Burkina Faso par Monsieur KIEMTORE Emanuel, 01 BP 2136 Ouagadougou 01.

**Article 4** : L'association prendra toutes dispositions utiles pour signer un accord d'établissement avec le Ministère chargé de l'économie et des finances.

**Article 5** : Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

**Arrêté n°2009-02/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 05 janvier 2009.**

**Article 1 :** L'association dénommée « **Santé de la Reproduction pour une Maternité sans Risque** » dont le siège est fixé à Niamey est autorisée à exercer ses activités au Burkina Faso.

**Article 2 :** L'Association Santé de la Reproduction pour une Maternité sans Risque a pour objectifs de

sensibiliser la population par des actions d'Information, Education et Communication (IEC) afin de réduire les pratiques traditionnelles néfastes telles que les mariages et maternités précoces, les accouchements à domicile, la non fréquentation des services de santé, les mutilations génitales féminines, la sexualité précoce, etc ;  
permettre aux femmes victimes de fistule de retrouver leur santé et leur dignité afin de jouer leurs rôles par la prise en charge médicale et de réinsertion sociale ;  
favoriser l'accessibilité des femmes à des soins pré et postnataux afin de réduire les taux de mortalité maternelle et infantile ;

**Article 3 :** L'Association Santé de la Reproduction pour une Maternité sans Risque est représentée au Burkina Faso par Madame DIALLO Mariam Tél. : 76 68 49 37.

**Article 4 :** L'association prendra toutes dispositions utiles pour signer un accord d'établissement avec le Ministère chargé de l'économie et des finances.

**Article 5 :** Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

**Arrêté n°2009-03/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 19 janvier 2009.**

**Article 1 :** L'association dénommée **ONG La Voix de l'Afrique de l'Ouest (VAO)** dont le siège social est à Abidjan (RCI) est autorisée à exercer ses activités au Burkina Faso.

**Article 2 :** L'Association ONG La Voix de l'Afrique de l'Ouest (VAO) a pour objectifs de :

créer un espace de secours social et d'assistance médicale pour le bien-être des populations vulnérables ;  
apporter sa contribution aux chefs de familles, aux enfants de familles en dessous du seuil de pauvreté et à la jeunesse désœuvrée par la motivation et l'aide à la création de petits métiers ;  
rechercher les moyens matériels et structures pour aider les populations à améliorer leur condition de vie sociale ;  
participer activement à lutter contre le SIDA, le paludisme et autres maladies endémiques ;  
participer activement à l'avènement d'une Afrique unie, paisible et prospère ;  
lutter contre l'immigration clandestine et toute autre forme de trafic illégal entre les pays développés et l'Afrique par une sensibilisation sincère et la mise en place d'un programme

d'insertion professionnelle.

**Article 3 :** L'Association ONG La Voix de l'Afrique de l'Ouest (VAO) est représentée au Burkina Faso par Monsieur YE Tokodé Oumarou, Tél. : 76 74 73 88/70 48 62 60

**Article 4 :** L'association ONG La Voix de l'Afrique de l'Ouest (VAO) prendra toutes dispositions utiles pour signer un accord d'établissement avec le Ministère chargé de l'économie et des finances.

**Article 5 :** Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

**Arrêté n°2009-05/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 20 janvier 2009.**

**Article 1 :** L'association **Marie Stopes International** dont le siège est à 1 Conway Street, Fitzroy Square, Londres W1 T 6LP, Royaume-Uni est autorisée à exercer ses activités au Burkina Faso.

**Article 2 :** L'association Marie Stopes International a pour objectifs de :

éduquer le public sur la croissance et la limitation de la population, particulièrement sur la planification familiale, le contrôle des naissances et les contraceptifs en vue d'empêcher la pauvreté, les difficultés et la détresse causées par les grossesses non désirées ;  
préserver et protéger la bonne santé, à la fois mentale et physique des parents, des jeunes et des enfants et d'empêcher la pauvreté, les difficultés et la détresse causées par les grossesses non désirées ;  
donner conseil et aide médicale à toutes les personnes qui souffrent d'une maladie physique ou mentale ou d'une détresse résultant d'une stérilité involontaire ou de difficultés relatives à la relation de mariage ou aux problèmes sexuels pour lesquels un conseil ou un traitement médical serait approprié, y compris la fourniture de traitement en relation avec la limitation légale des naissances en cliniques ou dans des centres médicaux pour le soulagement et le bénéfice de telles personnes ;  
soulager la maladie, préserver et protéger la bonne santé par la fourniture de programmes de sélection pour détecter les débuts de maladie traitable et prévisible et en conseillant et en éduquant les personnes dans la manière dont elles peuvent prendre la responsabilité pour leur propre santé et adapter leur style de vie de façon bénéfique.

**Article 3 :** L'association Marie Stopes International est représentée au Burkina Faso par HUGUES Sally, Catherine, Tél. : 75 35 80 57.

**Article 4 :** L'association prendra toutes dispositions utiles pour signer un accord d'établissement avec le Ministre chargé de l'économie et des finances

**Article 5 :** Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Arrêté n°2009-06/MATD/CAB du 27 janvier 2009.

## ARRETE

### Chapitre I : Dispositions générales

Article 1 : En application des dispositions de l'article 7 du décret n°2007-448/PRES/PM/MATD du 18 juillet 2007 portant création, composition, attributions et fonctionnement de la Conférence Nationale de la Décentralisation (CONAD), l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Secrétariat technique permanent de la conférence nationale de la décentralisation sont régis par les dispositions du présent arrêté.

### Chapitre II : Organisation

Article 2 : Le secrétariat Technique Permanent de la Conférence Nationale de la Décentralisation (STP-CONAD) comprend, outre le secrétariat, les services ci-après :

la cellule de l'analyse et de la prospective ;  
le centre national de suivi-évaluation ;  
la cellule de la communication et de la documentation  
le service administratif et financier.

Article 3 : Les services prévus à l'article 2 ci-dessus sont placés sous la responsabilité de chefs de service nommés par arrêté du Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation.

### Chapitre III : Attributions

Article 4 : Le secrétariat technique permanent est l'organe chargé de la préparation, du suivi et de l'exécution des décisions de la conférence nationale de la décentralisation.

Article 5 : Sous l'autorité du Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, le secrétaire permanent a la responsabilité de la gestion administrative, financière et technique du secrétariat technique permanent de la COND.

A ce titre, le secrétariat permanent est notamment chargé :

d'assurer le secrétariat de la CONAD ;  
de l'animation, de la coordination et du contrôle du fonctionnement des services du secrétariat technique permanent de la CONAD ;  
de la supervision de l'exécution de toutes les tâches assignées au STP-CONAD ;  
de la préparation des sessions de la CONAD, du suivi et de l'exécution de ses décisions ;  
de la mise en œuvre du système de collecte d'information sur la qualité du fonctionnement des collectivités territoriales ;  
de la liaison du secrétariat technique permanent avec le cabinet du Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, des institutions partenaires et des autres acteurs de la mise en œuvre de la décentralisation.

Article 6 : Le secrétaire permanent a rang de conseiller technique de département ministériel.

Article 7 : Le secrétariat du secrétaire permanent a pour missions :

de réceptionner les appels téléphoniques ;  
de réceptionner, d'enregistrer, d'expédier et de ventiler le courrier ;  
d'exécuter les opérations de saisie et de traitement de textes, de la reprographie, du classement et de l'archivage de tout document du secrétariat technique permanent ;  
d'organiser les rendez-vous du secrétaire permanent ;  
de préparer matériellement les réunions du secrétariat technique permanent.

Article 8 : La cellule de l'analyse et de la prospective est chargée :

de mener, en relation avec les structures compétentes du Ministère, toutes études et réflexions utiles à la mise en œuvre de la décentralisation ;  
d'élaborer les documents de programmes et les rapports annuels de mise en œuvre de la décentralisation à soumettre à l'approbation de la CONAD ;  
d'animer la recherche et d'assurer la veille stratégique en matière de décentralisation ;  
de centraliser les données relatives aux projets et programmes dans le domaine de la décentralisation.

Article 9 : Le centre national de suivi évaluation est chargé de la mise en œuvre du système de collecte d'information sur la qualité du fonctionnement des collectivités territoriales. A ce titre, il est chargé :

de la conception et du suivi du système de collecte de données et d'informations relatives à la décentralisation auprès des administrations et institutions partenaires ;  
de l'élaboration et du suivi des indicateurs clés de mise en œuvre de la décentralisation ;  
de collecter, de traiter et de diffuser conformément aux standards internationaux, les données relatives au suivi des collectivités territoriales et à la mise en œuvre de la décentralisation ;  
de la production des rapports de suivi évaluation de la mise en œuvre de la décentralisation.

Article 10 : La cellule de la communication et de la documentation est chargée :

d'acquérir, de conserver et d'entretenir la documentation du secrétariat technique permanent et de la CONAD ;  
de concevoir et de gérer le site web ;  
de gérer le fonds documentaires : support papier et électronique, du secrétariat technique permanent ;  
de tenir à la disposition des services et des usagers la documentation du secrétariat technique permanent ;  
de conserver les archives du secrétariat technique permanent ;  
de coordonner les activités de recherche documentaire dans les domaines de la décentralisation ;  
d'assurer en relation avec la direction de la communication et de la presse ministérielle, la couverture médiatique des travaux de la CONAD ;

de veiller à une communication efficace avec les partenaires de la CONAD ;

**Article 11** : Le service administratif et financier est chargé :

d'assister le secrétaire permanent dans l'exécution des tâches de gestion administrative et financière ;  
d'élaborer le budget du secrétariat technique permanent ;  
d'organiser au plan matériel les sessions de la CONAD ;  
de gérer les ressources financières allouées au secrétariat technique permanent ;  
de tenir la comptabilité matière des biens meubles et immeubles ainsi que de leur gestion et de leur entretien ;  
de gérer les ressources humaines ;  
d'élaborer tout document utile à la bonne gestion administrative et financière du secrétariat technique permanent.

#### **Chapitre IV : Fonctionnement**

**Article 12** : Le secrétariat permanent élabore un programme d'activités annuel et des rapports d'activités trimestriels et annuels.

**Article 13** : Il est institué une réunion mensuelle des cadres et une réunion trimestrielle de l'ensemble du personnel du secrétariat technique permanent.

#### **Chapitre V : Dispositions diverses et finales**

**Article 14** : Toutes les dispositions non précisées dans le présent arrêté et qui ont trait à l'organisation et au fonctionnement du secrétariat technique permanent de la CONAD feront l'objet de circulaires et/ou de notes de services.

**Article 15** : Le secrétaire général du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation et le secrétaire permanent de la conférence nationale de la décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature.

**Article 16** : Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires.

### **MINISTRE DES INFRASTRUCTURES ET DU DESENCLAVEMENT**

**DECRET N° 2009-174/PRES/PM/MID portant organisation du Ministère des infrastructures et du désenclavement.**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;  
VU le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;  
VU le décret n° 2008-517/PRES/PM du 3 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;  
VU le décret n° 2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;  
VU le décret n° 2008-403/PRES/PM/SGG-CM du 10

juillet 2008 portant organisation-type des départements ministériels ;

Sur rapport du Ministre des infrastructures et du désenclavement ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 25 février 2009 ;

### **DECRETE**

#### **TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

L'organisation du Ministère des infrastructures et du désenclavement est régie par les dispositions du présent décret et s'articule autour des structures suivantes :

le Cabinet du Ministre ;  
le Secrétariat général.

#### **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AU CABINET DU MINISTRE**

##### **Chapitre 1 : Composition**

Le Cabinet du Ministre comprend :  
les Conseillers techniques ;  
l'Inspection technique des services ;  
la Cellule qualité ;  
le Chef de cabinet ;  
le Secrétariat particulier ;  
le Protocole du Ministre.

##### **Chapitre 2 : Attributions**

Le Cabinet du Ministre est chargé :  
du courrier confidentiel et réservé ;  
des audiences du Ministre ;  
des relations avec le Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des Ministres, les autres ministères, les institutions nationales et internationales ;  
du protocole du Ministre ;  
du contrôle de la gestion administrative et technique des services du ministère ;  
de l'assistance-conseil au Ministre.

##### **Section 1 : Attributions des Conseillers techniques**

Les Conseillers techniques assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.  
Les Conseillers techniques au nombre de cinq (05) au maximum sont choisis en raison de leurs compétences techniques et nommés par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.  
Ils dépendent directement du Ministre et sont placés hors hiérarchie administrative.

##### **Section 2 : Attributions de l'Inspection technique des services (ITS)**

L'Inspection technique des services veille à l'application de la politique du département, assure le suivi-conseil et le contrôle du fonctionnement des services, projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :



de l'appui-conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services, projets et programmes ;  
du contrôle de l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;

des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;  
du suivi du fonctionnement de chaque structure du ministère et des relations entre elles en vue d'assurer un déroulement harmonieux des activités et d'attirer l'attention du ministre sur tout dysfonctionnement ;

de l'étude des réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes ;

de la lutte contre la corruption au sein du ministère ;

de toute autre mission à elle confiée par le Ministre.

Le pouvoir de contrôle et de vérification de l'Inspection technique des services s'exerce aussi bien a priori qu'a posteriori, sur les structures centrales, rattachées, déconcentrées et de mission placées sous tutelle du ministère.

L'Inspection technique des services dresse à cet effet des rapports de contrôle et vérification à l'attention du Ministre.

L'Autorité supérieure de contrôle d'Etat est ampliatrice de tous les rapports de l'Inspection technique des services du Ministère des infrastructures et du désenclavement.

L'Inspection technique des services est dirigée par un Inspecteur Général des services nommé par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.

L'Inspecteur général des services relève directement du Ministre. Il est placé hors hiérarchie administrative et bénéficie des mêmes avantages que les Conseillers techniques.

L'Inspecteur général des services est assisté d'inspecteurs techniques au nombre de dix (10) au maximum nommés par décret en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre.

L'Inspecteur général des services et les inspecteurs techniques sont choisis parmi les cadres supérieurs en raison de leur compétence technique et de leur moralité.

Les inspecteurs techniques bénéficient des mêmes avantages que les directeurs généraux des services.

### Section 3 : Attributions de la Cellule Qualité

La Cellule qualité est une structure de mission chargée de renseigner le Ministre sur la qualité des prestations intellectuelles et de l'exécution physique des travaux.

A ce titre, elle est chargée :

d'assurer le contrôle-qualité des études et autres prestations intellectuelles et des travaux exécutés dans le cadre des projets et programmes, notamment à travers des missions sur le terrain, des visites de locaux et d'installations ;  
de participer à la validation des rapports d'études et des dossiers d'appel à la concurrence ;  
de proposer au Ministre toutes dispositions à mettre en œuvre pour garantir la qualité des études et des ouvrages ;  
de recenser et contribuer à vulgariser au sein des structures les bonnes pratiques en matière de gestion des projets et de service public.

La Cellule qualité est dirigée par un Chef de cellule nommé par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre. Placé hors hiérarchie administrative, il a rang de conseiller technique et dépend directement du Ministre.

Les autres membres de la Cellule qualité, au nombre de trois au maximum, sont nommés en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre. Ils bénéficient des mêmes avantages que les directeurs généraux des services.

### Section 4 : Attributions du Chef de Cabinet

Le Chef de cabinet est chargé :

d'assurer la coordination des activités du Cabinet du Ministre ;

d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le secrétariat particulier ;

d'assurer les contacts officiels avec les cabinets ministériels en relation avec le Secrétaire général.

Le Chef de cabinet est nommé par décret en conseil des Ministres sur proposition du Ministre. Il bénéficie des avantages accordés aux directeurs de services.

En cas d'absence du Chef de cabinet, l'intérim est assuré par un Conseiller technique.

### Section 5 : Attributions du Secrétariat particulier

Le Secrétariat particulier assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et réservé, des télécopies et des messages électroniques du Ministre. Il est dirigé par un (e) Secrétaire particulier (ère) nommé (e) par arrêté du Ministre.

### Section 6 : Attributions du Protocole du Ministre

Le Protocole du Ministre est chargé, en relation avec le Protocole d'Etat, de l'organisation des cérémonies, des audiences et des déplacements officiels du Ministre. Il est nommé par arrêté du Ministre.

## **TITRE III – DISPOSITIONS RELATIVES AU SECRETARIAT GENERAL**

Pour la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement dans les secteurs des infrastructures et du désenclavement, le Ministre dispose d'un Secrétariat général dont la composition et les attributions sont régies par les dispositions ci-dessous.

### **Chapitre I : Composition du Secrétariat général**

Le Secrétariat général comprend :

Les services du Secrétaire général ;

les structures centrales ;

les structures déconcentrées ;

les structures rattachées ;

les structures de mission.

### Section 1 : Les services du Secrétaire général

Pour la coordination administrative et technique des structures du ministère, le Secrétaire général dispose :

d'un Secrétariat particulier ;

d'un Bureau d'études ;

d'un Service central du courrier ;

d'un Service de la documentation et des archives.

Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études, au nombre de cinq au plus, désignés parmi les cadres supérieurs,

en raison de leurs compétences techniques et nommés par décret en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre. Ils bénéficient des avantages accordés aux directeurs de services.

### Section 2 : Les structures centrales

Les structures centrales comprennent :

les structures d'appui ;

les Directions générales.

Les structures d'appui sont :

la Direction de l'administration et des finances ;

la Direction des études et de la planification ;

la Direction des marchés publics ;

la Direction des ressources humaines ;

la Direction de la communication et de la presse ministérielle.

Les Directions générales sont :

la Direction générale des routes ;

la Direction générale des pistes rurales ;

la Direction générale des ouvrages d'art.

### Section 3 : Les structures déconcentrées

Les structures déconcentrées sont les démembrements du Ministère des infrastructures et du désenclavement au niveau régional et comprennent les Directions régionales des infrastructures et du désenclavement (DRID).

Les Directions régionales des infrastructures et du désenclavement sont implantées dans les chefs-lieux de régions administratives. Elles sont au nombre de treize (13).

### Section 4 : Les structures rattachées

Les structures rattachées du Ministère des infrastructures et du désenclavement comprennent les établissements publics de l'Etat, les sociétés d'Etat, les projets et programmes autonomes de développement concourant à l'accomplissement des missions du ministère.

Les structures rattachées du Ministère des infrastructures et du désenclavement sont :

le Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics (LNBTP) ;

le Fonds d'entretien routier du Burkina (FER-B) ;

l'Institut géographique du Burkina (IGB) ;

L'Ecole de formation et de perfectionnement des travaux publics (EFP-TP).

### Section 5 : Les structures de mission

Les structures de mission sont celles créées pour exécuter les missions conjoncturelles ou temporaires du département.

Les structures de mission rattachées au Secrétariat général sont :

la Coordination du deuxième programme sectoriel des transports, chargée de coordonner et de suivre la mise en œuvre du programme ;

les Comités de pilotage des projets et programmes de développement (CPPPD).

## **Chapitre II : Attributions du Secrétariat général**

### Section 1 : Attributions du Secrétaire général

Le Secrétaire général, placé sous l'autorité du Ministre, assure la gestion administrative et technique du Ministère des infrastructures et du désenclavement.

Il assiste le Ministre dans la mise en œuvre de la politique du

ministère en matière d'infrastructures et du désenclavement.

Il est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission du département.

Il assure les relations techniques du département avec les structures techniques des autres Ministères, le Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des Ministres et les institutions nationales.

En cas d'absence du Secrétaire général, le Ministre nomme un intérimaire parmi quatre (04) directeurs de services désignés sur une liste établie à cet effet. Les modalités d'établissement de la liste sont fixées par arrêté du Ministre.

Lorsque l'absence excède trente (30) jours, l'intérimaire est nommé par arrêté du Ministre. Lorsque l'absence n'excède pas trente (30) jours, l'intérimaire est nommé par note de service. En tout état de cause, l'intérim ci-dessus mentionné ne saurait excéder trois (03) mois.

A l'exception des documents destinés au Chef de l'Etat, au Chef du Gouvernement, aux membres du Gouvernement, aux Présidents d'institutions et aux Ambassadeurs, le Secrétaire général reçoit délégation de signature pour :

les lettres de transmission et d'accusé de réception ;

les ordres de mission à l'intérieur du Burkina Faso ;

les décisions de congé ;

les décisions d'affectation ainsi que l'ensemble des actes de gestion du personnel des services relevant du Secrétariat général ;

les textes des communiqués ;

les télécopies.

Outre les cas de délégation prévus à l'article 31 ci-dessus, le Ministre peut, par arrêté, donner délégation de signature au Secrétaire général pour toutes autres matières relatives à la gestion quotidienne du ministère.

Pour tous les actes sus-visés aux articles 31 et 32 du présent décret, la signature du Secrétaire général est toujours précédée de la mention « Pour le Ministre et par délégation, le Secrétaire général ».

### Section 2 : Attributions des services du Secrétariat général

#### Paragraphe 1 : Attributions du Bureau d'études

Le Bureau d'études assure l'étude, le traitement et le suivi des dossiers qui leur sont confiés par le Secrétaire général. Ils effectuent toute autre mission à eux confiée par le Secrétaire général.

#### Paragraphe 2 : Attributions du Secrétariat particulier du Secrétaire général

Le Secrétariat particulier du Secrétaire général est responsable de la gestion des appels téléphoniques et des audiences du Secrétaire général, ainsi que du classement du courrier et des dossiers. Il assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel. Il assure la gestion des matériels, équipements et fournitures de bureau du Secrétariat général.

Le Secrétariat particulier du Secrétaire général est dirigé par un Chef de service nommé par arrêté du Ministre.

#### Paragraphe 3 : Attributions du Service central du courrier

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire du Cabinet du Ministre et du Secrétariat général et veille à son traitement diligent. Il assure l'enregistrement, le classement et la diffusion des lettres ordinaires, bordereaux d'envoi, arrêtés, notes de service, décisions, autorisations, ordres de mission et certificats signés par le Ministre et par le Secrétaire général.

Le Service central du courrier est dirigé par un Chef de service nommé par arrêté du Ministre.

Paragraphe 4 : Attributions du Service de la documentation et des archives

Le Service de la documentation et des archives est chargé, en relation avec le Centre national des archives, de la définition et de la mise en œuvre de la politique du ministère en matière de gestion et de conservation des archives et de la documentation. A ce titre, il est chargé :

- d'élaborer et de mettre à jour, en cas de besoin, les procédures de gestion des archives produites par les différents services du ministère ;
- d'appuyer les autres structures du ministère dans la gestion de leurs archives ;
- de procéder au pré-archivage et au reversement des archives historiques du ministère au Centre National des Archives ;
- d'œuvrer à l'acquisition de la documentation technique relevant des domaines de compétences du ministère et d'en assurer la gestion ;
- de mettre à la disposition des services et du public de la documentation et des archives non confidentielles du ministère.

Le Service de la documentation et des archives est dirigé par un Chef de service nommé par arrêté du Ministre.

Section 3 : Attributions des structures centrales

Paragraphe 1 : Des structures d'appui

1.1. La Direction de l'Administration et des Finances (D.A.F.)

La Direction de l'administration et des finances a pour mission la gestion comptable des ressources financières et matérielles du département.

A ce titre, elle est chargée :

- de la conduite et du suivi de toutes les activités et opérations entrant dans le cadre de la gestion financière, comptable et matérielle du département ;
- de la préparation, de l'exécution et du suivi du budget ;
- de la gestion des crédits budgétaires du département ;
- de l'acquisition et de la répartition des fournitures, matériel de bureau, matériel informatique, matériel roulant et équipements divers nécessaires au fonctionnement du département ;
- de la programmation et du suivi de l'aménagement des locaux nécessaires au fonctionnement des services centraux et déconcentrés du département ;
- de l'entretien des infrastructures du département ;
- du suivi, de la gestion, de l'entretien et de la réparation du matériel de bureau, du matériel roulant et des équipements divers ;
- de la tenue de la comptabilité des biens meubles et immeubles ;
- de la tenue d'un livre-journal d'inventaire ;
- de la gestion et du suivi des comptes spéciaux et des comptes ouverts dans les banques ;

de la gestion des dons et legs.

1.2. La Direction des Etudes et de la Planification (D.E.P.)

La Direction des études et de la planification assure la planification, la programmation, le suivi-évaluation des activités du ministère et veille au renforcement des relations entre le ministère et ses partenaires.

A ce titre, elle est chargée :

- de la préparation et du suivi des études de faisabilité ;
- des études nécessaires à la définition des politiques sectorielles et des schémas directeurs du ministère ;
- de l'élaboration des stratégies de développement à court, moyen et long termes ainsi que du programme d'investissement public dans les domaines des infrastructures et du désenclavement selon les orientations politiques et macro économiques nationales ;
- des études d'amélioration de l'organisation, du fonctionnement et des performances du ministère ;
- de la centralisation, de la vérification, de l'analyse, de la synthèse et de la diffusion de l'ensemble des données relatives à tous les domaines du département ;
- du suivi et de l'évaluation des activités, projets, programmes, stratégies et politiques du ministère ainsi que de leurs impacts socio-économiques et environnementaux ;
- du suivi de la mise en œuvre des cadres stratégiques, schémas directeurs et politiques sectorielles et multisectorielles auxquels le département est partie prenante ;
- de la participation à la mobilisation des fonds nécessaires à la réalisation des projets du ministère et aux négociations des accords de financement ;
- du suivi des accords de financement ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un schéma directeur et de plans de développement de l'informatique et des technologies de l'information et de la communication ;
- de la représentation du ministère au sein des commissions mixtes de coopération ;
- du suivi de la mise en œuvre des actes et décisions des institutions sous-régionales africaines et internationales concernant le ministère ;
- de la préparation et de la tenue des assises du Conseil d'administration du Secteur Ministériel ainsi que du suivi de ses conclusions ;
- de la présidence de la commission de délivrance et de retrait des agréments délivrés par le ministère ;
- de la promotion du secteur privé et du renforcement de la synergie entre le secteur public d'une part et le secteur privé et la société civile d'autre part, dans l'accomplissement des missions du ministère.

1.3. La Direction des Marchés Publics (D.M.P.)

La Direction des marchés publics a pour mission l'élaboration du plan de passation des marchés, la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et le suivi de l'exécution desdits marchés.

A ce titre, elle est chargée :

- de la présidence de la commission d'attribution des marchés (CAM) et du traitement des dossiers y afférents en relation avec les services compétents et conformément aux textes en vigueur ;
- de la proposition au Cabinet, d'outils de travail et de dispositions permettant d'améliorer la transparence et les performances du département en matière de passation des marchés ;

de l'appui aux autres services du ministère dans les phases d'élaboration des dossiers de mise en concurrence, ainsi que de passation et d'approbation et d'exécution des contrats ;  
 de l'élaboration des contrats et du suivi de leur exécution ;  
 de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des plans de passation des marchés du ministère ;  
 de la tenue, de la gestion et de l'archivage des documents de passation des marchés ;  
 de l'étude et du suivi de l'évolution des prix dans les domaines d'activité du ministère ;  
 de la mise à jour du plan de charge des entreprises ;  
 de la mise à jour de la liste des entreprises méritantes et de la liste des entreprises qui ne sont pas admises à participer aux procédures de passation des marchés publics ;  
 de la contribution à la prévention, la gestion et la résolution des litiges et contentieux découlant de l'exécution des marchés publics.

#### 1.4. La Direction des Ressources Humaines (D.R.H.)

La Direction des ressources humaines est chargée de la définition et de la mise en œuvre de la politique de développement des ressources humaines du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- de la gestion du personnel du département ;
- de la gestion prévisionnelle des effectifs du ministère ;
- de l'élaboration des plans de carrière et du suivi de la carrière des agents relevant du département ;
- de l'organisation des mutations et des mouvements du personnel ;
- de la tenue et de la gestion des dossiers des agents ;
- de la participation au recrutement des personnels du ministère ;
- de la recherche et de la mise en œuvre des moyens et actions susceptibles d'accroître la productivité, le rendement, l'efficacité des agents ;
- du suivi de la mise en œuvre de la réforme globale de l'administration publique et du système d'évaluation des agents publics ;
- de l'étude des besoins de formation des agents des différents services du Ministère des infrastructures et du désenclavement ;
- de la planification, de la coordination et du suivi des actions de formation en relation avec les structures compétentes ;
- de la coordination des activités relevant du domaine de la solidarité et de l'intervention sociale en faveur des agents du département ;
- du bon fonctionnement des organes consultatifs existant dans le ministère ;
- du maintien de bonnes relations avec les organisations et syndicats du personnel.

#### 1.5. La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (D.C.P.M.)

La Direction de la communication et de la presse ministérielle est chargée de toutes les questions de presse, d'information et de communication qui intéressent le ministère, de même que des relations avec les institutions et les organes de presse publics ou privés.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer la stratégie de communication interne et externe du ministère et d'assurer le suivi de sa mise en œuvre ;
- d'organiser et de préparer les activités du Ministre dans ses

- relations avec les différents organes d'information et le public ;
- de conduire les actions engagées par le Cabinet en matière de communication et de sensibilisation des usagers de la route et des populations et d'appuyer les autres structures du ministère dans leurs actions ;
- d'assurer la production audio-visuelle et la parution des journaux ou revues du ministère ;
- d'assurer la gestion du site web du ministère ;
- de dépouiller et d'analyser pour le compte du Ministre, les périodiques, revues, journaux et articles sur le web présentant un intérêt pour le ministère ;
- de mettre en place les statistiques et documentation de presse ayant un rapport avec l'activité du ministère.

### Paragraphe 2 : Des Directions générales

#### 2.1. La Direction Générale des Routes (D.G.R.)

La Direction générale des routes met en œuvre la politique de sauvegarde et de développement des infrastructures routières sur le réseau classé.

A ce titre, elle est chargée :

- de la gestion du réseau routier national classé ;
- de la gestion de la banque de données routières ;
- de la planification, de la programmation, de la coordination et du suivi des opérations de constructions neuves et d'entretien sur l'ensemble du réseau routier classé ;
- de l'établissement et du contrôle des normes de construction et d'entretien des infrastructures routières ;
- de l'actualisation de la classification des routes ;
- de l'élaboration des études en régie et du contrôle des études élaborées par des tiers en matière de route ;
- de la réalisation des enquêtes d'utilité publique dans le cadre de la préparation des grands projets routiers ;
- de l'analyse des dossiers d'exécution des projets d'infrastructures routières réalisés par d'autres services techniques avant production des dossiers définitifs ;
- de la préparation des marchés d'études et de travaux de routes ;
- de la supervision ou du contrôle technique des travaux de routes réalisés à l'entreprise et de la gestion administrative et financière des projets y afférents ;
- de la réception provisoire et définitive des routes pour le compte de l'administration ;
- de l'application des mesures environnementales et sociales dans l'exécution des projets ;
- de toute autre mission à elle confiée par le Ministre et relevant de ses compétences.

La Direction générale des routes comprend :

- la Direction du contrôle interne et de la coordination (DCIC) ;
- la Direction de la planification, des études et du suivi (DPES) ;
- la Direction de la construction et de la reconstruction (DCR) ;
- la Direction de l'entretien routier (DER) ;
- la Direction de la gestion des contrats (DGC) ;
- le Service administratif et financier (SAF).

#### 2.2. La Direction Générale des Pistes Rurales (D.G.P.R.)

La Direction générale des pistes rurales met en œuvre la politique de sauvegarde et de développement des pistes rurales.

A ce titre, elle est chargée :

- de la définition en concertation avec toutes les parties prenantes

tes de la stratégie nationale en matière de pistes rurales et du suivi de sa mise en œuvre ;  
 de la gestion de la banque de données des pistes rurales ;  
 de la conception, de la réglementation et de la normalisation sur le réseau des pistes rurales et du suivi de leur application ;  
 de la coordination, de l'organisation et du suivi des interventions sur les pistes rurales ;  
 de l'élaboration des études techniques d'exécution de pistes rurales et du suivi de celles élaborées par des tiers ;  
 de la préparation des marchés d'études et de travaux de routes ;  
 de la supervision des travaux de pistes rurales ;  
 de l'appui aux collectivités territoriales par des actions d'organisation, de formation et de sensibilisation des collectivités locales pour mieux assurer leur rôle de maître d'ouvrage des pistes ;  
 de l'application des mesures environnementales et sociales dans l'exécution des projets ;  
 de toute autre question à elle confiée par le Ministre et relevant de ses compétences.

La Direction générale des pistes rurales comprend :  
 la Direction des études et du suivi (DES) ;  
 la Direction de la coordination des travaux (DCT) ;  
 la Direction d'appui aux collectivités territoriales (DACT) ;  
 le Service administratif et financier (SAF).

### 2.3. La Direction Générale des Ouvrages d'Art (D.G.O.A.)

La Direction générale des ouvrages d'art a pour mission le contrôle des études et des travaux de réalisation des grands ouvrages d'art ainsi que la mise en œuvre de la politique de préservation du patrimoine national des ouvrages d'art et des mesures d'urgence appropriées en cas de rupture du trafic au niveau d'un tel ouvrage.

A ce titre, elle est chargée :

de l'établissement et du contrôle des normes de construction, de suivi et d'entretien des ouvrages d'art ;  
 du contrôle des études élaborées par des tiers en matière d'ouvrages d'art ;  
 de la conception et de la vérification des plans d'ouvrages selon les spécificités des zones d'implantation. A ce titre, elle effectue des missions de terrain avec les cabinets chargés des études et participe à la validation de celles-ci ;  
 de l'analyse de dossiers d'exécution des projets de grands ouvrages d'art réalisés par d'autres services techniques avant production des dossiers définitifs ;  
 du contrôle technique des travaux de grands ouvrages d'art réalisés à l'entreprise et de la gestion administrative et financière des projets y afférents ;  
 de la réception provisoire et définitive des travaux de grands ouvrages d'art pour le compte de l'administration ;  
 de l'inventaire, du suivi et de la gestion des ouvrages d'art ;  
 de la gestion de la banque de données des ouvrages d'art ;  
 d'entretien des ouvrages d'art ;  
 de la planification, de la programmation, de la coordination et du suivi des opérations d'auscultation, d'entretien et de réparation des ouvrages d'art ;  
 de la préparation et de la mise en œuvre de mesures d'urgence en cas de difficultés affectant le trafic sur les ouvrages d'art (ponts de secours, itinéraires de déviation au niveau des ouvrages sensibles, etc.) ;

de la gestion administrative, technique et financière des projets de construction, d'entretien et de réparation des grands ouvrages d'art ;  
 de la préparation des marchés d'études et de travaux de réparation de grands ouvrages d'art ;  
 de l'application des mesures environnementales et sociales dans l'exécution des projets ;  
 de toute autre mission à elle confiée par le Ministre et relevant de ses compétences.

La Direction générale des ouvrages d'art comprend :

la Direction des études (DE) ;  
 la Direction des travaux et du suivi des ouvrages (DTSO) ;  
 le Service administratif et financier (SAF).

### Section 4 : Attributions des structures déconcentrées

Les Directions régionales des infrastructures et du désenclavement sont chargées, en collaboration avec les structures centrales, de la mise en œuvre et du suivi des missions du département dans leurs régions administratives de compétence.

## **TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

L'organisation et le fonctionnement de la Cellule Qualité, des services du Secrétariat général, des structures centrales, déconcentrées et de mission sont précisés par arrêtés du Ministre.

L'organisation et le fonctionnement des structures de mission relevant de plusieurs départements ministériels sont fixés par arrêtés interministériels le cas échéant.

L'organisation et le fonctionnement des structures rattachées sont régis par leurs textes de création, leurs statuts et/ou leur règlement intérieur.

En cas d'empêchement des responsables des structures centrales, déconcentrées, rattachées ou de mission, le Secrétaire général propose au Ministre un intérimaire parmi les responsables de services.

Lorsque l'absence n'excède pas trente (30) jours, l'intérimaire est nommé par note de service du Secrétaire général.

Lorsque l'absence excède trente (30) jours, l'intérimaire est nommé par arrêté du Ministre.

En tout état de cause, l'intérim des responsables des structures centrales, déconcentrées, rattachées ou de mission ne saurait excéder six (6) mois.

Le Secrétaire général, les Directeurs des structures centrales, les Directeurs des structures déconcentrées, les Directeurs des structures rattachées et les Directeurs des structures de mission ainsi que les Directeurs des services relevant des Directions générales sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre.

Les Chefs de service relevant des structures centrales et déconcentrées sont nommés par arrêté du Ministre.

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n° 2006-412/PRES/PM/MID du 11 septembre 2006 portant organisation du Ministère des infrastructures et du désenclavement.

Le Ministre des infrastructures et du désenclavement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 8 avril 2009

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre des infrastructures et du désenclavement  
**Seydou KABORE**

**MINISTERE DU COMMERCE, DE LA PROMOTION  
DE L'ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT**

**DECRET N° 2009-203/PRES/PM/MCPEA du 16 avril 2009  
portant nomination d'un Secrétaire général.**

**ARTICLE 1 :** Madame Amélie TAMBOURA/SAWA-DOGO, Mle 16 592 F, Conseiller des affaires économiques, est nommée Secrétaire générale du Ministère du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée et sera publié au Journal Officiel du Faso.

**Ouagadougou, le 16 avril 2009**

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre  
**Tertius ZONGO**

Le Ministre du commerce, de la promotion  
de l'entreprise et de l'artisanat  
**Mamadou SANOU**

**PARTIE NON OFFICIELLE**

**ANNONCES**

*L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur  
des annonces et avis publiés sous cette rubrique par les particuliers*

**Récépissé de déclaration d'association n° 2008-201/MATD/RHBS/PHUE/HCBDS/SG/DAG. du juin 2008.** Le haut-commissaire de la province du Houet, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « Association des Eleveurs de Porcs » (A.E.P)

Siège : Commune de Bobo-Dioulasso, province du Houet

**Objectifs :** L'association des Eleveurs de Porcs » poursuit les objectifs suivants :

encourager et accompagner la concertation entre les acteurs de la filière porc pour une synergie d'action ;  
encourager et travailler à la professionnalisation de la filière dans la commune et à une planification de l'offre pour répondre au marché ;  
capitaliser, diffuser, informer et former les membres des opportunités de marchés et de prix ;  
encourager la participation des acteurs et leurs implications dans la définition et la mise en œuvre des politiques et programmes de développement de la filière au niveau de la commune ;  
favoriser la concertation et la coopération entre l'association professionnelle au niveau communal ;  
lutter contre toute forme de tracasserie ;  
promouvoir la production, la transformation et la commercialisation du porc ;  
promouvoir la solidarité entre acteurs (éleveurs, commerçants transformateurs) en vue d'établir un climat de confiance mutuelle entre les acteurs et la transparence dans les relations commerciales.

La composition de l'organe dirigeant de « l'association des Eleveurs de Porcs » est la suivante :

Président : BONI D. Jean Martin, Farako-Bâ  
Tél. : 70 27 72 74  
Vice-présidente : BATIONO Rosine, Sarfalah  
Tél. : 70 75 34 64  
Secrétaire générale : TRAORE Aoua, Kodéni  
Tél. : 70 25 11 04  
Secrétaire adjoint : SOME Benoît, Matourkou  
Tél. : 78 10 77 98  
Trésorier général : BAZIE Thomas, secteur n°02  
Tél. : 76 56 76 84  
Trésorière générale adjointe : KADEBA/OUOBA Marguerite, Sarfalah  
Tél. : 70 15 02 96  
Secrétaire à l'information et à la formation : BADO Clément, Farako-Bâ  
Tél. : 70 63 27 23.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2008-269/MATD/RCEN/PKAD/HC/SG/DASE du 09 décembre 2008.** Le haut-commissaire de la province du Kadiogo, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de renouvellement de bureau pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « Union des Transporteurs Routiers de Voyageurs de la Gare de l'Est de Ouagadougou en abrégé « UTRV-GE » dont le siège est à Ouagadougou, secteur n°28 a pour objectifs de :

Siège : Ouagadougou, province du Kadiogo

**Objectifs :**

maintenir et développer les liens professionnels entre les différents membres ;  
promouvoir l'activité de transport routier de voyageurs ;  
fédérer les moyens pour une meilleure représentativité des acteurs du transport de voyageurs dans l'environnement économique national ;

créer un cadre propice pour l'autopromotion des acteurs transport voyageurs ;  
 œuvrer pour l'entretien et le bon fonctionnement de la gare de l'Est ;  
 participer à tout projet communal tendant à réaliser au profit des transporteurs routiers de voyageurs, des aménagements à la gare de l'est ;  
 appuyer toute activité entrant dans le cadre de l'amélioration des conditions d'exercice du transport routier de voyageurs en particulier pour les utilisateurs de la gare de l'est.

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et /ou de la direction de l'association:

Président : BOUDA Mahamadi, gare de l'est  
 Tél. : 70 24 56 29

1<sup>er</sup> Vice-président : KOUDOUGOU Salif, gare de l'est  
 Tél. : 70 25 80 24

2<sup>ème</sup> Vice-président : COMPAORE Saïdou, gare de l'est, Tél. : 70 22 71 08

3<sup>ème</sup> Vice-président : KABORE Paulin, gare de l'est  
 Tél. : 70 25 16 67

Secrétaire général : KABORE Antoine, gare de l'est  
 Tél. : 70 28 60 90

Secrétaire général adjoint : SAWADOGO Hado, gare de l'est  
 Tél. : 70 22 51 48

Trésorier général : KARGOUGOU Mahamado, gare de l'est  
 Tél. : 70 22 16 60

1<sup>er</sup> Trésorier général adjoint : YAMEOGO Karim, gare de l'est Tél. : 70 27 25 36

2<sup>ème</sup> Trésorier général adjoint : GANEMTORE Saïdou, gare de l'est Tél. : 70 43 48 41

Secrétaire à l'organisation : BAGUIAN Karim, gare de l'est  
 Tél. : 50 34 61 11

1<sup>er</sup> Secrétaire adjoint à l'organisation : TOUGMA Alassane, gare de l'est Tél. : 70 25 23 03

2<sup>ème</sup> Secrétaire adjoint à l'organisation : COMPAORE Yacouba, gare de l'est Tél. : 70 12 89 43

3<sup>ème</sup> Secrétaire adjoint à l'organisation : KABORE Lassané, gare de l'est Tél. : 70 28 60 94

Secrétaire à l'information : KABORE Issaka, gare de l'est  
 Tél. : 76 61 36 31

1<sup>er</sup> Secrétaire adjoint à l'information : NIKIEMA Justin, gare de l'est Tél. : 76 19 01 69

2<sup>ème</sup> Secrétaire adjoint à l'information : DJIGUEMDE Idrissa, gare de l'est Tél. : 78 80 84 29

3<sup>ème</sup> Secrétaire adjoint à l'information : OUEDRAOGO Ousmane, line de Boalghin

4<sup>ème</sup> Secrétaire adjoint à l'organisation : SAWADOGO Amidou, gare de l'est Tél. : 70 30 07 39

Secrétaire à la jeunesse et du sport : TRAWINA Mady, gare de l'est Tél. : 70 24 78 30

1<sup>er</sup> Secrétaire à la jeunesse et du sport : WANGRE Saïdou, gare de l'est Tél. : 70 12 77 41

2<sup>ème</sup> Secrétaire à la jeunesse et du sport : KABORE Oumarou, gare de l'est Tél. : 70 26 25 05

Secrétaire aux relations extérieures : POGBINA Souleymane, gare de l'est Tél. : 70 14 05 05

1<sup>er</sup> Secrétaire adjoint aux relations extérieures : TAPSOBA Issouf, gare de l'est

2<sup>ème</sup> Secrétaire adjoint aux relations extérieures : YONABA Moussa, gare de l'est Tél. : 70 27 25 34

Secrétaire à la formation : SISSAO Adama, gare de l'est  
 Tél. : 70 27 25 34

1<sup>er</sup> Secrétaire adjoint à la formation : PORGO Inoussa dit Sankara, gare de l'est Tél. : 78 85 35 42/70 23 81 62

2<sup>ème</sup> Secrétaire adjoint à la formation : KOMBERE Khalifa, gare de l'est Tél. : 70 23 60 33

1<sup>er</sup> Commissaire aux comptes : YAMWEMBA Ablassé, gare de Pissy

2<sup>ème</sup> Commissaire aux comptes : OUEDRAOGO Boureima, gare de l'est Tél. : 70 80 61 62

1<sup>er</sup> Conseiller : BAGUIAN Amanssé, gare de l'est  
 Tél. : 70 24 48 86

2<sup>ème</sup> Conseiller : El Hadj SISSAO Séni, gare de l'est  
 Tél. : 70 24 58 74

3<sup>ème</sup> Conseiller : BONKOUNGOU Salif, gare de l'est  
 Tél. : 70 27 95 85

4<sup>ème</sup> Conseiller : GUIRE Mahamado, gare de l'est  
 Tél. : 70 17 01 93

5<sup>ème</sup> Conseiller : SANA Rasmané, gare de l'est  
 Tél. : 50 36 68 99

6<sup>ème</sup> Conseiller : DAYAMBA Jean Paul, gare de l'est

7<sup>ème</sup> Conseiller : YONI Ali, gare de l'est Tél. : 70 11 67 43

8<sup>ème</sup> Conseiller : GANEMTORE Madi, gare de l'est  
 Tél. : 70 22 13 69

9<sup>ème</sup> Conseiller : ZIDWEMBA P. Souleymane, gare de l'est.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-003/MATD/RCSN/PZNV/HC du 17 mars 2009.** Le haut-commissaire de la province du Zoundwéogo, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « Association Na Kogl B Zanga » (ANKZ)

Siège : Manga province du Zoundwéogo

Objectifs : L'Association dénommée « Na Kogl B Zanga » (ANKZ) a pour objectifs de :

sensibiliser et informer sur les fléaux qui minent la société ;  
 lutter contre la pauvreté ;  
 promouvoir les activités de contre saison par la petite irrigation et l'élevage ;  
 sensibiliser la population en vue de la scolarisation massive des filles ;  
 mener des activités de reboisement et lutter contre les feux de brousse ;  
 constituer un appui à l'accès de l'eau potable ;  
 sensibiliser les populations pour l'entretien de la faune et la flore ;  
 permettre des échanges d'expériences entre les membres de

l'association et d'autres associations ou structures caritatives.

Noms, prénoms des personnes actuellement chargées de l'administration ou de la direction de l'association :

Président : SAGA Sylvain, catéchiste à Guibkoudogo  
Tél. : 76 95 05 92  
Présidente adjointe : NAYAOGUE Micheline, ménagère à Imasgo Tél. : 75 12 47 67  
Secrétaire : KONDITAMDE Benoît, Catéchiste à Koakin Tél. : 75 36 94 08  
Secrétaire générale adjointe : DIPAMA Marcheline, ménagère à Guiba BP 141 Manga  
Trésorier : COMPAORE Athanase, catéchiste à Boura/Yakin Tél. : 76 56 55 60  
Trésorière adjointe : BILGO Marie, ménagère à Sougou Tél. : 75 13 03 31  
Secrétaire à l'organisation : BOUDA Jean-Pierre, catéchiste à Tanguin Tél. : 75 44 19 15  
Secrétaire à l'information : BOUDA Emmanuel, catéchiste à Guiba Tél. : 70 67 2 15  
Commissaire aux comptes : ROUAMBA Albert, catéchiste à Dissomey Tél. : 76 61 61 92  
Conseiller : ROUAMBA Alphonse, catéchiste à Larga Tél. : 76 62 34 19  
Conseiller adjoint : GUIGMA Rosalie, catéchiste à Guibkoakin BP 141 Manga.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-106/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 19 mars 2009.**  
Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « Association Suugre Nooma pour le Développement » en abrégé : A.S.N.D.

Siège : Ouagadougou, province du Kadiogo

Objectifs : L'Association Suugre Nooma pour le Développement a pour buts de :

soutenir moralement les femmes ;  
défendre les intérêts moraux des membres ;  
créer un espace de rencontre, d'échange et de divertissement avec les femmes ;  
améliorer les conditions de vie des membres en difficulté ;  
accorder une place de choix à ces personnes exclues ;  
promouvoir le rapport d'amitié et de solidarité entre les membres ;  
développer un environnement favorable à la formation, l'éducation et la santé des membres et leur intégration sociale et économique

La composition de l'organe dirigeant de l'association Suugre Nooma pour le Développement est la suivante :

Présidente : NAKO Mariam, 03 BP 7115 Ouagadougou 03, Tél. : 76 85 80 09  
Vice-présidente : KAFANDO Salamata, 03 BP 7115

Ouagadougou 03, Tél. : 70 45 81 17  
Secrétaire générale : ZOUNGRANA Awa, BP 506 Ouagadougou Tél. : 70 36 65 55  
Secrétaire générale adjointe : TRAORE Aminata, BP 506 Ouagadougou Tél. : 78 24 12 41  
Trésorière : SAWADOGO Pauline, BP 506 Ouagadougou Tél. : 76 03 75 34  
Trésorière adjointe : KABORE Angelle, 03 BP 7011 Ouagadougou 03, Tél. : 75 23 05 59  
Secrétaire à l'information : OUEDRAOGO Rihanata, 03 BP 711 Ouagadougou 03, Tél. : 75 04 40 17  
Secrétaire à l'information adjointe : YANOGO Adeline, BP 5029 Ouagadougou Tél. : 78 25 12 48  
Conseillère : SAWADOGO Pauline, BP 623 Ouagadougou Tél. : 76 42 51 41  
Conseillère adjointe : TIEMTORE Marceline, BP 623 Ouagadougou Tél. : 78 28 80 94.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-119/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 19 mars 2009.**  
Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « Songre »

Siège : Ouagadougou, province du Kadiogo

Objectifs : L'Association Songre a pour objectif général de contribuer au développement social, économique et culturel de la population.

Ses objectifs spécifiques sont :

promouvoir les activités génératrices de revenus des femmes à travers des micro projets ;  
sensibiliser les femmes sur leurs droits et devoirs ;  
promouvoir l'éco citoyenneté ;  
promouvoir les droits de l'enfant

La composition de l'organe dirigeant de l'association Songre est la suivante :

Présidente : OUEDRAOGO Fatoumata, 11 BP 1433 Ouagadougou 11, Tél. : 70 28 29 15  
Secrétaire général : OUEDRAOGO Boureima, Tél. : 70 22 19 48  
Secrétaire générale adjointe : OUEDRAOGO Azarra, Tél. : 76 60 97 95  
Trésorière : OUEDRAOGO Mamounata, Tél. : 70 03 28 37  
Trésorière adjointe : CONGO Alizèta, Tél. : 78 29 67 72  
Responsable aux activités socio culturelles : KABRE Yacouba, Tél. : 70 23 57 31  
Responsable à l'information et à la question féminine : OUEDRAOGO Aïcha, Tél. : 71 22 31 79  
Responsable à la promotion de l'enfant : DERRA Fatimata, Tél. : 70 11 56 92  
Responsable aux relations extérieures : ZOUNGRANA Somaïla, Tél. : 70 72 01 16.



**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-123/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 19 mars 2009.** Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination: «**Forum Electoral des Média d'Afrique** », en abrégé **FOREM**

Siège : **Ouagadougou, province du Kadiogo**

Objectifs : L'Association Forum Electoral des Média d'Afrique a pour objet

la création d'un cadre d'échanges, de formation et d'éducation en matière électorale, de citoyenneté et de bonnes pratiques démocratiques ;  
la valorisation de la fonction media dans la gestion des conflits électoraux ;  
l'acquisition ou l'offre d'expertise en assistance et observation électorale ;  
le développement de la coopération et du partenariat avec les structures et institutions électorales africaines ou internationales.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association Forum Electoral des Média d'Afrique est la suivante :

Commissaire général : **OUEDRAOGO Soumaïla** dit **Ismaël**, Tél. : 70 24 48 72  
Commissaire à l'information, la communication et aux technologies de l'information et de la communication (TIC) : **SOME Juvénal**, 01 BP 3381 Ouagadougou 01  
Commissaire à l'organisation et la logistique : **ZONGO Touwendenda**, Tél. : 78 84 07 84  
Commissaire aux finances : **TRAORE Edmond**, Tél. : 70 28 95 74  
Commissaire aux affaires administratives et juridiques : **DAMAS Pero**, Tél. : 76 56 31 09  
Commissaire à l'intégration régionale : **Rodrigue Fénelon Massala**, Tél. : 78 82 70 03

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-135/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 23 mars 2009.** Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, , donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Association pour le Développement Islamique** », en abrégé **ADI**.

Siège : **Ouagadougou, province du Kadiogo**

Objectifs : L'Association pour le Développement Islamique a pour buts de :

lutter pour l'épanouissement de la jeunesse musulmane à

travers l'organisation d'activités socio-économiques et culturelles ;  
renforcer les relations entre ses membres ;  
promouvoir et élever le niveau de solidarité entre ses membres ;  
sensibiliser ses membres sur les actions à mener dans le cadre du développement du monde rural et urbain ;  
soutenir ses membres en cas de difficultés ;  
promouvoir toutes initiatives de développement ;  
œuvrer à la participation effective des jeunes au développement socio-économique du Burkina Faso ;  
raffermir la foi des membres par la tolérance et le dialogue.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association pour le Développement Islamique est la suivante :

Président : **OUEDRAOGO Amin Mohamed**,  
Tél. : 78 48 22 72  
Vice-président : **KOANDE Assimi**, Tél. : 76 78 70 38  
Secrétaire administratif : **TIDIGA Saïdou**, Tél. : 78 84 80 26  
Trésorier : **GEULBEOGO Salimata**, Tél. : 76 15 79 58  
Trésorière adjointe : **NASSA Roukiatou**, Tél. : 76 78 70 38  
Secrétaire à l'organisation : **OUEDRAOGO Soumaïla**,  
Tél. : 76 54 63 30.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-010/MATD/RPCL/POTG/HCI/CAB du 24 mars 2009.** Le haut-commissaire de la province de l'Oubritenga, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence ; pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **Rataamalgré de Tanghin – Gombogo** » (**A.R.T.G.**).

Siège : **Ouagadougou dans la (province du Kadiogo)**

Objectifs : Cette Association poursuit les objectifs suivants:

contribuer au développement socio-économique ;  
œuvrer a :  
promotion de l'éducation dans les différents villages ;  
promotion de la santé ;  
réaliser des infrastructures ;  
mobiliser et à la sensibilisation ;  
promotion de la culture ;  
protection de l'environnement.

La composition de l'organe dirigeant de l'association est la suivante :

Président : **ZONGO Mouni**, Tél. : 76 48 06 24  
Vice-président : **OUEDRAOGO Baba**, Tél. : 70 54 55 08  
Secrétaire général : **SAWADOGO Justin**, Tél. : 70 14 21 44  
Secrétaire général adjoint : **COMPAORE Ablassé**,  
Tél. : 70 28 34 23  
Trésorier général : **COMPAORE Zakaria**, Tél. : 76 03 93 41  
Trésorier générale adjointe : **COMPAORE Asséta**,  
Tél. : 78 84 39 87  
Responsable à l'organisation et aux activités culturelles et

sportives : OUEDRAOGO François, 07 BP 5298 Ouagadougou 07 Tél. : 78 82 41 88

Responsable adjoint à l'organisation et aux activités culturelles et sportives : NANA Mady, Tél. : 70 23 11 55

Responsable aux relations extérieures : OUEDRAOGO Alain, Tél. : 70 28 34 28

Responsable adjoint aux relations extérieures : El Adji NANA Salifou, Tél. : 70 25 92 24

Responsable à l'information : SAWADOGO Ernest, Tél. : 76 49 86 84

1<sup>er</sup> Responsable adjoint à l'information : NANA Saïdou, Tél. : 70 30 31 47

2<sup>ème</sup> Responsable adjoint à l'organisation : OUEDRAOGO Samuel, Tél. : 70 30 31 47

Responsable à la mobilisation féminine : KONSEIBO Ramatou, Tél. : 07 BP 5298 Ouagadougou 07

1<sup>er</sup> Responsable adjointe à la mobilisation féminine : OUEDRAOGO Fati, Tél. : 76 31 16 60

2<sup>ème</sup> Responsable adjointe à la mobilisation féminine : COMPAORE Valérie, Tél. : 70 30 31 47

Conseillers techniques :

1<sup>er</sup> Conseiller : ZONGO Saïdou, Tél. : 76 48 06 24

2<sup>ème</sup> Conseiller : SAWADOGO Ousmane, Tél. : 70 14 21 44

3<sup>ème</sup> Conseiller : COMPAORE Boukare, Tél. : 76 43 78 17

4<sup>ème</sup> Conseiller : COMPAORE Benjamin, Tél. : 76 45 13 88

5<sup>ème</sup> Conseiller : COMPAORE Moumini, Tél. : 70 30 31 47

6<sup>ème</sup> Conseiller : SAWADOGO Ousmane dit Kôrô Oussou, Tél. : 70 22 77 93

7<sup>ème</sup> Conseiller : OUEDRAOGO Hamidou, Tél. : 70 33 45 67

Commissaires aux comptes :

1<sup>er</sup> Commissaire aux comptes : KONSEIBO Boukare, 07 BP 5298 Ouagadougou 07

2<sup>ème</sup> Commissaire aux comptes : NANA Ablassé, Tél. : 70 23 19 28

Président d'honneur : OUEDRAOGO Hamado, 07 BP 5298 Ouagadougou 07

Membres d'honneur : OUEDRAOGO Salfo, 07 BP 5298 Ouagadougou 07

ILBOUDO Souleymane, Tél. : 70 23 53 69

SAWADOGO Idrissa, Tél. : 70 28 43 14

OUEDRAOGO Pauline, Tél. : 70 30 31 47.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-107/MATD/RNRD/PYTG/HC/SG.** Le haut-commissaire de la province du Yatenga, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : **Association des Pépiniéristes le Baobab « A.P.B. »**

Siège : **est à Ouahigouya, commune de Ouahigouya, province du Yatenga**

**Objectifs :** Les objectifs de l'association dénommée : Association des Pépiniéristes le Baobab sont entre autres :

appuyer les autorités en charge de l'environnement et du cadre de vie dans la production de plants et dans la lutte contre la désertification ;

harmoniser les actions des pépiniéristes en vue de rendre plus viable et rentable la production des plants ;

créer un cadre de rencontre et d'échanges entre d'une part les pépiniéristes et d'autre part les pépiniéristes, les autorités en charge de l'environnement et les bailleurs de fonds ;

promouvoir et valoriser les actions des pépiniéristes ;

œuvrer à l'amélioration des conditions de vie de ses membres ;

œuvrer à la présentation des espèces en voies de disparition ;

œuvrer à l'introduction de nouvelles espèces utilitaires ;

œuvrer à la création d'une pépinière dans chaque secteur de la commune de Ouahigouya et partant dans chaque village du Yatenga ;

assister les autorités sanitaires par la production de plans médicaux.

Le bureau issu de l'assemblée générale ordinaire tenue le 20 août 2008 à Ouahigouya, se compose comme suit :

Président : OUEDRAOGO Sékou, pépiniériste au secteur n°10 de Ouahigouya Tél. : 70 94 91 27

Vice-présidente : OUANGRE Odile, ménagère au secteur n°10 de Ouahigouya Tél. : 76 73 10 40

Secrétaire général : OUEDRAOGO P. Salifo, pépiniériste au secteur n°02 de Ouahigouya Tél. : 76 13 22 39/70 82 01 43

Secrétaire général adjoint : OUEDRAOGO Alidou, pépiniériste au secteur n°10 de Ouahigouya Tél. : 70 53 53 14

Trésorier général : OUEDRAOGO Hamadou, pépiniériste au secteur n°7 de Ouahigouya Tél. : 76 15 58 07

Trésorière générale adjointe : OUEDRAOGO Aguèra, ménagère au secteur n°10 Ouahigouya Tél. : 40 55 50 14

Secrétaire à l'information : SORE Boureima, pépiniériste au secteur n°01 de Ouahigouya Tél. : 75 20 85 08

Secrétaire adjointe à l'information : LOIRY Bernadette, ménagère au secteur n°10 Ouahigouya Tél. : 76 27 24 41

Secrétaire à l'organisation : DIAPA Céline, ménagère au secteur n°01 de Ouahigouya Tél. : 70 68 75 72

Secrétaire adjoint à l'organisation : PORGO Irissa, cultivateur au secteur n°10 de Ouahigouya S/C Tél. : 40 55 50 14

Commissaire aux comptes : OUEDRAOGO Habibou, enseignante au secteur n°10 Ouahigouya Tél. : 70 18 02 55

OUEDRAOGO Ramata enseignante au secteur n°13 de Ouahigouya Tél. : 76 04 83 23/71 23 26 67.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-078/MATD/RHBS/PHUE/HCBDL/SG/DAG. du 27 mars 2009.** Le haut-commissaire de la province du Houet, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : **« Compassion Partagée »**

**Siège : Secteur n°21, commune de Bobo-Dioulasso, province du Houet**

**Objectifs :** L'Association « Compassion Partagée » poursuit les objectifs suivants :

sensibiliser des jeunes en matière de santé de la reproduction ;  
prise en charge des consultations prénatales et postnatales ;  
résoudre les conflits qui opposent les jeunes filles en état de grossesse et leurs parents et/ou leur conjoint ;  
lutter contre certains maux sociaux tels que l'avortement, l'abandon des enfants, les grossesses non désirées.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association Compassion Partagée est la suivante :

Président : MILLOGO Boubacar, Tél. : 70 17 45 77  
Vice-présidente : COULIBALY Maimouna, Tél. : 70 24 11 85  
Secrétaire général : NAGALO Kakira, Tél. : 78 78 96 01  
Secrétaire général adjoint : KONATE Lassina, Tél. : 70 08 31 24  
Trésorière générale : COULIBALY Abibata, Tél. : 76 67 77 16  
Secrétaire à l'information et à l'organisation : OUEDRAOGO Pierre, Tél. : 76 23 93 53.

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-058/MATD/RCEN/PKAD/HC/SG/DASE du 30 mars 2009.** Le haut-commissaire de la province du Kadiogo donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination : Association Sagl - Taaba**

**Siège : Ouagadougou, secteur n°17**

**Objectifs :** L'Association a pour objectifs :

fabrication de savon à base de noix de karité, soumbala à base de grain de néré ;  
favoriser l'émergence des activités génératrices de revenus (tissage, teinture) ;  
contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA et les IST par des actions de sensibilisation et de formation etc. ;  
lutter contre l'excision ;  
préserver nos foyers par des conseils mutuels ;  
participer activement au développement socio-économique et culturel de son territoire en favorisant la promotion de l'élevage, de l'agriculture, de l'artisanat et de l'assainissement.

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'association:

Présidente : KONTE Aoussara, 04 BP 8424 Ouagadougou 04 Tél. : 70 49 07 90  
Vice-présidente : NIKIEMA Safiatou, ménagère au secteur n°17 Tél. : 76 25 68 29  
Secrétaire générale : OUEDRAOGO Maïmouna, ménagère

au secteur n°17 de Ouagadougou

Secrétaire générale adjointe : BANSE Djeinabou Léocadie, ménagère au secteur n°17 Tél. : 76 85 90 13

Trésorière générale : KABORE Sanata, ménagère au secteur n°17 de Ouagadougou

Trésorière adjointe : YONLY T. Augustine, S/C 04 BP 8457 Ouagadougou 04

Secrétaire à l'information : BONKOUYOU Salamata, ménagère au secteur n°17 de Ouagadougou

Secrétaire à l'information adjointe : KABORE Eveline, ménagère au secteur n°17 de Ouagadougou

Secrétaire à l'organisation : ZONGO Salamata, ménagère au secteur n°17 de Ouagadougou

Secrétaire adjointe à l'organisation : COMPAORE Pauline, ménagère au secteur n°17 de Ouagadougou

Secrétaire aux relations extérieures : ILBOUDO Bibèta, ménagère au secteur n°17 Tél. : 75 41 41 34

Secrétaire adjointe aux relations extérieures : SANDWIDI Jeanne, ménagère au secteur n°17 Tél. : 78 81 01 94

Représentante générale : OUEDRAOGO Aminata, ménagère au secteur n°17 de Ouagadougou

Représentante adjointe : OUEDRAOGO Ami, ménagère au secteur n°17 de Ouagadougou

Conseillère : GUIGMA Adama, ménagère au secteur n°17 de Ouagadougou

**Récépissé de déclaration d'association n° 2009-060/MATD/RCEN/PKAD/HC/SG/DASE du 30 mars 2009.** Le haut-commissaire de la province du Kadiogo, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination : Association Solidarité Teega Wende de Boalin**

**Siège : Ouagadougou**

**Objectifs :** L'Association a pour objectifs de :

promouvoir la fraternité entre ses membres ;  
créer un cadre d'échange et de solidarité entre ses membres et leur servir de cadre de réflexion sur les questions de développement de leur village d'origine ;  
contribuer par des actions concrètes au développement du village de Boalin notamment par la lutte pour la sauvegarde de l'environnement, la sensibilisation de la population sur les problèmes de santé et la réalisation d'infrastructures socio-économiques

Noms, prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'association:

Président : OUEDRAOGO Moussa, enseignant  
Tél. : 50 48 52 93/70 45 29 63

Vice-président : OUEDRAOGO Jonas, ouvrier  
Tél. : 76 56 91 98

Secrétaire général : OUEDRAOGO Julien Nonwendé, financier Tél. : 76 65 41 77/70 39 51 42

Secrétaire général adjoint : OUEDRAOGO Samuel, agent

de soutien Tél. : 70 40 84 15

Trésorier : OUEDRAOGO Gilbert, garagiste

Tél. : 70 22 76 84

Trésorière adjointe : GANSONRE Véronique, enseignante  
Responsable aux relations extérieures et à la communication : OUEDRAOGO Emmanuel, gendarme Tél. : 50 39 63 67/70 23 51 88

Responsable adjoint aux relations extérieures et à la communication : OUEDRAOGO Adama, financier

Tél. : 50 36 12 85/76 29 80 25

Responsable à l'organisation : OUEDRAOGO Dieudonné, tâcheron Tél. : 70 27 33 04

Responsable adjoint à l'organisation : OUEDRAOGO Etienne, handicap international Tél. : 78 86 50 31

Responsable chargée de la question de la femme et de l'enfant : OUEDRAOGO Agnès, attaché de santé

Tél. : 76 60 81 08.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-080/MATD/RHBS/PHUE/HCBDLS/SG/DAG du 31 mars 2009.** Le Haut-commissaire de la province du Houet donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination : « ASSOCIATION BENENWINDE DES FEMMES DE BOBO »**

**Siège Social : Secteur n°17, Commune de Bobo-Dioulasso, Province du Houet**

#### OBJECTIFS :

« L'ASSOCIATION BENENWINDE DES FEMMES DE BOBO » poursuit les objectifs suivants :

- Etudier et réaliser tout projet de développement voulu ;
- Promouvoir l'épargne et le crédit au sein de l'association ;
- Collaborer avec toute personne ou organisation travaillant dans le sens de la promotion socio-économique des femmes et des jeunes filles ;
- Offrir à tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de développement un cadre de réflexion ;
- Œuvrer au renforcement des relations interpersonnelles et à l'éclosion d'un élan de solidarité entre les membres de l'association.

La composition de l'organe dirigeant de « ASSOCIATION BENENWINDE DES FEMMES DE BOBO » est la suivante:

Présidente : KABORE BENENWINDE Nadège Charlotte, tél. 70 02 07 19 / 76 46 62 35

Vice- Présidente : BOUGMA Fati, tél. 75 27 22 77

Secrétaire générale : KOALA Chantal, tél. 75 21 99 00

Secrétaire générale adjointe : KONATE Mai, tél. 76 23 42 10

Secrétaire à l'Organisation et à l'Information :

OUEDRAOGO/KIEMDE Azèta, tél. 75 67 71 63

Trésorière générale : PAMTABAO/OUEDRAOGO Yvette, tél. 70 72 87 83 / 76 52 95 80

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-141/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration de modification dans les textes constitutifs et de changement dans la composition de l'organe dirigeant pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

**Dénomination : « ASSOCIATION SOLIDARITE ESPOIR VIE », en abrégé ASEV**

**Siège Social : Kaya, Province du Sanmatenga**

L'ASSOCIATION SOLIDARITE ESPOIR VIE a pour but d'améliorer les conditions de vie, l'implication physique et intellectuelle des PVVIH dans les activités de lutte contre le VIH/SIDA au Burkina Faso. Elle entend :

- contribuer à la prise en charge médicale et psychosociale de ses membres (PVVIH) ;

- assurer l'accès au soutien socio économique des personnes dépistées positives, aux orphelins et à leurs familles ;

- contribuer à changer la perception de la PVVIH en vue d'obtenir une forte appropriation des activités de lutte contre le VIH/SIDA par la communauté ;

- impliquer effectivement les PVVIH dans la lutte contre le VIH/SIDA ;

- renforcer la solidarité entre ses membres, l'accès à l'information sur le VIH/SIDA et sa diffusion à tous ses membres ;

- promouvoir l'enseignement non formel comme moyen de lutte contre la pauvreté ;

- lutter contre la propagation du VIH/SIDA à travers la sensibilisation des populations ;

- promouvoir le conseil pour le dépistage volontaire et la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant ;

- permettre aux personnes infectées ou affectées d'exercer une influence sur les décisions prises à l'échelle nationale et internationale les concernant ;

- œuvrer à la défense et à la protection des droits des personnes affectées et infectées par le VIH/SIDA ;

- collaborer avec le conseil national de lutte contre le sida et toute autre structure de lutte contre le VIH/SIDA.

La composition de l'organe dirigeant de ASSOCIATION SOLIDARITE ESPOIR VIE est la suivante :

Présidente : BASSINGA Odile, tél. 70 17 42 76

Secrétaire générale : SAWADOGO Evéline, tél. 70 05 88 95

Trésorière Générale : KABORE Eugénie, tél. 70 94 36 41

Secrétaire à la Mobilisation Sociale et à la Communication : OUEDRAOGO Zonéba, tél. 70 71 70 33

Secrétaire à l'Organisation et à l'Information : OUEDRAOGO Claude, tél. 76 81 31 78.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-147/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **EGLISE EVANGELIQUE BENEDICTION VICTOIRE WEND BENEDO** »

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'Association EGLISE EVANGELIQUE BENEDICTION VICTOIRE WEND BENEDO a pour objectifs de :  
 amener les disciples à connaître la vérité selon les saintes écritures (Jean 8, 32 et 1 Timothée 2. 4) ;  
 ouvrir un centre d'accueil pour orphelins et veuves ;  
 construire une école et un dispensaire ;  
 contribuer au développement du Burkina à travers la prière et les œuvres bibliques ;  
 ouvrir des annexes.

La composition de l'organe dirigeant de l'association EGLISE EVANGELIQUE BENEDICTION VICTOIRE WEND BENEDO est la suivante :

Président : OUEDRAOGO Règma, S/C TAPSOBA Ali, 01 BP 411 Ouagadougou 01, tél. 76 35 35 07

Secrétaire : TAPSOBA Ali, 01 BP 411 Ouagadougou 01, tél. 70 70 08 77 / 50 30 18 30

Trésorier : KABORE Sidnomwendé, S/C TAPSOBA Ali, 01 BP 411 Ouagadougou 01, tél. 76 15 66 09

Responsable chargé de l'Organisation : SORE Lassané, 01 BP 4519 Ouagadougou 01, tél. 76 36 10 23

Responsable chargé de l'information : NAGABILA Barthélemy, tél. 76 46 08 69.

*Récépissé de déclaration d'existence n°2009-153/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.* Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **MISSION EVANGELIQUE EVIDENCE INTERNATIONAL** », en abrégé MEEI

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'Association MISSION EVANGELIQUE EVIDENCE INTERNATIONAL a pour but de venir en aide à toute personne sans distinction de race ou religion, conformément à ses aspirations issues de l'évangile de Jésus Christ :

pratiquer et propager le vrai culte de Dieu ;  
 enseigner les doctrines de la sainte bible comme étant la parole inspirée de Dieu ;  
 évangéliser le monde par la proclamation de l'évangile dans le but de gagner au tant d'âmes possible au seigneur Jésus-Christ de Nazareth, le Fils de Dieu ;  
 renforcer les liens de solidarité entre les hommes en vue de raffermir les liens d'amitié ; d'entraider la population de notre pays ;  
 œuvrer à l'implication de toute personne morale, physique au développement du bien social et spirituel ;  
 créer un cadre permanent de concertation des populations autour de l'évangile de Jésus-Christ, œuvrant à l'implication des églises et camps de prière, centre de rencontre des jeunes;

œuvrer aux aides humanitaires venant en aide aux veuves, aux orphelins, aux nécessiteux, aux personnes malades et aux prisonniers ;

œuvrer aux œuvres socio-éducatives par la construction de complexes scolaires, centre d'alphabétisation pour adultes sur les langues nationales.

La composition de l'organe dirigeant de l'association MISSION EVANGELIQUE EVIDENCE INTERNATIONAL est la suivante :

Président : KABRE Sotissi Yacouba Samuel, 01 BP 5810 Ouagadougou 01, tél. 70 12 07 71

Vice- Président : SAWADOGO Lassana Ben, 01 BP 5810 Ouagadougou 01, tél. 70 25 01 52

Secrétaire général : PODA Isidore, 01 BP 4610 Ouagadougou 01, tél. 75 27 35 75

Trésorier général : PASSOUGOU A. Olivier, 11 BP 390 CMS Ouagadougou 11, tél. 78 87 28 11

Conseil : BELEM Augustin, 11 BP 1014 Ouagadougou 11, tél. 76 47 67 64.

*Récépissé de déclaration d'existence n°2009-175/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.* Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **BENKELEMA** »

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'Association BENKELEMA a pour objectifs de :  
 raffermir les liens entre les membres de l'association ;  
 promouvoir l'entraide et la solidarité ;  
 servir de cadre d'échanges, de réflexion et de solutions aux problèmes rencontrés par les membres.

La composition de l'organe dirigeant de l'association BENKELEMA est la suivante :

Président : SABA Idrissa, tél. 78 83 05 61

Secrétaire général : SIE Abdoul Karim, tél. 76 50 18 34

Trésorier : DIKOUDOGO Bachirou, tél. 76 64 50 95

Délégué à l'Organisation : SAWADOGO Pierre, tél. 70 24 28 22

*Récépissé de déclaration d'existence n°2009-178/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.* Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration de modification dans les textes constitutifs et de changement dans la composition de l'organe dirigeant pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Ancienne Dénomination de l'Association

« **ASSOCIATION DES MEDECINS D'ENTREPRISE DU BURKINA** », en abrégé A.M.E.B.

**Nouvelle Dénomination de l'Association**

« SOCIETE BURKINABE DE MEDECINE DU TRAVAIL », en abrégé SoBuMet

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'Association SOCIETE BURKINABE DE MEDECINE DU TRAVAIL a pour objectifs de :

regrouper tous les médecins du travail du Burkina Faso ;  
créer et promouvoir les liens de solidarités, d'amitié, de confraternité et les échanges d'expériences entre ses membres ;  
favoriser les contacts et les échanges d'expériences avec les autres associations, société et institutions scientifiques poursuivant les mêmes objectifs ;  
favoriser l'acquisition des connaissances chez ses membres et chez les autres praticiens par l'organisation de séminaires, de conférences, de cycles d'études, etc. ;  
promouvoir toute action en vue du développement de la pratique, de l'enseignement et de la recherche en matière de santé au travail au Burkina Faso ;  
contribuer à l'information et à la vulgarisation de la connaissance des risques professionnels et de leurs conséquences sur la santé des populations au travail, sur les entreprises et sur la société ;  
initier, coordonner, réaliser et diffuser les travaux de recherche dans les domaines de la santé au travail ;  
donner des avis aux autorités compétentes dans les domaines de la santé au travail.

La composition de l'organe dirigeant de l'association SOCIETE BURKINABE DE MEDECINE DU TRAVAIL est la suivante :

Président : OUEDRAOGO Z. Théodore, tél. 50 30 70 64 / 65  
Secrétaire général : OUEDRAOGO Jean Paul, tél. 50 30 72 95  
Trésorière : DAKUYO Marie Thérèse, tél. 50 30 69 30  
Secrétaire à la formation et à la recherche : OUEDRAOGO Vincent, tél. 50 30 70 64 / 65  
Secrétaire adjointe à la formation et à la recherche : DABIRE Martine, tél. 20 97 05 35  
Secrétaire à l'information et à l'organisation : BONOU Martine, tél. 50 32 46 58  
Secrétaire adjoint à l'information et à l'organisation : TRAORE Siméon, tél. 20 97 05 35.

*Récépissé de déclaration d'existence n°2009-192/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.* Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination de l'Association : « MUSO AYE WILI »

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'Association MUSO AYE WILI a pour objectifs de :  
contribuer à améliorer les conditions sanitaires des femmes ;

contribuer à lutter contre l'excision des filles ;  
promouvoir la scolarisation des filles par la sensibilisation et la prise en charge des filles en difficultés ;  
aider les femmes à l'auto-prise en charge ;  
emmener les femmes à la participation au processus démocratique.

La composition de l'organe dirigeant de l'association MUSO AYE WILI est la suivante :

Présidente : GANSORE Assita, 01 BP 5527 Ouagadougou 01, tél. 70 26 61 39  
Secrétaire général : SALAMBERE Adama, 01 BP 2507 Ouagadougou 01, tél. 70 62 54 51  
Secrétaire générale adjointe : NANA Tatiana, 01 BP 3074 Ouagadougou 01, tél. 76 56 01 00  
Trésorière Générale : CISSE Fatoumata, 01 BP 234 Ouagadougou 01, tél. 70 76 09 49  
Trésorière générale adjointe : TRAORE/TOU Rita, 01 BP 5527 Ouagadougou 01, tél. 70 28 28 81  
Secrétaire à l'information et à la Formation : SAWADOGO Haoua, 01 BP 5527 Ouagadougou 01, tél. 78 81 76 01  
Secrétaire à l'Organisation : DAO Mariam, 01 BP 5527 Ouagadougou 01, tél. 78 05 61 60  
Secrétaire chargée de la Promotion de l'Education et de la Promotion des Femmes : PORGO Fatimata, 01 BP 234 Ouagadougou 01, tél. 70 43 12 54  
Secrétaire Chargé des Relations et des Partenaires : KEITA Daouda, 11 BP 35 Ouagadougou 11, tél. 71 29 60 99.

*Récépissé de déclaration d'existence n°2009-207/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.* Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination de l'Association : « ASSOCIATION MUSULMANE AL-TAKWA »

**Siège Social : Kara, Province du Ganzourgou**

L'ASSOCIATION MUSULMANE AL-TAKWA a pour objectifs de :  
contribuer à l'épanouissement social des musulmans du Burkina Faso ;  
contribuer au renforcement de la solidarité entre les musulmans du Burkina Faso ;  
contribuer au dialogue interreligieux ;  
contribuer à la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso ;  
contribuer à la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA.

La composition de l'organe dirigeant de l'ASSOCIATION MUSULMANE AL-TAKWA est la suivante :

Président : KABORE Adama, BP 27 Zorgho, tél. 78 89 43 88  
Vice-Président : ZANGRE Abdoul, BP 27 Zorgho, tél. 50 36 45 78  
Secrétaire général : POG-NONGO Souleymane, BP 27 Zorgho, tél. 76 66 46 64

Secrétaire général adjoint : BONKOUNGOU Issaka, BP 27 Zorgho, tél. 70 83 42 01

Trésorier : PORGOUDIAN Mady, BP 27 Zorgho, tél. 70 63 03 29

Trésorier adjoint : DIALLO Hamado, BP 27 Zorgho, tél. 76 17 85 31

Secrétaire à l'Organisation : CONGOMBO Amado, BP 27 Zorgho, tél. 70 34 62 74

Secrétaire adjoint à l'Organisation : PORGOUDIAN Inoussa, BP 27 Zorgho, tél. 76 36 59 22

Responsable Général des Affaires Islamiques : BONKOUNGOU Amidou, BP 27 Zorgho, tél. 50 35 65 03

Responsable Général à l'information et à la Propagande : OUEDRAOGO Alassane, BP 27 Zorgho, tél. 70 63 03 29.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-209/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination de l'Association : « **ASSOCIATION FEMININE NONG-TAABA** », en abrégé **AFNT**

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'Association Féminine Nong-Taaba poursuit les objectifs suivants :

lutter contre la pauvreté des femmes ;  
apporter assistance conseils familiaux et conjugaux ;  
apporter un appui technique dans la conception, l'exécution et le suivi évaluation des programmes de lutte contre les fléaux : prostitution, délinquance juvénile, IST Sida, mariage forcé, excision et les pires formes de travail des enfants ;  
sensibiliser, éduquer à la santé de la reproduction des adolescents et des jeunes.

La composition de l'organe dirigeant de l'Association Féminine Nong-taaba est la suivante :

Présidente : OUEDRAOGO Bibata, S/C ZAGRE Pierre, 01 BP 6743 Ouagadougou 01, tél. 71 29 47 35

Vice- Présidente : SINI Zarata, S/C TIENDREBEOGO Alphonse, 01 BP 476 Ouagadougou 01, tél. 78 27 32 12

Secrétaire générale : SAWADOGO Mamounata, S/C ZOUNDI André, 01 BP 54 Ouagadougou 01

Secrétaire générale adjointe : BONKOUNGOU Béatrice, S/C TIENDREBEOGO Alphonse, 01 BP 476 Ouagadougou 01, tél. 78 27 32 12

Trésorière Générale : TAHOKO Aminata, S/C ZAGRE Pierre, 01 BP 6743 Ouagadougou 01

Trésorière générale adjointe : KABORE Sylvie, S/C TIENDREBEOGO Alphonse, 01 BP 476 Ouagadougou 01, tél. 78 27 32 12

Secrétaire générale à l'information et la Formation : KONGO Mamounata, S/C ZOUNDI André, 01 BP 54 Ouagadougou 01

Secrétaire générale adjointe à l'information et la Formation : KABORE Salimata, S/C TIENDREBEOGO Alphonse, 01 BP 476 Ouagadougou 01

Secrétaire à l'Organisation : TAPSOBA Azara, S/C ZAGRE Pierre, 01 BP 6743 Ouagadougou 01

Secrétaire adjointe à l'Organisation : ILBOUDO Pascaline, S/C ZOUNDI André, 01 BP 54 Ouagadougou 01.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-211/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination de l'Association : « **GROUPE D'EDUCATION NOUVELLE DU BURKINA FASO** »

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'Association GROUPE D'EDUCATION NOUVELLE DU BURKINA FASO poursuit les objectifs suivants :

rassembler des personnes qui se retrouvent pour chercher, se former et s'enrichir mutuellement de leurs différences ;  
réfléchir ensemble et agir sur tous les terrains de l'éducation :

dans les écoles de la maternelle à l'université ;  
dans tous les lieux de travail, de culture et de création auprès des publics en difficulté ;  
dans la formation des adultes avec les autres associations ;

préparer tous les enfants à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures ;  
assurer à tous des chances égales d'émancipation sociale ;  
promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves ;  
amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie sociale et économique.

La composition de l'organe dirigeant de l'association GROUPE D'EDUCATION NOUVELLE DU BURKINA FASO est la suivante :

Président : YAMEOGO S. Christian, 01 BP 4808 Ouagadougou 01, tél. 70 26 62 90 / 78 81 24 02

Secrétaire général : YAMEOGO Robert, 01 BP 6249 Ouagadougou 01, tél. 70 72 45 63

Trésorier général : SAWADOGO Robert, BP 604 Ouagadougou, tél. 70 35 30 07

Trésorière adjointe : OUEDRAOGO/TOE Anasthasie Irène, 01 BP 115 Ouagadougou 01, tél. 70 26 43 57

Responsable à la Coopération et aux relations Extérieures : DIABATE Harouna, BP 376 Koudougou, tél. 70 75 60 00

Responsable à l'Organisation et à la Formation : GUISSOU K. Grégoire, 11 CMS 602 Ouagadougou 11, tél. 70 17 32 52

Responsable à l'information et à la Documentation : KAMBOU B. Gildas, 01 BP 1164 Ouagadougou 01, tél. 70 27 42 96

Responsable à la Solidarité et à la question féminine : DALLA Ema Célestine, tél. 76 58 64 55

Responsable à l'Environnement Educatif et à

l'Alphabétisation : KABORE /NABALOU M Cathérine, 01 BP 8104 Ouagadougou 01, tél. 70 06 88 05.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-157/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination de l'Association : « ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET L'EVEIL DE LA CULTURE BURKINABE », en abrégé APECB

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET L'EVEIL DE LA CULTURE BURKINABE a pour but fondamental de faire rayonner la culture burkinabè à travers la production et la promotion de la culture sous toutes ses formes. A cet effet, elle s'engage à :

- appuyer les artistes à travers des formations, des conseils pour l'amélioration de leurs activités ;
- organiser des festivals, foire salons, expositions et autres activités pouvant aider à la réalisation des objectifs de l'association ;
- mettre en place un journal culturel pour offrir une meilleure visibilité aux artistes et artisans ;
- orienter et coordonner ses actions dans la lutte pour l'éradication de la piraterie ;
- faire de Ouagadougou une plaque tournante de la culture africaine ;
- organiser des voyages d'échanges pour faciliter le brassage culturel ;
- sensibiliser les artistes sur les IST-SIDA.

La composition de l'organe dirigeant de l'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET L'EVEIL DE LA CULTURE BURKINABE est la suivante :

Président : ZONGO P. Donald, S/C ZONGO MARUIS, 01 BP 526 Ouagadougou 01, tél. 75 04 74 47

Secrétaire général : NIKIEMA William P., BP 32, Tél. 78 18 12 39

Secrétaire général adjoint : ZADINI G. Germain, tél. 76 27 20 70

Trésorière générale : WEDRAOGO R. Viviane, BP 10 000, tél. 70 72 96 74

Trésorier général adjoint : ZONGO B. Paulin, S/C ZONGO Maruis, 01 BP 526 Ouagadougou 01, tél. 75 51 01 99

Secrétaire à l'information : BIDIMA Joany, 03 BP 7209 Ouagadougou 03, tél. 78 86 69 01

Secrétaire chargée des Activités Féminines : SIB Yeri Dorothee, tél. 76 40 03 00

Secrétaire chargé à l'Organisation et aux Activités Socioculturelles : BOUDA Zakaria, 01 BP 476 Ouagadougou 01, tél. 76 68 88 70

Secrétaire chargé des relations publiques : KABORE Tinb Sida Patricia, 04 BP 382 Ouagadougou 04, tél. 70 43 44 70.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-185/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 31 mars 2009.** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination de l'Association : « ASSOCIATION « YIDIGRI » POUR LE DEVELOPPEMENT ENDOGENE », en abrégé AYDE

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'ASSOCIATION « YIDIGRI » POUR LE DEVELOPPEMENT ENDOGENE a pour objectifs d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des populations par :

- la promotion de l'éducation ;
- l'entretien d'infrastructures ;
- la promotion d'activités génératrices de revenus ;
- la sensibilisation et la lutte contre les IST et le VIH/SIDA ;
- la réalisation de tout projet pouvant contribuer au développement endogène.

La composition de l'organe dirigeant de l'ASSOCIATION « YIDIGRI » POUR LE DEVELOPPEMENT ENDOGENE est la suivante :

Président : NIKIEMA Pierre, tél. 76 62 05 57

Vice- Président : NIKIEMA Paul, tél. 70 72 69 57

Secrétaire général : NIKIEMA Zacharie, tél. 70 24 83 46

Secrétaire générale adjointe : NIKIEMA Josephine, tél. 76 41 24 62

Trésorière : BASSOLE/NIKIEMA Dellwendé, tél. 70 26 14 36

Trésorier adjoint : NIKIEMA Saïdou Edmond, BP 8009 Ouagadougou

Responsable aux Activités Socioculturelles et Sportives : ILBOUDO Jean, BP 4177 Ouagadougou

Responsable adjoint aux Activités Socioculturelles et Sportives : NIKIEMA Jean Baptiste, tél. 78 84 98 05

Responsable à l'information et à l'Organisation : NIKIEMA Poko Daniel, BP 8009 Ouagadougou

Responsable adjoint à l'information et à l'Organisation : NIKIEMA Touwendsida, tél. 50 43 60 10.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-038/MATD/REST/PGRM/HC du 01 avril 2009.** Le Haut-commissaire de la province du Gourma donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION POUR L'INTEGRATION ET LA VALORISATION DES PERSONNES HANDICAPEES DU GOURMA (A.I.V.P.H.G.) »

**Siège Social : Fada N'Gourma, Province du Gourma**

**OBJECTIFS : L'ASSOCIATION POUR L'INTEGRATION**



ET LA VALORISATION DES PERSONNES HANDICAPEES DU GOURMA (A.I.V.P.H.G.) se fixe comme objectifs de :

promouvoir l'éducation, la santé, la formation professionnelle et culturelle au profit de ses membres ;

Initier des activités génératrices de revenus. Cela contribuera sans doute à leur donner plus de dignité dans la société. Cette situation va donner un plus au développement économique de la Province d'une part et permettra d'enrayer des préjugés comme la mendicité autrefois considérée comme métier des personnes handicapées.

Noms, Prénoms et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration ou de la direction de l'Association.

Président : TOMPOUDI Diadama Gabriel, tél. 70 25 01 10 / 40 77 14 15

Vice- Présidente : THIOMBIANO Edith, tél. 70 45 24 50

Secrétaire général : TANKOANO Dieyabidi Romaric, tél. 40 77 02 41

Secrétaire général adjoint : SANGNA Taladi

Trésorière générale : DAYAMBA Odette, tél. 70 66 40 15

Trésorier général adjoint : COULIDIATY Kouka Sam, tél. 76 10 80 82

Responsable à l'information : THIOMBIANO Daouda, tél. 70 19 39 20

Responsable adjoint à l'information : BAGAGNA Salifou, tél. 71 14 33 27

Responsable à l'Organisation : SANA Oumarou, tél. 70 19 39 20

Responsable adjoint à l'Organisation : TANDAKO Alizeta, tél. 70 19 39 20

Responsable à l'Organisation Féminine : YOUNGBARE Assetou, tél. 71 14 33 27

Responsable adjointe à l'Organisation Féminine : SIDIMA Marie, tél. 71 14 33 27.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-073/MATD/RCEN/PKAD/HC/DASE du 03 avril 2009.** Le Haut-commissaire de la province du Kadiogo donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **MINISTERE DE LA DELIVRANCE, D'EVANGELISATION ET D'INTERCESSION OF AFRICA** »

**Siège Social : Ouagadougou, secteur 23, Arrondissement de Nongr-Massom**

**OBJECTIFS :** L'Association a pour objectifs de :  
annoncer l'évangile de Jésus Christ dans le monde ;  
promouvoir le bien-être spirituel, moral et matériel de ses membres ;  
installer des Eglises partout dans le monde, former et ordonner les Ministères de cultes pour ces congrégations ;  
promouvoir l'éducation et la formation des pasteurs, évangélistes et intercesseurs ;  
contribuer à lutter contre la pauvreté dans les églises ;  
prier pour la paix des nations.

Noms, prénom(s) et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'Association:

Président : SAWADOGO Issa, 01 BP 610 Ouagadougou 01, tél. 76 01 65 12

Vice- Présidente : SAWADOGO Aïcha, 01 BP 610 Ouagadougou 01, tél. 76 65 21 15

Secrétaire général : SAWADOGO Yaya, 01 BP 610 Ouagadougou 01, tél. 76 76 18 79

Secrétaire à l'Organisation : OUEDRAOGO Alice, 01 BP 610 Ouagadougou 01, tél. 70 85 11 15

Trésorier général : SAWADOGO Hamado, 01 BP 610 Ouagadougou 01, tél. 70 27 67 44

Trésorière adjointe : SAWADOGO Anne, 01 BP 610 Ouagadougou 01, tél. 50 33 07 32

Secrétaire aux relations extérieures : OUEDRAOGO Rasmata, 01 BP 610 Ouagadougou 01, tél. 70 08 03 89

Secrétaire à l'information : SAWADOGO Issouf, 01 BP 610 Ouagadougou 01, tél. 76 08 01 89.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-097/MATD/RHBS/PHUE/HCBDS/SG/DAG du 08 avril 2009.** Le Haut-commissaire de la province du Houet donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **ASSOCIATION DES ARTISANS POUR LA PROMOTION DE L'ASSAINISSEMENT ( 2A.P.A )** »

**Siège Social : Commune de Bobo-Dioulasso, Province du Houet**

**OBJECTIFS : L'ASSOCIATION DES ARTISANS POUR LA PROMOTION DE L'ASSAINISSEMENT ( 2A.P.A )** poursuit les objectifs suivants :

contribuer à la résolution des problèmes d'assainissement autonome ;  
participer à des programmes de formation et de perfectionnement dans le domaine de l'assainissement ;  
réunir tous les artisans formés aux techniques de promotion de l'assainissement dans un cadre unitaire ;  
créer et entretenir des liens de solidarité, de coopération et d'assistance entre les membres ;  
défendre les intérêts matériels et moraux de tous les membres et contribuer à l'assainissement de la ville.

La composition de l'organe dirigeant de l'**ASSOCIATION DES ARTISANS POUR LA PROMOTION DE L'ASSAINISSEMENT ( 2A.P.A )** est la suivante :

Président : ZALLE Souleymane, tél. 70 26 38 15 , BP 2702 Bobo-Dioulasso

Vice- Président : SANFO Yacouba, tél. 76 52 78 77

Secrétaire général : OUEDRAOGO Seydou, tél. 76 52 07 49

Secrétaire général adjoint : BELEM Ibrahim, tél. 70 89 22 96

Responsable chargé des relations avec les partenaires et la communication : SAMA Lassina, tél. 70 89 23 06

Responsable adjoint chargé des relations avec les partenaires

et la communication : OUEDRAOGO Yaya, tél. 76 57 72 45  
Responsable à l'information : SIGUE Sayouba,  
tél. 75 07 58 29

1<sup>er</sup> Responsable adjoint à l'information : COMPAORE  
Ousséni, tél. 76 61 38 17

2<sup>ème</sup> Responsable adjoint à l'information : TOURE Soaré,  
tél. 76 66 20 73

Trésorier général : NOMBRE Pascal, tél. 70 82 53 12

Trésorier adjoint : SALLOGO Souleymane, tél. 76 65 12 47.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-216/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC du 08 avril 2009.** Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination de l'Association : « **FONDATION POUR LA PROMOTION DE L'ISLAM** »

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

L'Association FONDATION POUR LA PROMOTION DE L'ISLAM a pour objectifs de :

cultiver l'esprit de solidarité, de fraternité et de la tolérance ;  
lutter contre les grandes pandémies (VIH/SIDA, paludisme...);  
promouvoir les activités socio-économiques qui ne sont pas en contradiction avec l'islam ;  
encadrer, orienter et former certains frères en les octroyant notamment des bourses d'études ;  
apporter une aide aux veuves, orphelins et aux nécessiteux.

La composition de l'organe dirigeant de l'association FONDATION POUR LA PROMOTION DE L'ISLAM est la suivante :

Président : NIKIEMA Adama, tél. 70 25 12 10

Secrétaire général : OUEDRAOGO Salif, tél. 70 25 11 83

Secrétaire général adjoint : YANOGO Souleymane,  
tél. 70 23 13 04

Trésorier général : OUEDRAOGO Hamidou, tél. 70 21 42 37

Trésorier général adjoint : ZOUNGRANA Oumarou,  
tél. 70 20 36 57

Secrétaire à l'information : SINON Issaka, tél. 70 20 45 07

Secrétaires adjoints à l'information :

TASSEMBEDO Madi, tél. 70 25 92 67

ILBOUDO Ahmad, tél. 70 70 00 30

Secrétaire à l'Organisation : COMPAORE Abdoul Aziz,  
tél. 70 25 06 77

Secrétaires adjoints à l'Organisation :

OUEDRAOGO Issa, tél. 70 21 51 62

BELEM Issa, tél. 70 21 08 26

Conseillers :

KABORE Souleymane, tél. 70 21 34 59

ILBOUDO Boureima, tél. 50 33 27 76

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-077/MATD/RCEN/PKAD/SG/DASE du 10 avril 2009.**

Le Haut-commissaire de la province du Kadiogo donne aux

personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **ASSOCIATION DE NIOKO II POUR LE BIEN-ETRE ABE/N** »

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

**OBJECTIFS :** L'Association a pour objectifs de :  
contribuer à la sensibilisation et à l'éducation sur les grandes questions de santé publique et d'hygiène des populations vulnérables ;  
promouvoir l'éducation scolaire et l'alphabétisation à travers la sensibilisation et le soutien aux orphelins et enfants vulnérables ;  
contribuer à des œuvres sociales et caritatives ;  
promouvoir le bien-être familial à travers l'éducation et la sensibilisation à la santé de la reproduction et le droit de la femme ;  
contribuer à la protection de l'environnement par le reboisement et l'entretien des arbres ;  
soutenir la culture et l'artisanat.

Noms, prénoms(s) et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'Association :

Président : ILBOUDO S. Patrice, tél. 70 51 62 06 /  
76 02 71 99

Secrétaire générale : BONKOUNGOU P. Pauline,  
tél. 76 02 64 84

Trésorière : ZONGO Victorine, tél. 76 50 91 72

Chargé de l'information et des relations publiques :  
NIKIEMA Issaka, tél. 70 73 24 16

Chargé des questions sanitaires et d'hygiène : ILBOUDO  
Karim, tél. 76 59 23 09 / 78 78 17 84

Chargé des affaires culturelles et artistiques : OUEDRAOGO  
Abdoulaye, tél. 76 10 90 16

Chargé des œuvres sociales caritatives : OUEDRAOGO  
Jacques, tél. 70 43 22 11

Chargé de l'environnement végétatif et logistique :  
NIKIEMA Pathé, tél. 70 72 00 36.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-079/MATD/RCEN/PKAD/SG/DASE du 10 avril 2009.** Le Haut-commissaire de la province du Kadiogo donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « **BING-YOوبا DE ZONATENGA** »

**Siège Social : Ouagadougou, Province du Kadiogo**

**OBJECTIFS :** L'Association a pour objectifs de :  
assurer une synergie d'actions entre ses membres ;  
promouvoir le dialogue, la solidarité entre les membres en développant d'avantage les liens fraternels, amicaux et le respect mutuel ;  
créer un courant d'effort communautaire permanent en vue de

réaliser des projets d'intérêts collectifs ;  
 rechercher et mobiliser des moyens pour le développement du village de Zonatenga sur les plans économique, social et culturel ;  
 créer un cadre de promotion de la femme et de l'enfant ;  
 développer des initiatives pour fixer les jeunes afin de lutter contre l'exode rural ;  
 servir de cadre de sensibilisation sur les fléaux du moment notamment les IST/SIDA ;  
 promouvoir l'éducation dans la localité par des formes de soutien aux enfants en difficulté et surtout la scolarisation de la jeune fille ;  
 contribuer à l'abandon de la pratique des mutilations génitales féminines par la sensibilisation ;  
 promouvoir la culture Zaoga.

Noms, prénom(s) et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et /ou de la direction de l'Association:

Président : MOYENGA Paul Marie, S/C 03 BP 7021 Ouaga 03, tél. 70 76 79 44  
 Vice-Président : BONEGO David, S/C 01 BP 625 Ouaga 01, tél. 78 82 42 01  
 Secrétaire général : MOYENGA Bila, S/C 01 BP 625 Ouaga 01, tél. 70 76 79 44  
 Secrétaire général adjoint : BONEGO G. Dominique, S/C 01 BP 625 Ouaga 01, tél. 78 83 58 22  
 Trésorier général : BONEGO Apollinaire, S/C 01 BP 625 Ouaga 01  
 Trésorier général adjoint : BONEGO Abdoulaye, S/C 01 BP 625 Ouaga 01, tél. 76 67 82 45  
 Secrétaire à l'Organisation et aux activités socioculturelles : MOYENGA Boniface, S/C 01 BP 625 Ouaga 01, tél. 78 80 81 98  
 Secrétaire adjoint à l'Organisation et aux activités socioculturelles : COMBERE Yabré, S/C 01 BP 625 Ouaga 01  
 Secrétaire à l'information : MOYENGA Bila Emmanuel, S/C 01 BP 625 Ouaga 01, tél. 70 42 33 02  
 Secrétaire adjoint à l'information : MOYENGA Françoise, S/C 01 BP 625 Ouaga 01, tél. 70 71 56 94  
 Secrétaire à la mobilisation féminine : MOYENGA/OUEDRAOGO Toussaint, S/C 01 BP 625 Ouaga 01  
 Secrétaire adjointe à la mobilisation féminine : MOYENGA Véronique, S/C 01 BP 625 Ouaga 01, tél. 70 26 79 26.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-080/MATD/RCEN/PKAD/HC/SG/DASE du 10 avril 2009.**

Le Haut-commissaire de la province du Kadiogo donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE NONGHIN (A.D.N.) »

Siège Social : Nonghin, secteur 19

**OBJECTIFS** : L'Association a pour objectifs de :  
 regrouper tous les résidents du quartier, créer et travailler à consolider l'éveil des liens de solidarité et d'entraide entre les membres ;

rechercher tous moyens légaux pouvant concourir au financement ou à la réalisation de projets à caractère social, humanitaire, culturel et sportif ;  
 coopérer avec toutes les organisations de bienfaisance existantes ;  
 coordonner et canaliser la volonté individuelle des uns et des autres pour l'épanouissement et un avenir des résidents ;  
 contribuer et valoriser la culture et le sport en général, cadre d'expression entre les hommes ;  
 présenter les doléances des résidents aux autorités compétentes, défendre leurs intérêts moraux et matériels.

Noms, prénom(s) et adresses des personnes actuellement chargées de l'administration et/ou de la direction de l'Association:

Président : NIKIEMA Pierre, tél. 70 24 26 47  
 Secrétaire général : OUEDRAOGO Jérôme, tél. 70 24 79 33  
 Secrétaire général adjoint : MINOUNGOU Alfred, tél. 70 10 96 51  
 Trésorier : OUEDRAOGO Moussa, tél. 70 23 68 37  
 Trésorier adjoint : DRABO Adama, tél. 76 66 92 46  
 Responsable à l'Organisation : CISSE Ibrahim, tél. 70 11 95 22  
 Responsable adjoint à l'Organisation : GANSONRE Souleymane, tél. 76 27 82 12  
 Secrétaire chargé de l'information et communication : NADJOMBE Daré, tél. 76 67 83 33  
 Secrétaire adjoint chargé de l'information et communication : OUEDRAOGO S. René, tél. 70 07 01 88  
 Secrétaire chargée de la mobilisation des femmes : PIME Fatimata, tél. 76 46 97 28  
 Secrétaire adjointe chargée de la mobilisation des femmes : KANSIE Haoua, tél. 76 05 13 80  
 Secrétaire chargée du sport et des activités culturelles : ZABRE Harouna, tél. 70 25 24 01  
 Secrétaire adjoint chargé du sport et des activités culturelles : OUEDRAOGO Théophile, tél. 76 63 30 93  
 Commissaire aux comptes : TIENDREBEOGO Amado, tél. 70 62 07 36  
 Président d'honneur : OUEDRAOGO Moussa, tél. 76 59 95 57  
 Comité de suivi :  
 OUATTARA Fatoumata, tél. 78 39 58 20  
 KALMOGO Mamadou, tél. 78 85 90 07  
 BARRY Moussa, tél. 76 68 45 60  
 YOUNGOU Jean, tél. 76 66 41 07.

**Récépissé de déclaration d'existence n°2009-002/MATD/RNRD/GVR-OHG/SG du 16 avril 2009.**

Le Gouverneur de la région du Nord donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « ASSOCIATION AL-IH-SAANE »

Siège Social : Ouahigouya, chef lieu de la région du Nord

**OBJECTIFS** : L'ASSOCIATION AL-IH-SAANE poursuit les objectifs suivants :  
 renforcer la foi des musulmans à travers la réalisation des mosquées dans la région du Nord ;

promouvoir l'enseignement en arabe et l'éducation à travers la construction et l'équipement des écoles Medersa et franco-arabes dans la Région du Nord ;

contribuer à l'entretien des veuves et orphelins ;

aider les personnes démunies pour l'accomplissement du sacrifice d'Abraham et la rupture du jeûne pendant les périodes de jeûnes ;

contribuer à l'insertion socioprofessionnelle des talibés et des personnes démunies à travers la formation professionnelle et la création des activités génératrices de revenus en leur faveur.

La composition de l'organe dirigeant de l'ASSOCIATION AL-IH-SAANE est la suivante :

Président : OUEDRAOGO Boucary, cultivateur sect. N°1 Ohg, tél. 76 46 26 11

Secrétaire général : OUEDRAOGO Abdoul Rasmane, Maître coranique à Ohg, tél. 78 51 20 07

Secrétaire général adjoint : GANAME Issa, Maître coranique à Ohg, tél. 78 88 48 29 / 71 05 35 02

Trésorier général : SAWADOGO Oumarou, tailleur à Ohg, secteur n°13, tél. 75 05 60 29

Trésorier général adjoint : OUEDRAOGO Souleymane, cultivateur à Ouahigouya

Responsable à l'Organisation : TINTO Saydou, commerçant sect. n°2 OHG, tél. 70 22 57 43

Responsable adjoint à l'Organisation : GANAME Amadé Tidiane, Maître coranique à OHG, tél. 70 41 02 15

Responsable à l'information : OUATTARA Bakary, commerçant à Ouahigouya, tél. 70 75 28 02

Responsable adjoint à l'information : TRAORE Issoufou, gardien à Ouahigouya, tél. 76 55 03 34

Responsable à l'organisation et le représentant de l'association à l'étranger : OUEDRAOGO Zakaria, étudiant en Syrie, tél. 00963933130042

Commissaires aux comptes :

SAWADOGO Aly, commerçant au secteur n°11 OHG

SAWADOGO Inoussa, enseignant à l'école Souli

*Récépissé de déclaration d'existence n°2009-014/MATD/RPCL/POTG /HC/CAB du 22 avril 2009.* Le Haut-commissaire de la Province de l'Oubritenga donne aux personnes ci-après désignées récépissé de déclaration d'existence pour l'association régie par la loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992.

Dénomination : « UNION DES ASSOCIATIONS DE POEDOGO LAGM-TAABA » ( UAPL-T)

Siège Social : Commune de Loumbila, Province de l'Oubritenga

**OBJECTIFS :** Cette Association poursuit les objectifs suivants :

mettre en œuvre le développement du village de Poedogo dans tous les secteurs de la vie quotidienne ;

rassembler les forces des trois associations du village ;

coordonner les actions ;

constituer un seul et unique interlocuteur pour toutes les démarches engagées autour du développement du village ;

La composition de l'organe dirigeant de l'association est la suivante :

Président : TIENDREBEOGO Yacouba, tél. 78 35 46 52

Président adjoint : TIENDREBEOGO Issouf, tél. 78 08 90 15

Secrétaire général : OUEDRAOGO Idrissa, tél. 75 28 10 86

Secrétaire générale adjointe : DUCLOS Isabelle, tél. 76 89 14 40

Trésorier : TIENDREBEOGO Ablassé, tél. 76 88 97 91

Trésorier adjoint : OUEDRAOGO Sibdou, tél. 75 29 18 55

Secrétaire chargé à la promotion féminine : NANA Elisabeth Asseta, cultivateur à Poedogo

Secrétaire adjoint chargé à la promotion féminine : YETA Ambroise, tél. 76 83 68 06

Délégué à l'information : TIENDREBEOGO Boureima, tél. 78 19 11 95

Déléguée adjointe à l'information : OUEDRAOGO Evelyne, ménagère à Poedogo

Secrétaire à la promotion paysanne : TIENDREBEOGO Amado, tél. 76 71 85 84

Secrétaire adjoint chargé à la promotion paysanne : MOREL Noël, tél. 76 67 73 01 / 0033-04-92-46-84-12



IMPRIMERIE DU JOURNAL OFFICIEL  
01 BP 3924 OUAGADOUGOU 01  
Dépôt légal 4033